

Principales révisions intervenues sur les comptes de la Nation en 2013 et 2014, et 2015

Cette note a pour objet d'exposer les principales révisions intervenues sur les comptes nationaux annuels publiés ce 30 mai 2016, par rapport à la publication de l'année précédente (13 mai 2015), ainsi qu'à la dernière publication des comptes trimestriels (première estimation du 1^{er} trimestre 2016, parue le 29 avril 2016). Cette note se concentre sur les révisions intervenues sur les taux de croissance des agrégats, qui sont liées à l'arrivée d'un certain nombre de sources statistiques non disponibles auparavant.

Du fait des délais de disponibilité de certaines sources statistiques, l'estimation d'un compte de la Nation pour une année donnée fait l'objet de quatre estimations successives. En premier lieu, une toute première estimation d'une partie des comptes de l'année n est fournie à l'occasion de la sortie des comptes trimestriels du quatrième trimestre : première estimation de la croissance et de l'équilibre entre ressources (PIB, importations) et emplois finals (consommation, investissement, exportations, variations de stocks) fin janvier de l'année $n+1$; puis première estimation des comptes d'agents à la fin mars de l'année $n+1$. Ces estimations sont affinées lors de la publication de la première estimation du 1^{er} trimestre de l'année $n+1$, fin avril. Ces premières évaluations issues des comptes trimestriels sont corrigées des jours ouvrables (CJO). En second lieu, à la mi-mai de l'année $n+1$, sont publiés des comptes annuels complets bruts (c'est-à-dire non corrigés des jours ouvrables) pour l'année n (compte provisoire), l'année $n-1$ (compte semi-définitif) et l'année $n-2$ (compte définitif).

- Pour un compte provisoire, les révisions par rapport à la première estimation fournie par les comptes trimestriels proviennent principalement de trois éléments. Tout d'abord, l'établissement du compte provisoire nécessite d'intégrer les comptes définitif de l'année $n-2$ et semi-définitif de l'année $n-1$; cette intégration conduit à modifier certaines évaluations relatives à l'année n . Ensuite, le compte provisoire est calé sur des données annuelles devenues disponibles dans l'intervalle, en particulier le compte des administrations publiques, le compte des institutions financières et le compte de l'agriculture. Enfin, le compte provisoire intègre le résultat d'un travail spécifique, visant à assurer la cohérence - d'un point de vue économique - des équilibres emplois-ressources par produit en volume et en prix à un niveau fin.*
- Pour un compte semi-définitif, les révisions par rapport au compte provisoire proviennent principalement des révisions des sources d'information sur les comptes des administrations publiques et des sociétés financières, de la disponibilité d'informations fines relatives à la consommation des ménages et de la disponibilité des données de statistiques annuelles d'entreprises (Ésane) dans leur version semi-définitive. Ces statistiques annuelles d'entreprises font la synthèse d'informations statistiques et administratives sur les entreprises non financières (déclarations fiscales, enquêtes sectorielles d'entreprises), qui ne sont pas disponibles au moment de la confection du compte provisoire.*
- Pour un compte définitif, la principale source de révision par rapport au compte semi-définitif provient de la disponibilité des données de statistiques annuelles d'entreprises dans leur version définitive. En particulier, la valeur ajoutée des entreprises non financières du compte définitif est calée sur ces données d'entreprises.*

Ainsi, à l'occasion de la publication du compte provisoire 2015, les comptes annuels définitif 2013 et semi-définitif 2014 apportent des révisions aux comptes semi-définitif 2013 et provisoire 2014 publiés l'an passé. En outre, le compte provisoire 2015 apporte des révisions aux premières estimations fournies lors des publications des comptes trimestriels intervenues depuis fin janvier.

Révisions apportées à la fiche de PIB

Tableau A : fiche de PIB en volume, données brutes (évolutions)

	Anciennes séries			Nouvelles séries				en %
	2013	2014	2015 (CJO)	2013	2014	2015	2015 (CJO)	
	Produit intérieur brut	0,7	0,2	1,2	0,6	0,6	1,3	1,2
Importations	1,7	3,8	6,4	2,1	4,7	6,6	6,4	
Dépenses de consommation des ménages	0,4	0,6	1,4	0,5	0,7	1,5	1,5	
Dépenses de consommation des administrations publiques	1,7	1,5	1,5	1,5	1,2	1,4	1,4	
Formation brute de capital fixe (FBCF) totale	-0,6	-1,2	0,0	-0,8	-0,3	1,0	0,9	
<i>dont : ménages</i>	<i>-1,5</i>	<i>-5,3</i>	<i>-2,7</i>	<i>-0,5</i>	<i>-3,5</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,8</i>	
<i>entreprises non financières (ENF)</i>	<i>0,5</i>	<i>2,0</i>	<i>2,1</i>	<i>0,2</i>	<i>1,6</i>	<i>2,8</i>	<i>2,7</i>	
<i>administrations publiques (APU)</i>	<i>0,1</i>	<i>-6,9</i>	<i>-3,0</i>	<i>-0,7</i>	<i>-5,7</i>	<i>-3,8</i>	<i>-3,8</i>	
Exportations	1,7	2,4	6,1	1,9	3,3	6,1	6,0	
Stocks (contribution au PIB)	0,2	0,2	0,3	0,2	0,5	0,1	0,1	

Tableau B : fiche de PIB en valeur, données brutes (évolutions)

	Anciennes séries			Nouvelles séries				en %
	2013	2014	2015 (CJO)	2013	2014	2015	2015 (CJO)	
	Produit intérieur brut	1,4	0,8	2,4	1,4	1,2	1,9	1,9
Importations	0,4	1,3	3,3	0,7	2,6	3,5	3,2	
Dépenses de consommation des ménages	1,2	0,6	1,3	1,1	0,8	1,6	1,3	
Dépenses de consommation des administrations publiques	2,1	1,6	1,3	2,0	1,6	1,2	1,2	
Formation brute de capital fixe (FBCF) totale	-0,2	-1,2	0,0	-0,5	-0,2	0,7	0,6	
<i>dont : ménages</i>	<i>-1,4</i>	<i>-3,9</i>	<i>-2,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>-2,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,6</i>	
<i>entreprises non financières (ENF)</i>	<i>1,1</i>	<i>1,7</i>	<i>2,2</i>	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>2,6</i>	<i>2,5</i>	
<i>administrations publiques (APU)</i>	<i>0,4</i>	<i>-7,3</i>	<i>-3,9</i>	<i>-0,3</i>	<i>-5,8</i>	<i>-5,1</i>	<i>-5,2</i>	
Exportations	1,3	1,4	6,2	1,7	2,4	5,7	5,5	
Stocks (contribution au PIB)	0,0	0,3	0,6	0,1	0,5	0,1	0,1	

Tableau C : fiche de PIB en prix, données brutes (évolutions)

	Anciennes séries			Nouvelles séries				en %
	2013	2014	2015 (CJO)	2013	2014	2015	2015 (CJO)	
	Produit intérieur brut	0,8	0,6	1,2	0,8	0,5	0,6	0,6
Importations	-1,3	-2,4	-2,9	-1,4	-2,0	-3,0	-3,0	
Dépenses de consommation des ménages	0,8	0,0	-0,1	0,6	0,1	-0,2	-0,2	
Dépenses de consommation des administrations publiques	0,4	0,0	-0,2	0,5	0,4	-0,2	-0,2	
Formation brute de capital fixe (FBCF) totale	0,4	0,0	0,0	0,3	0,2	-0,3	-0,3	
<i>dont : ménages</i>	<i>0,1</i>	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>0,0</i>	<i>1,6</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	
<i>entreprises non financières (ENF)</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	
<i>administrations publiques (APU)</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,4</i>	<i>-1,4</i>	
Exportations	-0,3	-0,9	0,1	-0,2	-0,9	-0,4	-0,4	
Stocks (contribution au PIB)	-0,2	0,1	0,3	-0,2	0,0	0,0	-0,1	

A. Principales révisions intervenues sur le compte définitif 2013 par rapport au compte semi-définitif 2013

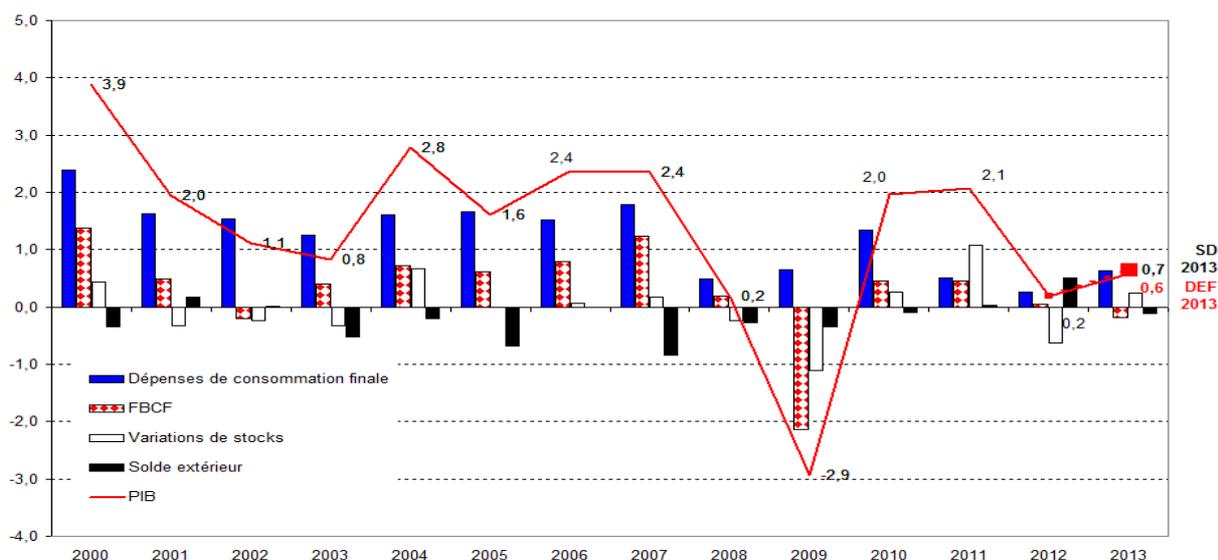
Tableau A.1 : fiche de PIB en volume, révisions du compte 2013

Fiche de PIB en volume	Niveau 2012 (Md€)	Niveau 2013 (Md€)		2013, en évolution (%)				
	Définitif	Semi-définitif	Définitif	Provisoire	Semi-définitif	Définitif	Révision par rapport au provisoire	Révision par rapport au semi-définitif
PIB	2 087	2 101	2 099	0,3	0,7	0,6	0,3	-0,1
Importations	640	651	654	1,7	1,7	2,1	0,4	0,4
Dépenses de consommation	1 659	1 672	1 672	0,7	0,8	0,8	0,0	0,0
- dont ménages	1 120	1 124	1 125	0,2	0,4	0,5	0,3	0,1
- dont APU	498	506	505	2,0	1,7	1,5	-0,5	-0,2
- dont ISBLSM	42	42	43	1,1	0,3	1,0	-0,1	0,8
FBCF totale	469	466	465	-1,0	-0,6	-0,8	0,2	-0,2
- dont ménages	111	109	111	-3,1	-1,5	-0,5	2,6	1,0
- dont ENF	251	252	252	-0,9	0,5	0,2	1,0	-0,4
- dont APU	85	85	84	1,0	0,1	-0,7	-1,7	-0,7
- dont autres	22	20	19	0,6	-11,8	-13,7	-14,2	-1,9
Exportations	595	605	607	2,2	1,7	1,9	-0,3	0,2
Variations de stocks	4	8,2	8,4	0,0				
Contributions								
Demande intérieure hors stocks	2 128	2 138	2 138	0,4	0,5	0,4	0,1	0,0
Consommation des ménages	1 120	1 124	1 125	0,1	0,2	0,3	0,2	0,1
Consommation des APU	498	506	505	0,5	0,4	0,3	-0,1	0,0
FBCF totale	469	466	465	-0,2	-0,1	-0,2	0,0	0,0
Variations de stocks	4	8	8	-0,2	0,2	0,2	0,4	0,0
Commerce extérieur	-45	-46	-47	0,1	0,0	-0,1	-0,2	-0,1

Tableau A.2 : fiche de PIB en valeur, révisions du compte 2013

Fiche de PIB en valeur	Niveau 2012 (Md€)	Niveau 2013 (Md€)		2013, en évolution (%)				
	Définitif	Semi-définitif	Définitif	Provisoire	Semi-définitif	Définitif	Révision par rapport au provisoire	Révision par rapport au semi-définitif
PIB	2 087	2 117	2 115	1,1	1,4	1,4	0,3	-0,1
Importations	640	643	645	0,1	0,4	0,7	0,6	0,4
Dépenses de consommation	1 659	1 684	1 683	1,4	1,5	1,4	0,1	0,0
- dont ménages	1 120	1 133	1 132	0,8	1,2	1,1	0,3	0,0
- dont APU	498	508	508	2,4	2,1	2,0	-0,4	-0,1
- dont ISBLSM	42	43	43	3,3	2,6	3,0	-0,2	0,4
FBCF totale	469	468	467	-0,6	-0,2	-0,5	0,1	-0,3
- dont ménages	111	110	110	-2,9	-1,4	-0,5	2,4	0,9
- dont ENF	251	254	253	-0,4	1,1	0,6	1,0	-0,5
- dont APU	85	85	84	1,4	0,4	-0,3	-1,7	-0,7
- dont autres	22	20	19	0,6	-12,0	-14,1	-14,7	-2,1
Exportations	595	603	605	1,8	1,3	1,7	-0,1	0,3
Variations de stocks	4	4,1	5,2					

Graphique A.1 : croissance en volume du PIB depuis 2000



A.1. L'APPROCHE DEMANDE DU PIB A ÉTÉ AJUSTÉE AFIN DE TENIR COMPTE DES NOUVELLES ESTIMATIONS DISPONIBLES DE FBCF ET DE VARIATIONS DE STOCKS ISSUES D'ÉSANE

Dans le compte définitif 2013, publié en base 2010, le PIB en valeur progresse de + 1,36 % contre + 1,42 % au compte semi-définitif 2013, soit une révision de -0,1 point. Cette révision tient avant tout à la révision de la valeur ajoutée des entreprises non financières, suite à la prise en compte d'une nouvelle version d'Ésane.

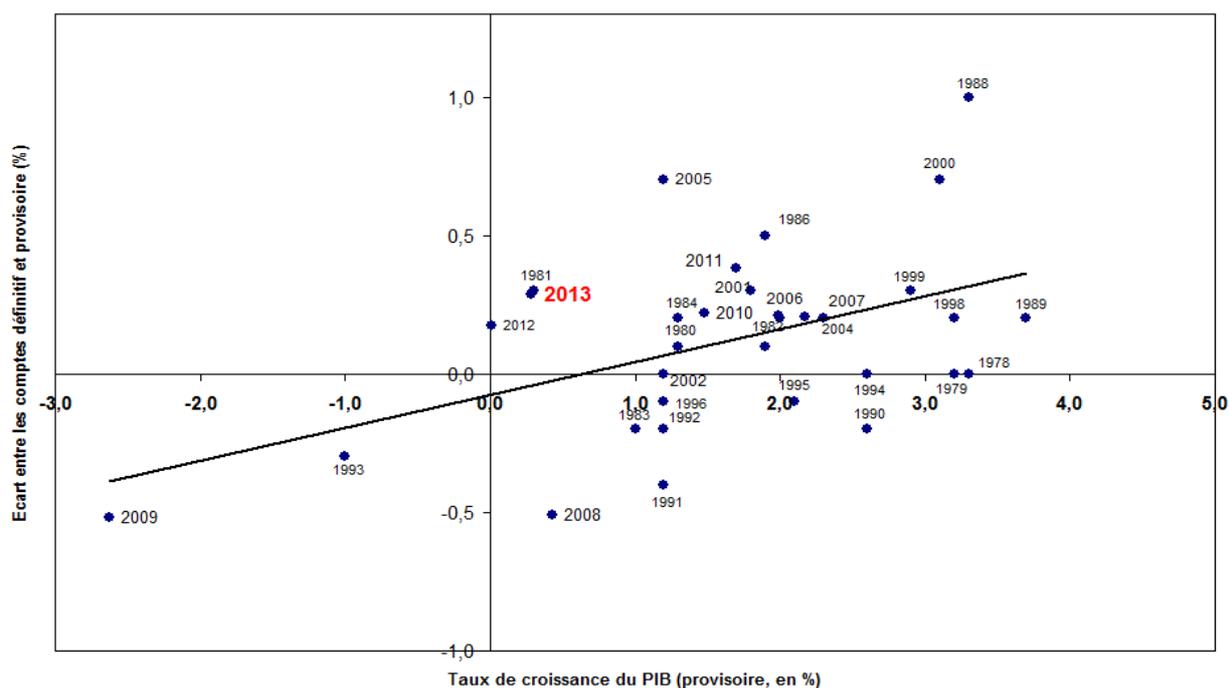
Lors du compte semi-définitif 2013, si l'approche revenu / secteur du PIB reposait déjà, pour la partie concernant les entreprises non financières (ENF), sur la statistique d'entreprise Ésane, l'approche demande ne s'était pas calée au niveau fin des branches de la production et la consommation intermédiaire des ENF telles qu'issues d'Ésane. Dans de très nombreux cas en effet, des indicateurs conjoncturels (chiffres d'affaires ou indices de production industrielle combinés à des indices de prix à la production) avaient été privilégiés par rapport aux données fournies par Ésane. Aussi la prise en compte au niveau le plus fin de la production et des consommations intermédiaires des branches de la statistique Ésane dans le compte définitif a-t-elle modifié les équilibres ressources emplois (ERE) de l'approche demande.

Ex ante, l'estimation à partir d'Ésane de la FBCF corporelle des entreprises non financières était très inférieure à ce qui ressortait spontanément des ERE, tandis que l'estimation à partir d'Ésane des variations de stocks des entreprises non financières était très supérieure à ce qui ressortait spontanément des ERE. Les modifications apportées aux ERE pour converger vers l'approche revenu ont donc porté sur les variations de stocks (+ 3,1 Md€), la FBCF corporelle des entreprises non financières (- 4,8 Md€), la FBCF incorporelle des entreprises non financières (- 0,5 Md€).

La croissance du PIB en volume atteint + 0,6 % dans le compte définitif 2013, ce qui constitue une révision de -0,1 point par rapport au compte semi-définitif (+ 0,7%). Le déflateur du PIB n'est que très marginalement révisé, suite à la modification du partage volume / prix des variations de stocks (essentiellement agricoles) et de la FBCF de certains produits.

Au total, l'ampleur de la révision du PIB volume par rapport au compte provisoire (+ 0,3 point) est proche de l'ordre de grandeur des révisions passées (+/- 0,3 point en moyenne) (cf. graphique A.2).

Graphique A.2 : lien entre croissance et révisions entre les comptes provisoire et définitif



A.2. EN VOLUME, LES CONTRIBUTIONS À LA CROISSANCE DES DÉPENSES DE CONSOMMATION, DE LA FBCF, AINSI QUE DES VARIATIONS DE STOCKS SONT PRESQUE STABLES, CELLE DU COMMERCE EXTÉRIEUR EST REVUE À LA BAISSÉ.

Le PIB s'établit à 2115,3 Md€ en valeur en 2013 ; il progresse de + 28,3 Md€ par rapport à 2012, soit une révision à la baisse de - 1,3 Md€ par rapport au compte semi-définitif (cf. tableau A.3).

En volume, la croissance du PIB est révisée à la baisse de - 1,7 Md€, soit - 0,1 point par rapport au compte semi-définitif. Côté demande, l'évolution des dépenses de consommation est relevée de + 0,4 Md€, avec + 1,1 Md€ pour les dépenses de consommation des ménages et respectivement - 1,0 Md€ et + 0,3 Md€ pour celles des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). L'évolution de la FBCF est revue de - 0,9 Md€, la FBCF des entreprises non financières étant révisée à la baisse (- 1,0 Md€) et celle des autres secteurs institutionnels est révisée en légère hausse au total. L'évolution des variations de stocks en volume augmente légèrement par rapport au compte semi-définitif et sa contribution au PIB reste inchangée à 0,2 point. Enfin, la progression des importations en volume est relevée de + 2,8 Md€ et celle des exportations de + 1,4 Md€, si bien que la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB en volume diminue (- 0,1 point).

Tableau A.3 : révisions entre les comptes définitif et semi-définitif 2013 dans l'approche demande

Fiche de PIB	Niveau 2012 (Md€)	2013 Définitif - 2013 Semi-définitif						
		Définitif	Révision en évolution (%)			Révision en delta (Md€)		
			valeur	volume	prix	valeur	volume	prix
PIB	2 087	-0,1	-0,1	0,0	-1,4	-1,7	0,4	
Importations	640	0,4	0,4	-0,1	2,4	2,8	-0,5	
Dépenses de consommation	1 659	0,0	0,0	-0,1	-0,7	0,4	-1,0	
- dont ménages	1 120	0,0	0,1	-0,1	-0,5	1,1	-1,6	
- dont APU	498	-0,1	-0,2	0,1	-0,4	-1,0	0,7	
- dont ISBLSM	42	0,4	0,8	-0,4	0,2	0,3	-0,2	
FBCF totale	469	-0,3	-0,2	-0,1	-1,3	-0,9	-0,3	
- dont ménages	111	0,9	1,0	-0,1	1,0	1,1	-0,1	
- dont ENF	251	-0,5	-0,4	-0,1	-1,2	-1,0	-0,2	
- dont APU	85	-0,7	-0,7	0,0	-0,6	-0,6	0,0	
- dont autres	22	-2,1	-1,9	-0,2	-0,5	-0,4	-0,1	
Exportations	595	0,3	0,2	0,1	1,9	1,4	0,5	
Variations de stocks	4				1,1	0,2	0,8	
Contributions à la révision de l'évolution du PIB 2013								
Demande intérieure hors stocks	2 150	-0,1	0,0	-0,1				
Consommation des ménages	1 132	0,0	0,1	-0,1				
Consommation des APU	508	0,0	0,0	0,0				
FBCF totale	467	-0,1	0,0	0,0				
Variations de stocks	5	0,1	0,0	0,0				
Commerce extérieur	-40	0,0	-0,1	0,0				

A.2.1. LA CROISSANCE DES DÉPENSES DE CONSOMMATION EST REVUE EN BAISSÉ.

Par rapport au compte semi-définitif, la croissance des **dépenses de consommation totales** en 2013 est révisée à la baisse en valeur (+ 1,4 % contre + 1,5 %) et reste presque inchangée en volume (à + 0,8 % comme au semi-définitif).

Les dépenses de consommation des ménages en valeur augmentent un peu moins qu'au compte semi-définitif.

En 2013, les dépenses de consommation des ménages augmentent de + 1,1 % en valeur soit une révision de - 0,04 point en valeur par rapport au compte semi-définitif, et de + 0,5 % en volume, soit une révision de + 0,1 point en volume par rapport au compte-semi-définitif.

En valeur, les révisions par rapport au compte semi-définitif (- 0,5 Md€) s'expliquent par :

- l'actualisation de sources (- 0,5 Md€), en particulier sur le parc de logements, qui impacte tant la consommation en loyers réels qu'en loyers imputés ;
- de nouveaux arbitrages entre indicateurs suite à l'arrivée d'une nouvelle source au compte définitif (+ 0,1 Md€) ;
- la prise en compte de nouvelles méthodes pour mesurer la consommation des ménages sur certains postes fins (+ 0,1 Md€) ;
- la prise en compte des informations disponibles dans les équilibres ressources emplois (- 1,1 Md€ en valeur et + 0,6 Md€ en volume). Outre le solde territorial, qui est révisé à la hausse de + 0,1 Md€ suite aux nouvelles données de la balance des paiements, les principales révisions portent les dépenses en assurances (- 0,9 Md€ en valeur et + 0,8 Md€ en volume) du fait de l'actualisation de données et de la mise en place d'une nouvelle méthode d'estimation des marges financières des assureurs (cf. annexe 1). Sont également fortement révisées les dépenses en hébergement médico-social (- 0,26 Md€), les dépenses en action sociale sans hébergement (- 0,5 Md€), ainsi que la consommation en enseignement non marchand (+ 0,5 Md€).

- des arbitrages (+ 0,9 Md€) :
 - d'une part après confrontation de la consommation des ménages avec la consommation commercialisable telle que mesurée par Ésane (+ 0,6 Md€) ;
 - d'autre part pour assurer la convergence des approches du PIB. Ainsi, les dépenses de consommation en hébergement, en édition, ainsi qu'en services auxiliaires de transport ont été révisées au total d'environ + 0,25 Md€.

Ces révisions des dépenses en valeur ne se retranscrivent pas en volume.

En effet, les assurances modifient nettement le partage volume/prix suite à une refonte du mode de calcul du prix de l'ensemble des assurances non vie (- 1,1 Md€ par rapport au compte semi-définitif) et de l'assurance vie (- 0,6 Md€ par rapport au compte semi-définitif).

Par ailleurs, les prix des services de télécommunication ont été abaissés (+ 0,2 Md€) suite à l'actualisation en valeur des données de l'Arcep et de celles relatives à la subvention pour l'achat d'un téléphone mobile (l'évolution en volume, calculée indépendamment, n'étant pas révisée).

Les déflateurs de la consommation des autres produits n'ont pas été sensiblement révisés : en effet, les déflateurs sont en général quasi inchangés entre le compte semi-définitif et le compte définitif, car assis pour la plupart sur les indices de prix à la consommation (IPC), déjà disponibles précédemment et non révisés.

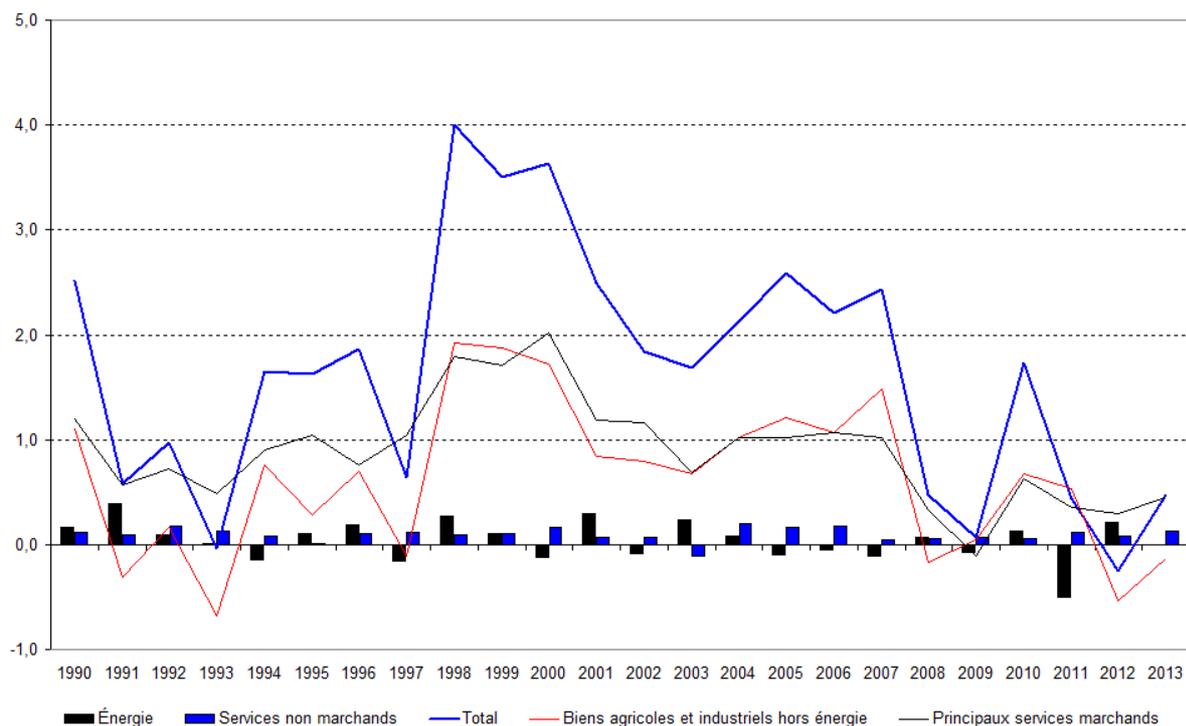
Les déflateurs des autres produits (hors assurances et services de télécommunication) pour lesquels l'IPC n'est pas retenu, en général parce que ces produits ne sont pas dans le champ de l'IPC (Services d'intermédiation financière indirectement mesurés -Sifim-, loyers imputés) ou mesurés selon des concepts différents (crédit d'impôt), n'ont pas été sensiblement révisés.

Tableau A.4 : révisions des dépenses de consommation des ménages par produit

		Consommation des ménages																
		2012			2013				2013				2013			Révision de la contribution		
		VAL			VALEUR				VOLUME				VALEUR			VOLUME VALEUR PRIX		
		en Md€			Md€				%				Md€			%		
		DEF	DEF	révision	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD	
Ens	Ensemble	1 120	1 132	-0,5	4	5	0,4%	0,5%	13,0	12,6	1,2%	1,1%	0,1%	0,0%	-0,1%			
AZ	Agriculture	31	33	0,0	0,5	0,6	1,7%	2,1%	1,7	1,7	5,4%	5,6%	0,0%	0,0%	0,0%			
DE	Energie, eau, déchets	51	54	0,0	1,1	1,1	2,1%	2,1%	3,6	3,6	7,0%	7,0%	0,0%	0,0%	0,0%			
C1	Industrie agro-alimentaire	170	173	0,3	0,0	0,2	0,0%	0,1%	2,8	3,1	1,6%	1,8%	0,0%	0,0%	0,0%			
C2	Cokéfaction et raffinage	51	49	-0,3	-0,7	-1,1	-1,4%	-2,1%	-1,9	-2,2	-3,6%	-4,2%	0,0%	0,0%	0,0%			
C3	Biens d'équipement	33	32	0,0	1,5	1,5	4,6%	4,6%	-0,6	-0,6	-1,7%	-1,8%	0,0%	0,0%	0,0%			
C4	Matériels de transport	61	59	0,2	-3,3	-3,1	-5,3%	-5,0%	-2,4	-2,2	-4,0%	-3,6%	0,0%	0,0%	0,0%			
C5	Autres branches industrielles	145	145	0,2	-1,0	-0,8	-0,7%	-0,6%	-0,4	-0,2	-0,3%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%			
FZ	Construction	17	17	0,0	-0,3	-0,3	-1,7%	-1,8%	0,1	0,1	0,5%	0,4%	0,0%	0,0%	0,0%			
GZ	Commerce	12	13	0,1	-0,2	0,0	-1,3%	-0,2%	0,2	0,3	1,5%	2,7%	0,0%	0,0%	0,0%			
HZ	Transport	36	37	0,2	0,2	0,4	0,5%	1,1%	0,6	0,8	1,7%	2,3%	0,0%	0,0%	0,0%			
IZ	Hébergement-restauration	73	73	0,1	-1,0	-0,9	-1,4%	-1,2%	0,6	0,7	0,8%	1,0%	0,0%	0,0%	0,0%			
JZ	Information-communication	52	49	0,2	2,1	2,1	4,0%	4,0%	-2,7	-2,5	-5,3%	-4,8%	0,0%	0,0%	0,0%			
KZ	Services financiers	58	60	-0,9	1,0	1,8	1,7%	3,1%	2,9	2,0	5,0%	3,4%	0,1%	-0,1%	-0,2%			
LZ	Services immobiliers	213	218	-0,4	2,4	2,0	1,1%	0,9%	5,2	4,8	2,4%	2,2%	0,0%	0,0%	0,0%			
MN	Services aux entreprises	23	23	0,0	0,1	0,1	0,4%	0,4%	0,3	0,3	1,2%	1,2%	0,0%	0,0%	0,0%			
OQ	Services non marchands	62	65	-0,4	1,9	1,5	3,1%	2,4%	2,7	2,3	4,3%	3,7%	0,0%	0,0%	0,0%			
RU	Services aux ménages	41	41	0,0	-0,4	-0,4	-0,9%	-1,0%	0,2	0,2	0,4%	0,4%	0,0%	0,0%	0,0%			
CHTR	Correction territoriale	-10	-10	0,1	0,4	0,5	-3,6%	-4,9%	0,3	0,5	-3,2%	-4,5%	0,0%	0,0%	0,0%			

Au total, les dépenses de consommation des ménages augmentent légèrement, en volume, après avoir reculé en 2012. Les dépenses en matériels de transport (automobiles neuves principalement) continuent de reculer, mais moins fortement qu'en 2012. Les dépenses en énergie, eau et déchets restent dynamiques mais ralentissent, la forte croissance en 2012 correspondait surtout au contrecoup d'une année 2011 particulièrement douce. Enfin, les dépenses en services accélèrent (cf. graphique A.3).

Graphique A.3 : dépenses de consommation, principales contributions à l'évolution en volume



Note de lecture :

Le poste « énergie » comprend deux niveaux A10 de la Naf rev. 2 : l'énergie, l'eau et les déchets d'une part et la cokéfaction et le raffinage d'autre part.

La croissance des dépenses de consommation des administrations publiques (APU) est révisée en baisse.

En 2013, les dépenses de consommation des administrations publiques progressent de + 2,0 % en valeur contre + 2,1% lors du compte semi-définitif (cf. tableau A.5), et de + 1,5% en volume (contre + 1,7 % auparavant).

En valeur, la prise en compte de nouvelles données transmises par la DGFIP et la nouvelle estimation de la consommation de capital fixe pour les produits non marchands ont conduit à réviser à la baisse les dépenses de consommation des administrations publiques (- 0,4 Md€).

La progression des dépenses individualisables s'établit ainsi à + 2,0 % en valeur (comme au compte semi-définitif) et à + 1,4% en volume (contre + 1,6% lors du compte semi-définitif). Parmi ces dépenses, les produits en santé marchande et non marchande sont faiblement révisés, mais désormais calés en fonction des données du compte de la santé. S'agissant de la santé, la révision en valeur due au recalage sur le compte de la santé se reporte sur le partage volume-prix car l'indice de volume est mesuré par une méthode « output » (et inchangé par rapport au compte semi-définitif). S'agissant de l'éducation l'actualisation des données sur les paiements partiels des ménages transmis par la DGFIP, ainsi que la révision de l'indice d'évolution en volume fourni par le compte de l'éducation conduisent à réviser les dépenses d'enseignement de +0,2 Md€ en valeur et de -0,4 Md€ en volume.

Les dépenses collectives augmentent de + 2,1 % en valeur (contre + 2,3 % au compte semi-définitif) et de + 1,5 % en volume (contre + 1,9 % au compte semi-définitif). La révision (- 0,3 Md€), s'explique principalement par la modification du traitement des dépenses des collectivités locales dans le cadre des emprunts toxiques.

Tableau A.5 : révisions des dépenses de consommation des administrations publiques par produit

	Consommation des APU													Révision de la contribution		
	2012	2013			2013				2013				RÉVISION DE LA CONTRIBUTION			
	VAL	VALEUR			VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX	
	en Md€	Md€	révision	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%				
DEF	DEF	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD					
Consommation individualisable	320	327	0,0	5,0	4,6	1,6%	1,4%	6,3	6,3	2,0%	2,0%	-0,1%	0,0%	0,1%		
dont produits marchands	111	114	0,0	2,8	2,7	2,5%	2,5%	2,7	2,6	2,4%	2,4%	0,0%	0,0%	0,0%		
dont santé	49	51	0,0	1,1	1,1	2,2%	2,1%	1,3	1,3	2,7%	2,7%	0,0%	0,0%	0,0%		
dont industrie pharmaceutique	25	25	0,0	1,1	1,0	4,2%	4,0%	0,0	-0,1	-0,1%	-0,3%	0,0%	0,0%	0,0%		
dont autres	37	38	0,0	0,7	0,7	1,8%	1,9%	1,4	1,4	3,7%	3,8%	0,0%	0,0%	0,0%		
dont produits non marchands	210	213	0,0	2,2	1,9	1,1%	0,9%	3,7	3,7	1,8%	1,8%	-0,1%	0,0%	0,1%		
dont santé	62	64	0,0	1,3	1,3	2,0%	2,0%	1,9	1,9	3,1%	3,1%	0,0%	0,0%	0,0%		
dont éducation	92	93	0,2	0,8	0,4	0,9%	0,4%	1,0	1,3	1,1%	1,4%	-0,1%	0,0%	0,1%		
dont administration publique	19	19	0,1	-0,5	-0,4	-2,5%	-1,9%	-0,5	-0,4	-2,6%	-1,9%	0,0%	0,0%	0,0%		
dont autres	36	37	-0,3	0,6	0,6	1,8%	1,6%	1,2	0,9	3,3%	2,5%	0,0%	-0,1%	-0,1%		
Consommation collective	177	181	-0,3	3,3	2,7	1,9%	1,5%	4,1	3,7	2,3%	2,1%	-0,1%	-0,1%	0,1%		
dont administration publique	166	169	-0,3	2,9	2,4	1,8%	1,4%	3,8	3,5	2,3%	2,1%	-0,1%	-0,1%	0,1%		
dont autres	11	12	0,0	0,4	0,3	3,2%	2,6%	0,3	0,3	2,7%	2,3%	0,0%	0,0%	0,0%		
Consommation totale	498	508	-0,4	8,3	7,3	1,7%	1,5%	10,4	10,0	2,1%	2,0%	-0,2%	-0,1%	0,1%		

Contribution à la révision de la consommation totale des administrations publiques

Les dépenses de consommation des ISBLSM sont révisées à la hausse en volume.

En 2013, les dépenses de consommation des ISBLSM progressent de + 3,0 % en valeur (contre + 2,6% au compte semi-définitif, cf. tableau A.6) et de + 1,0 % en volume (contre + 0,3% au compte semi-définitif).

La révision du partage volume prix s'explique par le fait que celui-ci se fait, pour plusieurs services, selon une méthode dite « input » : l'indice retenu pour effectuer le partage volume / prix de la masse salariale a été changé, ce qui modifie le partage volume-prix de la production des ISBLSM (évaluée comme la somme des coûts de production) qui est consommée par les ISBLSM. La révision concerne principalement l'hébergement des enfants en difficulté, en raison de l'actualisation, par la DREES, de la dépense totale et du nombre de places, et par l'actualisation des sources liées aux activités sportives.

Tableau A.6 : révisions des dépenses de consommation des ISBLSM par produit

	Consommation des ISBLSM													Révision de la contribution		
	2012	2013			2013				2013				RÉVISION DE LA CONTRIBUTION			
	VAL	VALEUR			VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX	
	en Md€	Md€	révision	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%				
DEF	DEF	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD					
Ensemble	42	43	0,2	0	0	0,3%	1,0%	1,1	1,3	2,6%	3,0%	0,8%	0,4%	-0,4%		
Services non marchands	25	26	0,1	-0,1	0,2	-0,2%	0,7%	0,8	0,8	3,1%	3,4%	0,5%	0,2%	-0,3%		
Services aux ménages	17	17	0,1	0,2	0,3	1,0%	1,6%	0,3	0,4	2,0%	2,5%	0,2%	0,2%	0,0%		

A.2.2. LA FBCF DES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES AUGMENTE PEU EN 2013.

En 2013, la FBCF totale recule (- 0,8 % en volume soit une révision de - 0,2 point, cf. tableau A.7).

La révision à la baisse est d'abord imputable à la FBCF des entreprises non financières qui progresse de + 0,2 % en volume contre + 0,5 % au compte semi-définitif. Au compte définitif, depuis la base 2010, un montant de FBCF corporelle des entreprises non financières est mesuré à partir d'Ésane. La FBCF en valeur des entreprises non financières issue spontanément des équilibres ressources emplois a été ainsi fortement diminuée pour se rapprocher de ce montant, inférieur à celui retenu au compte semi-définitif.

La FBCF des ménages, quant à elle, recule de - 0,5 % en volume (contre - 1,5% au semi-définitif) et de - 0,5 % en valeur¹ (contre - 1,4% au semi-définitif).

La FBCF des IFEA est révisée de - 0,5 Md€ par rapport au compte semi-définitif. Cette révision tient notamment compte des données Ésane. L'arbitrage retenu en compte semi-définitif, consistant à

¹ Dans les comptes nationaux, la FBCF des ménages, pour l'essentiel en construction, s'appuie sur une analyse fine des équilibres ressources emplois et sur l'exploitation des enquêtes ESA. L'évolution retenue par les comptes nationaux tient toutefois également compte de celle retenue par le compte satellite du logement (+0,1 % en valeur).

relever la FBCF des IFEA, jugée très basse, pour pouvoir abaisser la FBCF des SNFEI, sans cela trop dynamique par rapport à la cible É sane, a été maintenu en compte définitif.

La FBCF des administrations publiques est révisée à la baisse de - 0,6 Md€ par rapport au semi-définitif et est maintenant en diminution (- 0,7 % en volume). Ces modifications concernent essentiellement la FBCF des hôpitaux et du CEA, dont le traitement des données comptables par la DGFIP a fait l'objet d'approfondissement entre le compte semi-définitif et le compte définitif².

Tableau A.7 : principales révisions de la FBCF par secteur institutionnel

	FBCF par secteurs institutionnels													Révision de la contribution		
	2012	2013			2013				2013				VOLUME	VALEUR	PRIX	
	VAL	VALEUR			VOLUME				VALEUR							
	en Md€	Md€	révision	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%				
DEF	DEF	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD					
Ménages	111	110	1,0	-1,6	-0,5	-1,5%	-0,5%	-1,5	-0,6	-1,4%	-0,5%	0,2%	0,2%	0,0%		
Entreprises non financières	251	253	-1,2	1,4	0,4	0,5%	0,2%	2,7	1,5	1,1%	0,6%	-0,2%	-0,3%	0,0%		
Administrations publiques	85	84	-0,6	0,1	-0,6	0,1%	-0,7%	0,3	-0,2	0,4%	-0,3%	-0,1%	-0,1%	0,0%		
Autres (IF notamment)	22	19	-0,5	-2,6	-3,1	-11,8%	-13,7%	-2,7	-3,2	-12,0%	-14,1%	-0,1%	-0,1%	0,0%		
Ensemble	469	467	-1,3	-2,9	-3,8	-0,6%	-0,8%	-1,2	-2,4	-0,2%	-0,5%	-0,2%	-0,3%	-0,1%		

Dans le détail, ces révisions s'expliquent essentiellement par une modification des ressources par produit (production et marges commerciales) qui trouve sa contrepartie notamment en FBCF. La FBCF en construction augmente ainsi par rapport au compte semi-définitif de + 0,4 Md€, suite également à la prise en compte des informations issues des enquêtes ESA (sur la sous-traitance, le partage par secteur institutionnel). La FBCF en produits immobiliers (construction et frais liés), après le rebond de 2010 et 2011, est atone en 2012, puis chute en 2013 (graphique A.4).

La FBCF en information- communication est révisée à la hausse de + 0,9 Md€, celle en biens d'équipement à la baisse de - 1,6 Md€, soit une évolution de - 5,2% par rapport à 2012 (contre - 0,9% en semi-définitif).

La FBCF en matériel de transport diminue un peu plus fortement qu'au compte semi-définitif (- 3,1% en valeur contre - 3,0% en valeur au semi-définitif). La FBCF des autres branches industrielles est révisée quant à elle à la baisse par rapport au compte semi-définitif (- 1,4% en valeur contre - 0,6% en semi-définitif). Il en est de même pour la FBCF en services aux entreprises (- 0,8% au compte définitif en valeur contre - 0,3% au semi-définitif).

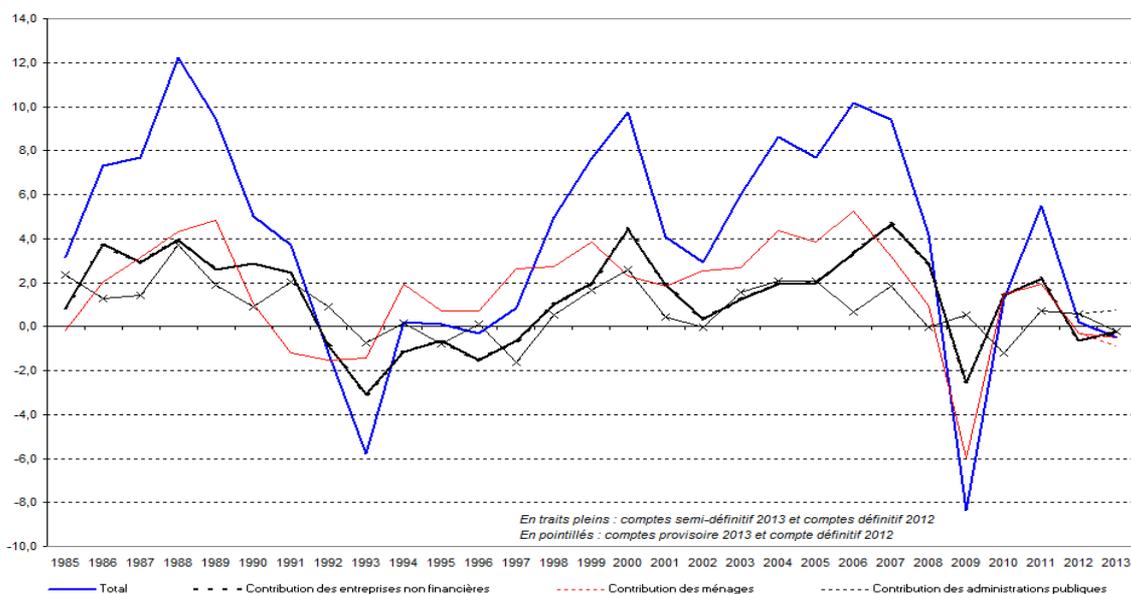
Le partage volume / prix a été légèrement modifié : pour la plupart des produits, le partage volume / prix de la FBCF est un solde de l'ERE et résulte des prix retenus pour la production, pour le commerce extérieur et pour la consommation finale. L'amélioration de la cohérence interne des ERE a amené ainsi à revoir le partage volume / prix de la FBCF de la construction, des autres branches industrielles ainsi que des services aux entreprises.

Tableau A.8 : principales révisions de la FBCF par produit

	FBCF totale													Révision de la contribution		
	2012	2013			2013				2013				VOLUME	VALEUR	PRIX	
	VAL	VOLUME			VALEUR											
	en Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%							
DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD					
Ensemble	469	-2,9	-3,8	-0,6%	-0,8%	-1,2	-2,4	-0,2%	-0,5%	-0,2%	-0,3%	-0,1%				
Agriculture	1	0,1	0,1	14,3%	14,3%	0,2	0,2	20,1%	17,6%	0,0%	0,0%	0,0%				
Energie, eau, déchets	0	0,0	0,0			0,0	0,0			0,0%	0,0%	0,0%				
Biens d'équipement	36	-0,2	-1,7	-0,5%	-4,7%	-0,3	-1,9	-0,9%	-5,2%	-0,3%	-0,3%	0,0%				
Matériels de transport	30	-0,7	-0,8	-2,4%	-2,7%	-0,9	-0,9	-3,0%	-3,1%	0,0%	0,0%	0,0%				
Autres branches industrielles	34	-0,6	-0,8	-1,8%	-2,2%	-0,2	-0,5	-0,6%	-1,4%	0,0%	-0,1%	0,0%				
Construction	220	-1,3	-0,8	-0,6%	-0,4%	-0,2	0,2	-0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%				
Information-communication	57	-0,1	0,8	-0,2%	1,4%	0,5	1,5	0,9%	2,5%	0,2%	0,2%	0,0%				
Services immobiliers	5	-0,1	0,0	-1,3%	-0,3%	-0,1	0,0	-2,0%	-0,9%	0,0%	0,0%	0,0%				
Services aux entreprises	84	-0,1	-0,4	-0,1%	-0,4%	-0,2	-0,7	-0,3%	-0,8%	-0,1%	-0,1%	0,0%				
Services aux ménages	2	0,0	-0,3	1,2%	-12,1%	0,1	-0,3	2,3%	-11,4%	-0,1%	-0,1%	0,0%				

² La FBCF est notamment révisée de -0,4 Md€ sur les hôpitaux car suite au plan hôpital 2012 qui visait à moderniser les établissements hospitaliers, de nombreuses restructurations et fusions ont eu lieu, et des retraitements des données de bilan ont dû être effectués pour calculer correctement les immobilisations (retraitements qui n'avaient pu être tous effectués pour le compte semi-définitif). La FBCF du CEA est également révisée, pour -0,2 Md€ car des flux entre postes d'immobilisations avaient été traduits à tort au semi-définitif comme de nouveaux investissements.

Graphique A.4 : investissement en produits liés à l'immobilier (en valeur)



A.2.3. LA CONTRIBUTION DES VARIATIONS DE STOCKS À LA CROISSANCE EST PRESQUE STABLE PAR RAPPORT AU COMPTE SEMI-DÉFINITIF.

Les entreprises reconstituent leurs stocks en 2013, un peu plus fortement au compte définitif qu'au compte semi-définitif : les variations de stocks augmentent de + 1,6 Md€ par rapport à 2012 alors qu'elles augmentaient de + 0,6 Md€ en semi-définitif (tableau A.9). Au compte définitif, la contribution des variations de stock à la croissance en valeur est de + 0,1%, contre une contribution nulle en semi-définitif.

Les révisions à la hausse des variations de stocks portent principalement sur l'agriculture (+ 0,6 Md€), sur les biens d'équipement (+ 0,7 Md€), sur les autres branches industrielles (+ 0,8 Md€) ainsi que sur la cokéfaction et le raffinage (+ 0,4 Md€). Les révisions à la baisse portent essentiellement sur l'industrie agro-alimentaire (- 0,9 Md€). En volume, la contribution des variations de stocks à la croissance est positive, à + 0,2% comme au compte semi-définitif. De manière générale, le partage volume / prix des variations de stocks (producteurs, utilisateurs et commerçants) est réalisé à partir des prix de la production et des consommations intermédiaires. Ces derniers ont bougé pour un certain nombre de produits entre le compte semi-définitif et le compte définitif. La révision du partage volume / prix s'explique essentiellement par les variations des stocks agricoles, dont les prix de production ne sont connus qu'avec retard.

Tableau A.9 : principales révisions des variations de stocks par produit

		Variations de stocks												
		2012		2013				2013				Révision de la contribution		
		VALEUR		VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
		Md€	%	Md€	%	%	Md€	%	%	%	%	%	%	
		DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD			
Ens	Ensemble	5	4,7	4,9	0,2%	0,2%	0,6	1,6	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	
AZ	Agriculture	0	-0,7	-0,7	0,0%	0,0%	-4,4	-3,8	-0,2%	-0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	
DE	Energie, eau, déchets	0	0,1	0,2	0,0%	0,0%	0,1	0,1	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
C1	Industrie agro-alimentaire	-1	2,3	1,3	0,1%	0,1%	2,3	1,3	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	
C2	Cokéfaction et raffinage	0	-0,1	0,3	0,0%	0,0%	0,0	0,3	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
C3	Biens d'équipement	2	1,2	2,0	0,1%	0,1%	1,2	1,9	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	
C4	Matériels de transport	0	0,7	0,2	0,0%	0,0%	0,7	0,2	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
C5	Autres branches industrielles	4	1,3	1,8	0,1%	0,1%	0,9	1,7	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	
FZ	Construction	0	-0,5	-0,4	0,0%	0,0%	-0,5	-0,4	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
JZ	Information-communication	0	0,1	-0,1	0,0%	0,0%	0,1	-0,1	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
MN	Services aux entreprises	0	0,2	0,4	0,0%	0,0%	0,2	0,4	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	

A.2.4. LE SOLDE DE LA BALANCE DES BIENS ET SERVICES EST REVU EN BAISSÉ DE - 0,5 Md€ EN VALEUR

Cette révision à la baisse est essentiellement imputable aux données de la balance des paiements.

D'une part, celle-ci dispose désormais des résultats 2013 de l'enquête complémentaire sur les échanges internationaux de services (ECEIS) auprès des entreprises qui n'ont pas opté pour la procédure de déclaration directe générale (« DDG »).

D'autre part, la Balance des Paiements travaille, depuis la publication du compte semi-définitif 2012, sur un nouveau manuel, le BPM6, qui correspond à une nouvelle nomenclature de services et à de nouveaux concepts. La meilleure maîtrise de ce manuel l'a conduite pour le définitif 2013 à opérer des corrections sur les données recueillies, impliquant des mouvements d'ampleur entre produits.

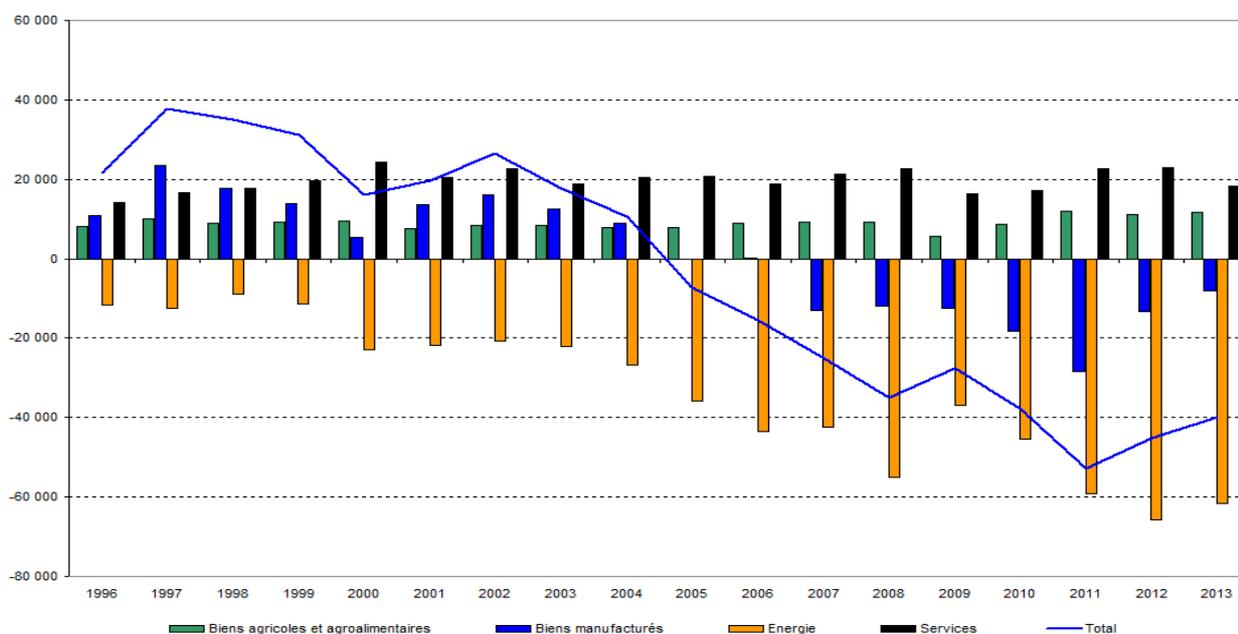
Au cours des échanges avec la Balance des paiements dans le cadre de la confection du compte définitif 2013, deux erreurs importantes ont été identifiées et ne pourront être corrigées que lors du prochain changement de base :

- Compte-tenu d'une erreur dans les programmes statistiques de la Balance des Paiements, le solde commercial 2012 a été sous-estimé de 4,6 Md€ en définitif 2012 ;
- 2,8 Md€ de négoce international environ étaient en outre affectés à tort aux exportations d'hydrocarbures, ce qui a majoré artificiellement le solde extérieur au compte définitif 2012 et au compte semi-définitif 2013.

L'Insee, pour estimer le total du solde de la balance des biens et services, exploite également des données des douanes, ou d'autres données³.

Ainsi, en tenant compte de l'ensemble des données disponibles, le solde de la balance des biens et services est revu en baisse en valeur de - 0,5 Md€ (- 39,8 Md€ contre - 39,3 Md€ lors du compte semi-définitif). Par rapport à 2012, et comme pour le compte semi-définitif, le déficit commercial est creusé par le solde de la balance des services, moins excédentaire - même si le solde de la balance des services est révisé à la hausse en définitif par rapport au semi-définitif (graphique A.5). En revanche, le déficit commercial sur les biens manufacturés s'atténue et la facture énergétique est allégée. L'excédent dégagé dans les biens agricoles et agro-alimentaires est stable.

Graphique A.5 : balance commerciale des biens et services (en valeur)



La révision du solde de la balance des biens et services provient pour + 1,9 Md€ d'une révision des exportations et pour + 2,4 Md€ d'une révision des importations.

³ Par exemple, pour certaines grandes entreprises, les données sont directement issues des rapports d'activité.

LA PROGRESSION DES EXPORTATIONS EST RÉVISÉE EN HAUSSE.

En 2013, le taux de croissance des exportations en valeur est revu à la hausse entre le compte semi-définitif et le compte définitif (respectivement + 1,3% et + 1,7 %). Cette révision à la hausse est essentiellement imputable aux données de la balance des paiements.

Les exportations sont ainsi révisées de + 1,9 Md€ en 2013.

Ces révisions concernent d'une part les exportations de services, révisées à la hausse par rapport au compte semi-définitif : ainsi les services aux entreprises (+ 1,6 Md€), les services de transports (+ 1,2 Md€) et les services financiers (+ 0,7 Md€) sont fortement relevés.

Elles concernent également les exportations de biens, révisées en baisse par rapport au compte semi-définitif : cette révision à la baisse est notamment portée par les exportations en énergie, eau et déchets (- 0,4 Md€) et en autres branches industrielles (- 0,3 Md€).

Par ailleurs, comme indiqué supra, ces révisions sur les exportations de biens tiennent compte des révisions de la balance des paiements sur le négoce international. Depuis la base 2010 et conformément au SEC 2010, le négoce international⁴ n'est plus considéré comme un service commercial mais comme une marge commerciale comptabilisée en exportation des biens qui font l'objet de négoce : la révision dans les données de la balance des paiements du négoce international (- 1,1 Md€ liée à l'actualisation des données ECEIS et sans tenir compte de l'erreur de 2,8 Md€ sur le négoce) se répercute donc sur les exportations de biens dans les comptes nationaux.

En volume, la progression des exportations est également revue à la hausse par rapport au compte semi-définitif (à + 1,9 %, contre + 1,7 % auparavant). Le partage volume / prix a été modifié du fait des exportations en services pour lesquelles des indices de prix n'existent pas toujours et dont le partage volume / prix se fait souvent par solde dans les équilibres ressources emplois (réparation et installation de machines et d'équipements, transport). Le partage volume / prix des exportations en services de télécommunications est également revu suite à la prise en compte des indices de prix des exportations de services, désormais disponibles.

Tableau A.10 : principales révisions des exportations par produit

	Exportations											
	2012	2013				2013				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD			
Ensemble	595	9,9	11,4	1,7%	1,9%	8,0	9,9	1,3%	1,7%	0,2%	0,3%	0,1%
Agriculture	16	1,2	1,2	7,7%	7,8%	1,6	1,6	10,1%	10,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Energie, eau, déchets	12	-0,9	-1,3	-7,8%	-11,2%	-1,1	-1,5	-9,3%	-12,7%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Industrie agro-alimentaire	43	-0,1	-0,1	-0,1%	-0,3%	1,1	1,0	2,5%	2,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Cokéfaction et raffinage	19	0,1	0,5	0,5%	2,6%	-1,5	-1,1	-8,0%	-6,1%	0,1%	0,1%	0,0%
Biens d'équipement	83	0,9	0,8	1,1%	0,9%	-1,2	-1,3	-1,4%	-1,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Matériels de transport	92	3,0	3,2	3,2%	3,5%	3,6	3,9	3,9%	4,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres branches industrielles	175	1,3	1,1	0,7%	0,6%	0,9	0,6	0,5%	0,3%	0,0%	-0,1%	0,0%
Commerce	4	0,4	0,5	9,8%	10,9%	0,5	0,5	11,1%	12,5%	0,0%	0,0%	0,0%
Transport	29	-0,2	0,4	-0,8%	1,5%	-0,9	0,3	-3,1%	1,2%	0,1%	0,2%	0,1%
Information-communication	13	1,8	1,2	13,9%	9,1%	1,0	0,5	7,9%	3,9%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Services financiers	11	-0,2	0,6	-1,5%	5,5%	0,7	1,4	6,2%	12,3%	0,1%	0,1%	0,0%
Services aux entreprises	52	0,9	2,4	1,8%	4,7%	1,4	2,9	2,6%	5,6%	0,3%	0,3%	0,0%
Services non marchands	1	-0,1	-0,1	-7,0%	-6,8%	-0,1	-0,1	-6,4%	-6,4%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux ménages	4	1,1	0,4	29,1%	10,0%	1,2	0,4	31,2%	11,9%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Correction territoriale	42	0,7	0,6	1,7%	1,5%	0,9	0,8	2,1%	1,9%	0,0%	0,0%	0,0%

LES IMPORTATIONS SONT ÉGALEMENT REVUES À LA HAUSSE EN 2013.

En 2013, le taux de croissance des importations en valeur est revu à la hausse entre le compte semi-définitif et le compte définitif (respectivement + 0,4 % et + 0,7 %), soit + 2,4 Md€, cette révision étant également essentiellement imputable aux données de la balance des paiements.

⁴ Achat d'un bien à l'étranger directement revendu à l'étranger. La différence entre les prix de revente et d'achat est comptabilisée en marge de commerce côté ressources, et en exportation côté emplois.

La progression des importations en services sont revues globalement à la baisse, en particulier les services aux entreprises (- 1,7 Md€) et les services aux ménages (- 0,5 Md€). Ces baisses ne sont que partiellement gagées par la révision à la hausse des services de transports (+ 1,8 Md€).

Les importations de biens sont en revanche fortement revues à la hausse, en particulier s'agissant des importations en biens d'équipement (+ 0,9 Md€), en matériel de transport (+ 0,6 Md€) et en biens issus d'autres branches industrielles (+ 2,1 Md€).

Enfin, la correction CAF/FAB est révisée à la baisse, de - 0,8 Md€.

Les importations progressent également en volume en 2013, un peu plus qu'au compte semi-définitif (+ 2,1% contre + 1,7% dans le compte semi-définitif). Le prix des importations recule un peu plus fortement qu'au compte semi-définitif (- 1,4% contre - 1,3 % dans le compte semi-définitif). Il est modifié, notamment pour les services pour lesquels les prix d'importation ne sont pas observés, de manière à rendre les équilibres ressources emplois cohérents (télécommunication, transport, pharmacie).

Tableau A.11 : principales révisions des importations par produit

	Importations													
	2012	2013					2013					Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME					VALEUR					VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%	%			
DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF	DEF - SD				
Ensemble	640	10,7	13,6	1,7%	2,1%	2,3	4,7	0,4%	0,7%	0,4%	0,4%	-0,1%		
Agriculture	12	0,5	0,5	4,7%	4,7%	0,7	0,7	6,3%	6,4%	0,0%	0,0%	0,0%		
Energie, eau, déchets	62	-2,0	-2,0	-3,2%	-3,2%	-3,8	-3,8	-6,1%	-6,1%	0,0%	0,0%	0,0%		
Industrie agro-alimentaire	36	0,9	1,0	2,5%	2,6%	1,4	1,4	3,8%	4,0%	0,0%	0,0%	0,0%		
Cokéfaction et raffinage	34	-0,7	-0,7	-2,0%	-2,0%	-2,9	-2,9	-8,5%	-8,5%	0,0%	0,0%	0,0%		
Biens d'équipement	103	1,0	1,9	1,0%	1,9%	-1,3	-0,4	-1,3%	-0,4%	0,1%	0,1%	0,0%		
Matériels de transport	67	0,8	1,5	1,2%	2,2%	0,2	0,9	0,3%	1,3%	0,1%	0,1%	0,0%		
Autres branches industrielles	195	-1,6	0,2	-0,8%	0,1%	-4,6	-2,5	-2,4%	-1,3%	0,3%	0,3%	0,0%		
Commerce	6	0,6	0,4	9,7%	6,4%	0,7	0,5	11,0%	7,9%	0,0%	0,0%	0,0%		
Transport	37	1,9	3,4	5,1%	9,0%	1,7	3,5	4,5%	9,4%	0,2%	0,3%	0,1%		
Information-communication	15	2,9	2,6	19,3%	17,4%	2,2	2,1	15,2%	13,9%	0,0%	0,0%	0,0%		
Services financiers	5	-0,4	0,5	-8,4%	9,4%	0,3	0,4	6,5%	9,0%	0,1%	0,0%	-0,1%		
Services aux entreprises	50	4,8	3,1	9,6%	6,2%	5,0	3,4	10,0%	6,7%	-0,3%	-0,3%	0,0%		
Services non marchands	0	0,3	0,3	97,9%	97,9%	0,3	0,3	99,1%	99,1%	0,0%	0,0%	0,0%		
Services aux ménages	3	0,7	0,3	25,6%	9,6%	0,8	0,3	27,5%	11,2%	-0,1%	-0,1%	0,0%		
Correction CAF/FAB	-16	-0,2	-0,5	1,4%	3,4%	0,3	-0,5	-2,1%	2,9%	0,0%	-0,1%	-0,1%		
Correction territoriale	31	1,1	1,1	3,5%	3,6%	1,2	1,3	3,9%	4,0%	0,0%	0,0%	0,0%		

A.3. LA DIMINUTION DU POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES EST ACCENTUÉE AU COMPTE DÉFINITIF 2013, TANDIS QUE LA CONTRACTION DU TAUX DE MARGE DES SNF EST ATTÉNUÉE

Entre le compte semi-définitif et le compte définitif, la croissance de la valeur ajoutée (VA) de l'ensemble des secteurs est revue de -0,1 point, s'établissant à +1,3 % contre +1,4 % précédemment (tableau A.12). Son évolution est ainsi revue de - 1,2 Md€. Le taux de croissance du PIB est inchangé au compte définitif, à +1,4 %, malgré une baisse du niveau de 1,4 Md€. Compte tenu des révisions apportées aux flux de revenus avec le reste du monde, liées aux révisions de la balance des paiements, l'évolution du RNB en valeur est revue de -0,3 point, et s'établit à +1,3 % en 2013.

Ces révisions sont principalement portées par les sociétés financières, et plus particulièrement par le secteur de l'assurance pour lequel des améliorations méthodologiques ont été apportées. Ainsi, la valeur ajoutée des sociétés financières croît de 5,3 % en 2013 contre + 7,2 % au compte semi-définitif.

La progression de la valeur ajoutée des entreprises non financières⁵ est inchangée (à +0,8 %). Par contre le partage de la valeur ajoutée entre sociétés non financières et entrepreneurs individuels est sensiblement modifié au compte définitif : d'un côté la croissance de la valeur ajoutée des sociétés non financières est revue à la hausse de +0,5 point (soit +1,3 % de croissance au compte définitif). De l'autre la valeur ajoutée des entrepreneurs individuels passe d'une stagnation en valeur (+0,0 % au semi-définitif) à une baisse marquée (-3,2 %).

⁵ Les entreprises non financières recouvrent les sociétés non financières (SNF) et les entrepreneurs individuels (EI).

Au total, la VA des entreprises non financières issue de l'approche revenu progresse spontanément de +0,8 %. Le travail réalisé sur les équilibres ressources-emplois (ERE) conduit à conserver cette approche.

La croissance de la VA des administrations publiques (APU) n'est pas modifiée, à +1,9 % en 2013, tandis que celle des ISBLSM est légèrement augmentée à +2,8 % contre +2,5 % au semi-définitif.

Tableau A.12 - Révision de la valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels (en valeur)

	2013 DEF en niveau	Evolutions (en %)			Révisions en niveau (en Md€)
		2013_SD	2013_DEF	Révisions	
Sociétés non financières	1 075,3	0,9	1,3	0,5	5,0
Sociétés financières	92,3	7,2	5,3	-1,9	-1,7
Administrations publiques	355,0	1,9	1,9	0,0	0,0
Ménages	342,1	0,9	-0,5	-1,4	-4,9
<i>dont EI</i>	130,2	0,0	-3,2	-3,2	-4,3
<i>ménages purs</i>	211,9	1,5	1,2	-0,3	-0,6
ISBLSM	33,3	2,5	2,8	0,3	0,1
Total des secteurs institutionnels	1 897,9	1,4	1,3	-0,1	-1,5
Impôts nets de subventions sur les produits	217,3	1,8	1,8	0,0	0,1
Produit intérieur brut	2 115,2	1,4	1,4	-0,1	-1,4

A.3.1. LE TAUX DE MARGE DES SNF EST AMÉLIORÉ AU COMPTE DÉFINITIF

Sur l'ensemble des SNFEI, l'évolution de la VA n'est pas révisée entre les comptes semi-définitif et définitif. Elle s'établit à +0,8 % en 2013. En effet, la production et les consommations intermédiaires ont été abaissées dans des proportions semblables, laissant la valeur ajoutée inchangée.

Si la valeur ajoutée n'est pas modifiée sur l'ensemble SNFEI, le partage SNF/EI est lui particulièrement affecté puisque la VA des SNF est augmentée alors que celle des EI est revue de -3,2 points. Cette forte révision est due majoritairement à l'arbitrage du partage SNF/EI de la valeur ajoutée réalisé lors du compte semi-définitif. Au semi-définitif, É sane donnait une évolution de la VA des EI de -2,2% dans les données d'entreprises, contre +0,04 % au provisoire. Mais ce résultat était porté par les imputations, près des deux tiers des liasses étant manquantes au moins en 2012 ou en 2013. Il avait donc été décidé lors du compte semi-définitif de reprendre une évolution proche de celle du compte provisoire pour les EI, soit +0,1%. Lors du compte définitif, le partage SNF/EI de la donnée d'entreprise a été repris (cf. infra pour les problèmes concernant la valeur ajoutée des EI dans les données d'entreprise au compte définitif).

Ainsi, contrairement à ce qu'on avait anticipé, la donnée É sane confirme la baisse de la valeur ajoutée des entrepreneurs individuels, mais l'estimation finale inscrite dans les comptes a nécessité un travail approfondi de la section compte des entreprises non financières. En effet, avant corrections, la VA des EI baissait anormalement entre 2012 et 2013 (-4,0%). Plusieurs problèmes ont été identifiés :

- sur le partage SNF/EI des agrégats de variations de stocks ;
- sur le champ des EI qui comprenait des autoentrepreneurs (qui normalement sont pris en compte hors É sane) ;
- sur l'imputation des liasses pour les entreprises soumises au régime fiscal des micro-BIC et micro-BNC, visiblement erronée : on observait spontanément un chiffre d'affaire en baisse de 30 % quand les statistiques publiées par la DGFIP suggéraient plutôt une augmentation de 5 %.

La donnée É sane a été toutefois fortement corrigée pour redresser la VA des entrepreneurs individuels, notamment pour neutraliser une baisse très forte sur le champ des liasses pour les entreprises soumises au régime fiscal des micro-BIC et micro-BNC, visiblement erronée : on observait spontanément un chiffre d'affaire en baisse de 30 % quand les statistiques publiées par la DGFIP suggéraient plutôt une augmentation de 5 %. Au total, l'ajout des corrections à la donnée É sane contribue pour +1,4 point à l'évolution de la valeur ajoutée des EI. La source entreprise une fois corrigée fournit une évolution de -1,5% de la valeur ajoutée des EI.

In fine, la VA des entrepreneurs individuels non financiers s'établit néanmoins à -3,2 % en 2013 au compte définitif, contre +0,1 % au semi-définitif. Il est délicat de décomposer les causes de la révision puisque l'évolution du compte semi-définitif a été arbitrée. Tout au plus pouvons nous décomposer l'évolution de la VA : la donnée source entreprise (corrigée) contribue à l'évolution pour -0,9 %. A cela s'ajoute la contribution de l'agriculture (-1,0 %) dont la valeur ajoutée diminue fortement en 2013. La

correction de champ pour prise en compte de la fraude explique le reste de l'évolution, soit -1,3 %. Ces révisions se retrouvent sur le compte des ménages.

A contrario, la valeur ajoutée des sociétés non financières est revue à la hausse, passant de +0,9 % au semi-définitif à +1,3 % au compte définitif (soit +5,0 Md€). La majeure partie de cette révision s'explique par l'arbitrage fait au semi-définitif : l'évolution de la valeur ajoutée avait été conservée au niveau SNFEI, celle des EI remontée, et celle des SNF abaissée. Notons, sur l'évolution de la VA, les facteurs principaux expliquant l'évolution :

- la statistique d'entreprise (corrigée par les comptes nationaux) donne une évolution spontanée de la valeur ajoutée de +1,0 %, pour une contribution équivalente à l'évolution de la VA des SNF.
- l'agriculture contribue pour -0,2 % à l'évolution. Le secteur pâtit de prix des consommations intermédiaires en hausse alors que le prix de la consommation finale baisse.
- L'appréciation sur stock contribue pour +0,5 point de la croissance de la VA.

Les salaires versés par les sociétés non financières sont également revus à la hausse de 1,3 Md€ (soit +0,2 point sur l'évolution) et les impôts nets sur la production à la baisse, en particulier du fait d'une meilleure répartition de l'impôt entre SNF et SF et du traitement du forfait social amélioré. En conséquence, l'EBE est revu de +4,4 Md€ et le taux de marge rehaussé de +0,3 point. Il s'établit à 29,9 % en 2013 mais reste en baisse par rapport à 2012 (-0,3 %).

Tableau A.13 - Compte des SNF

	2013 DEF en niveau	Evolutions (en %)			Révisions en niveau (en Md€)
		2013_SD	2013_DEF	Révisions	
Valeur ajoutée	1 075,3	0,9	1,3	0,5	5,0
Rémunération des salariés	710,9	1,3	1,5	0,2	1,3
<i>dont salaires et traitements bruts</i>	536,2	1,0	1,1	0,1	0,7
Impôts nets sur la production	42,4	3,7	3,0	-0,8	-0,8
Excédent brut d'exploitation	321,9	-1,1	0,3	1,4	4,4
Revenus nets de la propriété versés	73,5	-12,8	-12,0	0,8	0,6
Revenus de la propriété versés	268,8	-7,3	-7,5	-0,2	-0,6
Intérêts versés	65,0	-16,1	-16,0	0,0	0,0
Dividendes versés	197,5	-4,4	-5,2	-0,8	-1,7
Bénéfices réinvestis d'IDE versés	2,8	17,3	94,9	77,5	1,1
Revenus de la propriété reçus	195,3	-5,1	-5,7	-0,6	-1,2
Intérêts reçus	34,8	-11,9	-14,1	-2,3	-0,9
Dividendes reçus	152,3	-3,2	-2,5	0,7	1,1
Bénéfices réinvestis d'IDE reçus	3,4	-4,2	-33,2	-29,0	-1,5
Impôts sur le revenu et le patrimoine	41,0	6,6	9,0	2,4	0,9
Transferts courants versés (nets des reçus)	25,2	-2,6	-2,3	0,2	0,1
Épargne brute	182,4	3,1	4,7	1,6	2,8
Formation brute de capital fixe	243,1	1,2	0,9	-0,3	-0,7
Variations de stocks (Md€)	4,4	0,9	2,0	1,1	1,1
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	18,6	3,1	1,6	-1,5	-1,5
Capacité/besoin de financement (Md€)	-45,8	-14,2	-16,3	-2,1	1,2

Au compte définitif le solde des revenus de la propriété (versés nets des reçus) est légèrement revu à la hausse (+0,6 Md€) mais cela masque des révisions plus fortes sur les revenus bruts. En particulier, les dividendes versés par les SNF sont révisés à la baisse de 1,7 Md€ et diminuent désormais de 5,2 % entre 2012 et 2013. La donnée É sane (qui suggérait une baisse encore plus forte) n'a pas été reprise intégralement car elle entrerait en contradiction avec les informations dont on dispose sur les ménages via la déclaration d'impôt sur le revenu (voir annexe). Cette révision des dividendes versés est partiellement compensée par une hausse des bénéfices réinvestis d'entreprises étrangères ayant réalisé des investissements en France (+ 1,1 Md€). Côté revenus de la propriété reçus, la révision à la baisse de 1,2 Md€ s'explique notamment par la baisse des bénéfices réinvestis d'entreprises françaises ayant réalisé des investissements directs à l'étranger.

L'impôt sur le revenu et le patrimoine des sociétés non financières est rehaussé au compte définitif de 0,9 Md€. Comme pour les impôts sur la production un travail visant à mieux répartir l'impôt entre SF et SNF a été conduit pour ce compte. Au total l'épargne brute est améliorée de 2,8 Md€, en croissance de +4,7 % contre +3,1 % au compte semi-définitif.

Notons enfin la révision à la baisse du solde des transferts en capital reçus nets des versés (-1,5 Md€) qui résulte d'un changement de méthodologie concernant les Qui à Qui. Il résulte de ces révisions une moindre dégradation du besoin de financement des SNF qui est révisé de +1,2 Md€ et s'établit à -45,8 Md€ en 2013.

Tableau A.14 - Principaux ratios du compte des sociétés non financières

	2013 DEF en niveau	Evolutions (en points)		
		2013_SD	2013_DEF	Révisions
Taux de marge des SNF : EBE / VA	29,9	-0,6	-0,3	0,3
Taux d'investissement : FBCF / VA	22,6	0,1	-0,1	-0,2
Taux d'autofinancement : Epargne / FBCF	75,0	1,4	2,7	1,4

A.3.2. LA VALEUR AJOUTÉE DES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES EST REVUE À LA BAISSÉ DU FAIT D'AMÉLIORATIONS MÉTHODOLOGIQUES

Lors de l'élaboration du compte définitif les données sources pour les assurances et les intermédiaires financiers sont les mêmes que celles utilisées pour le compte semi-définitif. Habituellement les révisions sont donc minimales puisque seules les données des auxiliaires financiers et quelques corrections conceptuelles (correction SIFIM, OPCVM, crédit bail...) sont sources de révision. Le contexte est différent pour ce compte définitif 2013 car un certain nombre d'améliorations méthodologiques ont été apportées au compte. Ces changements ne portent que sur les évolutions. L'essentiel des améliorations porte sur le compte des assurances. S'y ajoute une meilleure prise en compte des impôts versés par les sociétés financières au travers des états comptables disponibles. Le tableau A.15 récapitule les principales révisions du compte 2013 qui sont ensuite expliquées en détail :

Tableau A.15 - Sources de révisions sur les sociétés financières

	Révisions	Production Assurance Vie	Production Réassurance vie	Lissage des indemnités non vie	Solde extérieur réassurance	Partage Fr-horsFr Assurance	Forfait social	Évolutions des impôts à partir de la source	PRCM	Autres
P1	-1 351	-605	-390	-159		-93				-104
P2	300		-390		564	217				-91
B1G	-1 651	-605	0	-159	-564	-310	0	0		-13
D1	-540					-179	-388			27
D2	1 025						388	645		-8
D51	-1 198							-963	-199	-36
FBCF	-535									-535

En millions d'euros

Champ : S12 - Sociétés financières

Dans le tableau figurent en grisé les modifications qui ne concernent que le compte des assurances. Voici les explications détaillées :

- Colonnes production assurance vie et production réassurance vie : la production d'assurance vie et de réassurance vie a été revue pour limiter les fortes variations observées d'une année sur l'autre.. Dans l'ancienne méthode la marge financière des assureurs vie contenait des plus ou moins values et incorporait les provisions pour participation au bénéfice dont les variations pouvaient être très fortes. Par souci de simplification et pour lisser les évolutions de la production d'assurance vie, on utilise désormais une formule simple. La marge financière en assurance vie est dorénavant calculée en appliquant un taux de marge fixe (0,6 %) aux provisions techniques des assureurs. Le 0,6 %, en partie conventionnel, vient de l'observation de différents produits d'assurance vie. La méthode s'applique aussi à la réassurance vie mais comme cette production est consommée intermédiairement par les assureurs elle n'engendre pas d'impact sur la VA.
- Colonne lissage des indemnités : le lissage des indemnités d'assurance dommages (qui entre dans le calcul de la production des assureurs) a été revu. L'ancienne méthode liait l'évolution attendue des sinistres à l'évolution des primes. Or ces dernières peuvent augmenter non pas parce que les sinistres attendus augmentent mais simplement pour compenser de fortes indemnités versées les années précédente (suite par exemple à une catastrophe naturelle). La nouvelle méthode évite cet écueil et respecte les préconisations du SEC 2010.

- Colonne solde extérieur ; le solde extérieur de réassurance a été révisé par la balance des paiements.
- Colonne : Partage Fr-hors Fr : l'activité des assureurs dépasse les frontières et la comptabilité nationale ne doit retracer que l'activité ayant lieu sur le territoire national. Les états comptables des assureurs ne permettent pas toujours de partager aisément ce qui relève de l'activité en France de ce qui se fait à l'étranger. L'ancienne méthode utilisait le partage France/hors France de la production pour réaliser le partage sur les autres opérations (salaires (D1), consommation intermédiaire (P2), revenus de la propriété...), ce qui naturellement pose problème quand la production évolue de manière erratique. La nouvelle méthode exploite de nouveaux indicateurs dans les états comptables des assureurs pour effectuer le partage France / hors France de chaque opération.

Les dernières colonnes du tableau correspondent à des modifications sur le traitement des impôts qui concernent également le secteur bancaire :

- Colonne forfait social : jusqu'au compte 2013 semi-définitif le forfait social était mal traité. Compté en charges de personnel dans les états comptables des banques et des assurances il conduisait à surestimer les salaires dans ces secteurs et, en contrepartie, à sous-estimer l'impôt sur les salaires. A partir du compte 2013 définitif on remet en impôt la partie de l'évolution des salaires qui correspond au forfait social.
- Colonne Évolution de l'impôt à partir de la source. Les états comptables des assurances et des banques donnent une bonne évaluation de l'impôt payé. On utilise désormais cette information plutôt que l'impôt perçu par les APU ventilé par clé fixe sur les différents secteurs. La contrepartie de cette modification se retrouve mécaniquement dans le secteur des sociétés financières puisque le total des impôts versés dans l'économie est donné par le compte des APU.
- Colonne PRCM : la section APU a modifié le Qui à Qui des prélèvements sur le revenu des capitaux mobiliers.

Au total l'impact sur la VA des ces améliorations, porté essentiellement par le secteur des assurances, est de -1,7 Md€. L'évolution de la VA du secteur des sociétés financières est revue à la baisse de -1,9 point mais reste orientée à la hausse à +5,3 %.

LES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS

Le compte de production des banques est très marginalement modifié au définitif tandis que le compte d'exploitation est révisé en lien avec les améliorations apportées quant à la prise en compte des impôts sur la production. En conséquence, l'EBE des banques est révisé de 550 M€ à la baisse.

Le solde des revenus primaires est lui révisé plus fortement (-3,5 Md€) en particulier du fait d'une révision sur les revenus de la propriété reçus (-3,1 Md€) :

- les intérêts bruts reçus (hors correction SIFIM) sont révisés par la Banque de France pour les institutions de dépôts (-1,1 Md€), et les autres intermédiaires financiers (-700 M€) ainsi que par la prise en compte de la correction des prélèvements sur revenus des capitaux mobiliers (-159 M€)
- Les dividendes reçus sont également révisés de -392 millions d'euros, du fait d'une révision des sources Banque de France : -277 millions d'euros pour la Banque de France et -113 millions d'euros pour les fonds d'investissements non monétaires

La révision sur les revenus de la propriétés versés est minime (-88 M€) mais résulte d'une révision à la hausse des dividendes versés par la Banque de France (+1Md€ : une remise tardive n'a pas été prise en compte au SD) et d'une révision à la baisse des intérêts bruts versés (-1,1 Md€). A cette révision du solde des revenus primaires s'ajoute la prise en compte dans les états comptable de l'impôt sur les sociétés acquitté par les banques (révision de l'impôt de -1,9 Md€). Le revenu disponible des intermédiaires financiers est ainsi revu à la baisse de 2,4 Md€ et la capacité de financement est dégradée par rapport au compte semi-définitif (7,6 Md€ contre 9,6 Md€ lors du précédent compte).

LES ASSURANCES

Les révisions portant sur la VA, les salaires et les impôts ayant un impact sur le compte des assureurs de -1,6 Md€ ont déjà été détaillées. Au final ces révisions pèsent à la baisse sur l'EBE des assurances qui révisé de -1,6 Md€.

Les revenus de la propriété reçus par les assureurs sont révisés à la hausse de +1,1 milliards d'euros, somme de la révision :

- des intérêts bruts reçus + 1,5 Md€ essentiellement due au retrait d'une cale de -+1,4 Mds€),
- d'une révision de -250 M€ suite au changement de méthode pour les revenus d'investissements attribués aux assurés (-246 M€) (révisions dues au nouveau calcul des suppléments de prime et du partage France - Hors France),
- d'une révision en provenance des sources issues du reste du monde et du Sesof pour les bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers.

Les revenus de la propriété versés par les assureurs sont très peu révisés car différentes révisions se compensent:

- -336 millions d'euros issus d'un changement de méthode pour les revenus d'investissements attribués aux assurés versés,
- -147 millions d'euros sur les intérêts bruts issus d'une révision de l'exploitation de la donnée source (-347 M€) et la suppression d'une cale de -200 millions d'euros, pour les intérêts bruts versés
- +510 millions d'euros sur les dividendes résultant du retrait d'une cale de -1 Md€ et d'une révision à la baisse de 489 millions d'euros des due l'exploitation nouvelles des données sources

Au total, le solde des revenus primaires est revu à la baisse de 538 millions d'euros. Ces différentes révisions ainsi que la modification de l'impôt sur le revenu et une légère baisse de l'investissement conduisent à dégrader le besoin de financement des assureurs de 600 M€ (3,4 Md€ en 2013 contre 2,8 Md€ au semi-définitif).

LES AUXILIAIRES FINANCIERS

Le compte des auxiliaires financiers est modifié suite à la prise en compte de la nouvelle livraison des données Ésane. Comme pour les SNF la production est revue à la baisse en 2013, mais cette baisse est intégralement compensée par une baisse des consommations intermédiaires. Ainsi, la valeur ajoutée n'est que peu modifiée au compte définitif. Les salaires versés par les auxiliaires financiers sont également révisés marginalement à la baisse, leur évolution étant légèrement moins dynamique qu'initialement (+5 % en 2013 contre +6 % au compte semi-définitif).

Par contre, les dividendes reçus/versés sont largement révisés, améliorant le solde des revenus primaires des auxiliaires financiers de 1,2 Md€ par rapport au compte semi-définitif. Encore une fois, ce sont les données Ésane qui ont été revues et n'ont pas été arbitrées. Par ailleurs, l'investissement du secteur a été revu à la baisse (-208 M€). Au final, la capacité de financement des auxiliaires financiers est revue à la hausse de 1,4 Md€.

Tableau A.16 - Comptes des sociétés financières

	2013 DEF en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)
		2013_SD	2013_DEF	Révisions	
Valeur ajoutée	92,3	7,2	5,3	-1,9	-1,7
Institutions financières	65,8	6,0	5,9	-0,1	0,0
Assurances	15,6	17,5	6,2	-11,3	-1,7
Auxiliaires financiers	10,8	0,1	0,5	0,4	0,0
Rémunération des salariés	50,7	0,4	-0,7	-1,1	-0,5
Revenus de la propriété versés	239,3	-7,4	-7,7	-0,3	-0,7
Intérêts versés	135,2	-13,2	-13,9	-0,7	-1,1
Dividendes versés	26,1	6,3	9,1	2,7	0,7
Bénéfices réinvestis d'IDE versés	0,6	17,2	94,8	77,6	0,3
Rev. de la prop. attribués aux assurés versés	51,5	5,7	5,0	-0,7	-0,3
Revenus aux détenteurs d'Opcvm versés	25,7	-10,0	-10,7	-0,6	-0,2
Revenus de la propriété reçus	242,6	-12,5	-13,0	-0,6	-1,6
Intérêts reçus	182,6	-15,1	-15,3	-0,2	-0,4
Dividendes reçus	41,6	-2,4	-1,9	0,5	0,2
Bénéfices réinvestis d'IDE reçus	2,2	-4,3	-33,3	-29,0	-0,9
Rev. de la prop. attribués aux assurés reçus	3,1	19,7	10,7	-9,1	-0,3
Revenus aux détenteurs d'Opcvm reçus	13,2	-10,2	-11,6	-1,3	-0,2
Impôts sur le revenu et le patrimoine	15,1	10,9	2,8	-8,1	-1,2
Primes nettes d'assurance dommage reçues	66,0	6,5	6,3	-0,2	-0,1
Indemnités d'assurance dommage versées	66,6	7,2	6,7	-0,4	-0,3
Prestations sociales versées	30,4	1,2	3,2	2,0	0,6
Epargne brute	19,6	-34,8	-41,5	-6,7	-2,2
Formation brute de capital fixe	14,8	-15,2	-18,1	-3,0	-0,5
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	1,3	-0,7	-0,3	0,4	0,4
Capacité de financement (Md€)	6,0	-9,6	-10,8	-1,3	-1,3

A.3.3. LE POUVOIR D'ACHAT DU RDB DES MÉNAGES FORTEMENT REVU À LA BAISSÉ

Le compte des ménages étant calculé principalement par solde, il est impacté par toutes les révisions des autres comptes de secteurs. Ainsi, les revenus d'activités nets sont fortement revus à la baisse (-3,4 Md€, soit une baisse de 0,1 % contre une hausse de 0,4 % au semi-définitif) en lien avec la révision du revenu mixte des entrepreneurs individuels. La baisse du revenu mixte est très légèrement atténuée par la révision à la hausse des salaires reçus.

Les revenus du patrimoine sont eux aussi dégradés au compte définitif (-3,2 Md€). La majeure partie de la révision est due aux dividendes reçus par les ménages (-2,1 Md€) qui ont été évalués en mobilisant la déclaration 2042 de l'impôt sur le revenu. Les revenus de la propriété attribués aux assurés sont également révisés à la baisse (-0,6 Md€), en lien avec les changements méthodologiques mis en œuvre sur l'assurance vie (qui affectent non seulement la production et la VA des assureurs, mais aussi les revenus attribués aux ménages). Les révisions sur les revenus d'activité et de la propriété se cumulent donc, et induisent une baisse du solde des revenus primaire de -5,7 Md€.

Les impôts sur le revenu et le patrimoine sont par ailleurs revus à la hausse (+1,2 Md€) au compte définitif du fait d'une correction d'erreur : le passage du prélèvement forfaitaire libératoire (PFL) au prélèvement forfaitaire obligatoire en 2013 avait été mal interprété au compte semi-définitif avait été traitée comme si les ménages n'acquittaient plus de PFL sur les revenus des capitaux mobiliers. Le qui à qui correspondant avait été modifié selon cette hypothèse. En réalité beaucoup des revenus des capitaux mobiliers restent soumis à un prélèvement forfaitaire obligatoire mais non libératoire. La révision corrige donc une erreur du compte semi-définitif. La balance des paiements révisé également le solde des transferts courants reçus par les ménages (+1,5 Md€). L'ensemble de ces révisions conduit à revoir l'évolution du RDB à la baisse : alors qu'il augmentait de +0,7 % au compte semi-définitif il n'augmente plus que de +0,3 % en 2013 au compte définitif, soit une révision de -5,7 Md€. Le pouvoir d'achat par unité de consommation diminue désormais de -0,9 % en 2013.

La dépense de consommation des ménages est marginalement revue à la baisse, de sorte que l'épargne des ménages évolue plus sensiblement à la baisse (-4,5 %) que dans le compte semi-définitif (-1,9 %). Le taux d'épargne est alors révisé de -0,3 point au définitif et s'établit à 14,3 %. En 2013 il baisse de -0,7 point. C'est la quatrième année consécutive de baisse du taux d'épargne (-1,9 point en cumulé), après la progression de 1,3 point enregistrée en 2009.

Suite à un travail méthodologique sur les impôts en capital, qui a permis d'affiner le calcul du Qui à Qui (en travaillant impôt par impôt), le solde des transferts en capital des ménages (reçus moins versés) est révisé à la hausse de +1,1 Md€. La capacité de financement des ménages est, à l'image des autres soldes, dégradée de -8,0 Md€, ce qui explique le repli du taux d'épargne financière de -0,6 point en 2013 (contre -0,3 point au semi-définitif). Il s'établit à 5,0 % en 2013.

Tableau A.17 - Compte des ménages

	2013 DEF en niveau	Evolutions (en %)			Révisions en niveau (en Md€)
		2013_SD	2013_DEF	Révisions	
Revenus d'activité nets (1)	793,8	0,4	-0,1	-0,4	-3,4
Revenu mixte	86,7	-1,0	-5,4	-4,5	-4,1
Salaires reçus	707,1	0,5	0,6	0,1	0,7
Revenus du patrimoine (2)	280,3	1,6	0,5	-1,1	-3,2
EBE des ménages purs	169,9	0,8	0,5	-0,3	-0,5
Revenus de la propriété reçus	130,7	-1,2	-3,2	-2,0	-2,6
Revenus de la propriété versés	20,3	-19,4	-19,3	0,2	0,0
Cotisations sociales des salariés et non salariés	144,1	4,2	4,5	0,3	0,4
Cotisations sociales APU	116,3	5,0	5,1	0,2	0,2
Cotisations sociales hors APU	27,8	1,3	2,0	0,7	0,2
Prestations sociales en espèces reçues (3)	458,2	2,8	2,9	0,1	0,6
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (4)	209,2	4,3	4,9	0,6	1,2
<i>Impôts sur le revenu</i>	186,9	4,8	5,5	0,7	1,2
Transfert courants reçus nets (Md€) (5)	-1,1	-2,1	-0,5	1,6	1,6
Revenu disponible brut	1 321,9	0,7	0,3	-0,4	-5,7
Dépense de consommation finale	1 132,2	1,2	1,1	0,0	-0,5
Transferts sociaux en nature reçus	370,1	2,1	2,1	0,0	0,1
<i>Transferts sociaux en nature marchands</i>	124,6	2,4	2,4	0,0	0,0
<i>Transferts sociaux en nature non-marchands</i>	245,6	1,9	1,9	0,1	0,2
Consommation finale effective	1 502,4	1,4	1,4	0,0	-0,3
Epargne brute	189,7	-1,9	-4,5	-2,6	-5,2
Formation brute de capital fixe	120,1	-1,5	-1,0	0,4	0,5
<i>EI</i>	9,6	-2,3	-6,7	-4,4	-0,5
<i>ménages purs</i>	110,5	-1,4	-0,5	0,9	1,0
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	-6,2	-0,6	0,4	1,1	1,1
Capacité de financement (en Md€)	65,5	-3,3	-8,4	-5,0	-5,0

Tableau A.18 - Principaux ratios du compte des ménages

	2013 DEF en niveau	Evolutions (en points)		
		2013_SD	2013_DEF	Révisions
Taux d'épargne (En %)	14,3	-0,4	-0,7	-0,3
Taux d'épargne financière (En %)	5,0	-0,3	-0,6	-0,4
Pouvoir d'achat du RDB (en évol)	-0,4	-0,1	-0,4	-0,3
Pouvoir d'achat du RDB par UC (en évol)	-0,9	-0,5	-0,9	-0,3

A.3.4. LE DÉFICIT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EST UN PEU AMÉLIORÉ

En 2013 le solde public est revu à la hausse de 1,0 Md€, répartis sur les différents sous secteurs. Il s'établit à -4,0% du PIB, soit -85,4 Md€.

Cette révision s'explique par un ensemble de modifications et de corrections d'erreurs qui vont toutes dans le même sens. Le déficit de l'État est amélioré de 150 M€ du fait de révisions dans la source mouvements sur créances (+185 M€) qui sert à évaluer les crédits d'impôts reportables, de la correction militaire (-135 M€ sur l'investissement) et de corrections d'erreurs diverses. Concernant les ODAC l'amélioration du besoin de financement vient de la correction d'erreurs sur l'investissement du CEA et des universités (+360 M€). On peut noter également le reclassement de la société du grand Paris en ODAL qui détériore le déficit des ODAC (-200 M€), détérioration compensée par d'autres corrections (PIA2 notamment).

Les administrations de sécurité sociale voient également leur besoin de financement s'améliorer avec le compte définitif, principalement du fait de la correction d'erreurs sur l'investissement des hôpitaux (pour un montant d'environ 380 M€). Enfin, le besoin de financement des administrations publiques locales est également revu à la baisse suite à l'intégration de la société du grand Paris.

Au total, les principales opérations du compte opérations du compte des administrations publiques sont très peu révisées au compte définitif 2013.

Tableau A.19 - Compte des administrations publiques

	2013 DEF en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)
		2013_SD	2013_DEF	Révisions	
Valeur ajoutée	355,0	1,9	1,9	0,0	0,0
Rémunération des salariés	273,1	1,7	1,7	0,0	0,0
Excédent brut d'exploitation	75,1	2,1	2,1	0,1	0,1
Impôts production reçus nets de subventions	292,3	3,1	3,2	0,0	0,1
Solde des revenus de la propriété	-34,2	-13,2	-12,4	0,8	-0,3
Impôts sur le revenu et le patrimoine	269,3	4,9	4,9	0,0	0,0
Cotisations sociales reçues	398,9	3,0	3,0	0,0	0,0
Prestations sociales en espèces versées	420,5	2,9	3,0	0,0	0,2
Transfert courants nets reçus	-55,6	5,3	5,4	0,0	0,0
Revenu disponible brut	525,3	5,0	4,9	-0,1	-0,4
Consommation finale individuelle	326,8	2,0	2,0	0,0	0,0
<i>Transferts sociaux en nature marchands</i>	124,6	2,4	2,4	0,0	0,0
<i>Transferts sociaux en nature non-marchands</i>	202,2	1,7	1,7	0,0	0,0
Consommation finale collective	180,8	2,3	2,1	-0,2	-0,3
Epargne brute (Md€)	17,7	14,7	14,6	0,0	0,0
Formation brute de capital fixe	84,3	0,4	-0,3	-0,7	-0,6
Capacité ou besoin de financement (Md€)	-85,4	14,1	15,1	1,0	1,0
Administrations publiques centrales (Md€)	-68,2	15,5	16,0	0,5	0,5
Administrations publiques locales (Md€)	-8,3	-5,0	-4,8	0,2	0,2
Administrations de sécurité sociale (Md€)	-8,8	3,6	3,9	0,3	0,3

Tableau A.20 : déficit public par sous secteurs des administrations publiques

Capacité (+) / Besoin (-) de financement B.9 par sous-secteur

	Niveaux		Révision	Niveau 2012DEF
	2013DEF	2013SD		
Etat	-69 598	-69 750	152	-81 593
Odac	1 405	1 020	385	-2 588
Apul	-8 337	-8 530	193	-3 521
Asso	-8 846	-9 137	291	-12 746
Total APU	-85 376	-86 397	1 021	-100 448
En % du PIB	-4,0%	-4,1%	0,05%	-4,8%

A.3.5. LE BESOIN DE FINANCEMENT DE LA NATION EST CREUSÉ

Suite à la publication du rapport annuel 2014 de la balance des paiements, le solde commercial est très légèrement dégradé (-0,5 Md€) au compte définitif, les importations comme les exportations étant revues à la hausse en valeur, mais dans des proportions différentes.

Le solde des opérations de répartition est dégradé de manière plus significative (-3,6 Md€) du fait des revenus de la propriété révisés à la baisse (principalement les dividendes et bénéfices réinvestis, qui révisent de -3,4 Md€). Au total, le besoin de financement de la nation est révisé à la baisse (-4,1 Md€).

Tableau A.21 - Compte du reste du monde (vision secteur résident)

	2013 DEF en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)
		2013_SD	2013_DEF	Révisions	
Solde des échanges extérieurs (Md€)	-39,8	5,7	5,2	-0,5	0,5
Exportations	605,1	1,3	1,7	0,3	1,9
Exportations de biens (FAB)	443,2	0,8	0,7	-0,1	-0,3
Importations	645,0	0,4	0,7	0,4	2,4
Importations de biens (FAB)	485,2	-2,0	-1,4	0,6	2,9
Solde des opérations de répartition (Md€)	-20,1	3,0	-0,5	-3,6	-3,6
Rémunérations des salariés (Md€)	16,1	0,2	1,1	0,9	0,9
Subventions nettes d'impôts (Md€)	6,5	-0,2	-0,2	0,0	0,0
Revenus de la propriété (Md€)	6,9	3,5	-1,0	-4,5	-4,5
Cotisations et prestations sociales (Md€)	-10,6	-0,1	0,6	-0,5	-0,5
Impôts et autres transferts courants (Md€)	-39,4	-3,9	-3,7	0,1	0,1
Transferts en capital (Md€)	0,5	3,5	3,9	0,4	0,4
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (Md€)	-60,0	8,7	4,6	-4,1	-4,1
<i>En % du PIB (évolution en points)</i>	-2,8	0,5	0,3	-0,2	

B. Principales révisions intervenues sur le compte semi-définitif 2014 par rapport au compte provisoire 2014

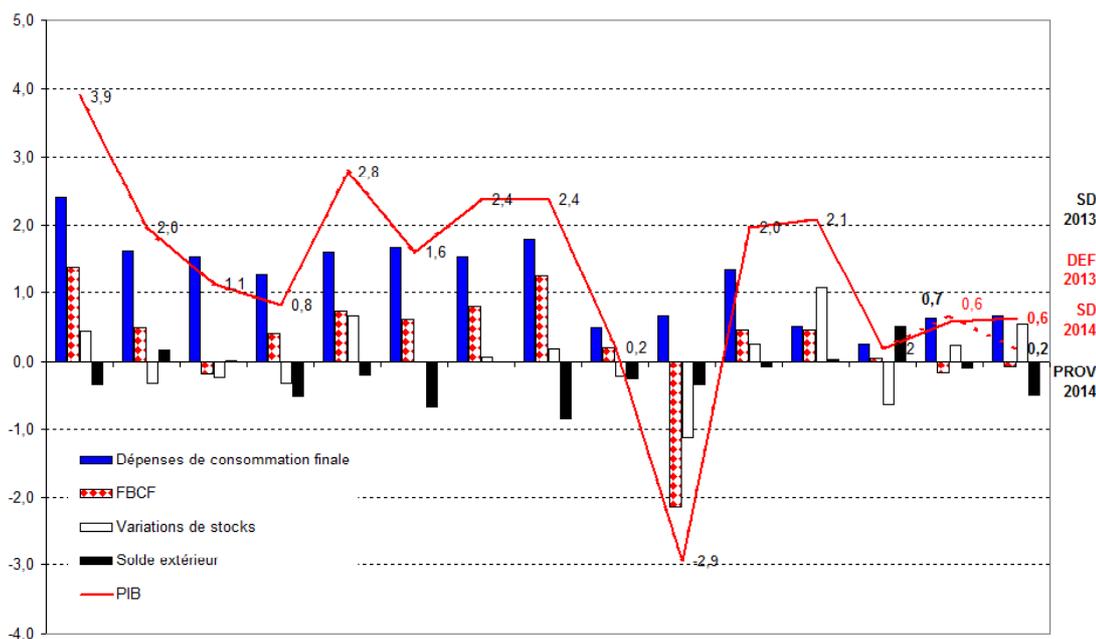
Tableau B.1 : fiche de PIB en volume, révisions du compte 2014

Fiche de PIB en volume	Niveau 2013 (Md€)		Niveau 2014 (Md€)		2014, en évolution (%)		
	Semi-définitif	Définitif	Provisoire	Semi-définitif	Provisoire	Semi-définitif	Révision par rapport au provisoire
PIB	2 117	2 115	2 120	2 128,7	0,2	0,6	0,5
Importations	643	645	667	676	3,8	4,7	1,0
Dépenses de consommation	1 684	1 683	1 699	1 697	0,9	0,8	-0,1
- dont ménages	1 133	1 132	1 139	1 140	0,6	0,7	0,1
- dont APU	508	508	516	514	1,5	1,2	-0,4
- dont ISBLSM	43	43	44	44	1,9	1,8	-0,1
FBCF totale	468	467	462	465	-1,2	-0,3	0,8
- dont ménages	110	110	104	107	-5,3	-3,5	1,8
- dont ENF	254	253	259	257	2,0	1,6	-0,4
- dont APU	85	84	79	79	-6,9	-5,7	1,2
- dont autres	20	19	21	22	5,4	16,7	11,3
Exportations	603	605	617	625	2,4	3,3	1,0
Variations de stocks	4	5	8	17			
Contributions							
Demande intérieure hors stocks	2 152	2 150	2 161	2 162	0,5	0,6	0,1
Consommation des ménages	1 133	1 132	1 139	1 140	0,3	0,3	0,0
Consommation des APU	508	508	516	514	0,4	0,3	-0,1
FBCF totale	468	467	462	465	-0,3	-0,1	0,2
Variations de stocks	4	5	8	17	0,2	0,5	0,3
Commerce extérieur	-39	-40	-50	-50	-0,5	-0,5	0,0

Tableau B.2 : fiche de PIB en valeur, révisions du compte 2014

Fiche de PIB en valeur	Niveau 2013 (Md€)		Niveau 2014 (Md€)		2014, en évolution (%)		
	Semi-définitif	Définitif	Provisoire	Semi-définitif	Provisoire	Semi-définitif	Révision par rapport au provisoire
PIB	2 117	2 115	2 132	2 140,0	0,8	1,2	0,4
Importations	643	645	651	662	1,3	2,6	1,3
Dépenses de consommation	1 684	1 683	1 699	1 701	0,9	1,0	0,1
- dont ménages	1 133	1 132	1 139	1 141	0,6	0,8	0,2
- dont APU	508	508	516	516	1,6	1,6	0,0
- dont ISBLSM	43	43	44	44	2,7	2,1	-0,5
FBCF totale	468	467	462	466	-1,2	-0,2	1,0
- dont ménages	110	110	105	108	-3,9	-2,0	1,9
- dont ENF	254	253	258	256	1,7	1,4	-0,3
- dont APU	85	84	79	79	-7,3	-5,8	1,5
- dont autres	20	19	21	22	4,2	15,5	11,3
Exportations	603	605	612	619	1,4	2,4	0,9
Variations de stocks	4	5	10	16			
Contributions							
Demande intérieure hors stocks	2 152	2 150	2 162	2 167	0,5	0,8	0,3
Consommation des ménages	1 133	1 132	1 139	1 141	0,3	0,4	0,1
Consommation des APU	508	508	516	516	0,4	0,4	0,0
FBCF totale	468	467	462	466	-0,3	0,0	0,2
Variations de stocks	4	5	10	16	0,3	0,5	0,2
Commerce extérieur	-39	-40	-39	-43	0,0	-0,1	-0,1

Graphique B.1 : croissance en volume du PIB depuis 2000



B.1. LA FBCF ET LES STOCKS ONT ÉTÉ REVUS EN HAUSSE SENSIBLE COMPTE TENU PRINCIPALEMENT DES DONNÉES ISSUES D'ÉSANE

Dans le compte semi-définitif 2014, le PIB en valeur progresse de + 1,2 % contre + 0,8 % au compte provisoire 2014, soit une révision de + 0,4 point. Cette révision tient à la révision de la valeur ajoutée des entreprises non financières, suite à la prise en compte de la donnée structurelle d'entreprise non disponible au compte provisoire, mais aussi à la modification de la méthode de calcul de la production d'assurance-vie.

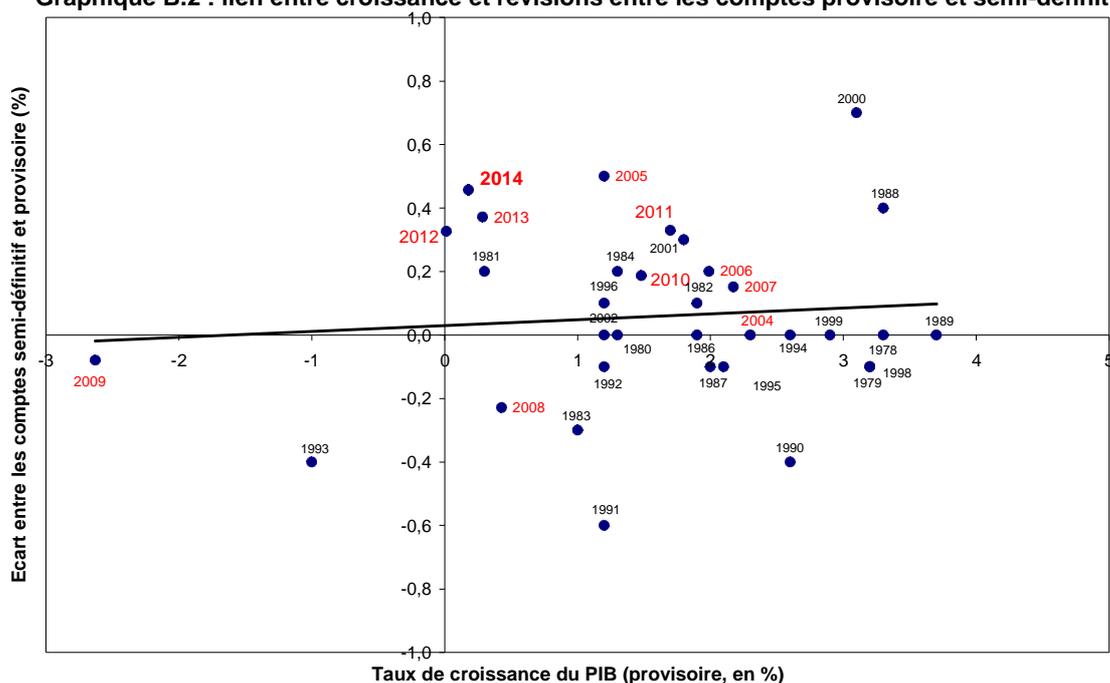
Lors d'un compte semi-définitif, l'approche revenu/secteur du PIB repose, pour la partie concernant les entreprises non financières (ENF), sur la statistique d'entreprise Ésane. L'approche demande ne se cale pas cependant au niveau fin des branches sur la production et la consommation intermédiaire des ENF telles qu'issues d'Ésane. Le plus souvent en effet, des indicateurs conjoncturels (chiffres d'affaires ou indices de production industrielle combinés à des indices de prix à la production) sont privilégiés par rapport aux données fournies par Ésane, qui n'ont pu être analysées finement au niveau sectoriel et qui ne comprennent pas une ventilation de la production par branche.

Ex ante, l'approche demande du PIB se trouvait spontanément plus basse que l'approche revenu de 12,5 Md€ environ. L'estimation à partir d'Ésane des variations de stocks des entreprises non financières étant également supérieure à ce qui ressortait spontanément des équilibres ressources-emplois (ERE), d'environ 5 Md€.

La croissance du PIB en volume atteint in fine + 0,6 % dans le compte semi-définitif 2014, ce qui constitue une révision de + 0,5 point par rapport au compte provisoire (même si elle n'est optiquement que de + 0,4 point, le taux de croissance du PIB en volume s'établissant à + 0,2 % au compte provisoire). Le déflateur du PIB est très légèrement révisé à la baisse, suite notamment à la modification du partage volume / prix des variations de stocks (essentiellement agricoles) et des échanges extérieurs de certains produits.

Au total, l'ampleur de la révision du PIB volume par rapport au compte provisoire (+ 0,5 point) est sensiblement supérieure à l'ordre de grandeur des révisions passées (+/- 0,2 point en moyenne) (cf. graphique B.2).

Graphique B.2 : lien entre croissance et révisions entre les comptes provisoire et semi-définitif



B.2. EN VOLUME, LA CONTRIBUTION À LA CROISSANCE DES VARIATIONS DE STOCKS COMME DE LA FBCF EST REVUE EN HAUSSE.

Le PIB s'établit à 2 140,0 Md€ en valeur en 2014 ; il progresse de 25 Md€, soit une révision à la hausse de 8,8 Md€ par rapport au compte provisoire (cf. tableau B.3).

En volume, la croissance du PIB est révisée à la hausse de + 9,7 Md€, soit + 0,5 point. Côté demande, l'évolution des dépenses totales de consommation est revue en baisse de levée de 1,2 Md€ : les révisions sont de sens opposé sur les dépenses de consommation des ménages (+ 0,7 Md€) et celles des administrations publiques et des ISBLSM (- 1,9 Md€ au total). L'évolution en volume de la FBCF est fortement revue en hausse (+ 4,0 Md€) : , la FBCF des ménages, des entreprises financières et des APU est révisée en hausse (respectivement + 1,9 Md€, + 2,1 Md€ et + 1,0 Md€) tandis que celle des ENF est revue en baisse de 1,1 Md€. L'évolution des variations de stocks en volume est révisée en forte hausse (+ 7,1 Md€), sa contribution au PIB s'établissant à + 0,5 point (révision de + 0,3 point). Enfin, si la contribution du commerce extérieur en volume est inchangée (- 0,5 point), l'évolution des exportations comme des importations est revue en forte hausse (environ + 6,0 Md€ dans les deux cas).

Tableau B.3 : révisions entre les comptes semi-définitif et provisoire 2014 dans l'approche demande

Fiche de PIB	Niveau 2013 (Md€)		2014 Semi-définitif - 2014 Provisoire					
	Semi-définitif	Définitif	Révision en évolution (%)			Révision en delta (Md€)		
			valeur	volume	prix	valeur	volume	prix
PIB	2 117	2 115	0,4	0,5	0,0	8,8	9,7	-0,8
Importations	643	645	1,3	1,0	0,4	8,6	6,2	2,3
Dépenses de consommation	1 684	1 683	0,1	-0,1	0,2	2,2	-1,2	3,4
- dont ménages	1 133	1 132	0,2	0,1	0,1	2,3	0,7	1,6
- dont APU	508	508	0,0	-0,4	0,4	0,1	-1,9	2,0
- dont ISBLSM	43	43	-0,5	-0,1	-0,4	-0,2	0,0	-0,2
FBCF totale	468	467	1,0	0,8	0,2	4,7	4,0	0,7
- dont ménages	110	110	1,9	1,8	0,1	2,1	1,9	0,2
- dont ENF	254	253	-0,3	-0,4	0,1	-0,8	-1,1	0,3
- dont APU	85	84	1,5	1,2	0,3	1,3	1,0	0,3
- dont autres	20	19	11,3	11,3	0,0	2,1	2,1	0,0
Exportations	603	605	0,9	1,0	0,0	5,8	6,0	-0,2
Variations de stocks	4	5				4,7	7,1	-2,4
Révision des contributions à l'évolution du PIB								
Demande intérieure hors stocks	2 152	2 150	0,3	0,1	0,2			
Consommation des ménages	1 133	1 132	0,1	0,0	0,1			
Consommation des APU	508	508	0,0	-0,1	0,1			
FBCF totale	468	467	0,2	0,2	0,0			
Variations de stocks	4	5	0,2	0,3	-0,1			
Commerce extérieur	-39	-40	-0,1	0,0	-0,1			

B.2.1 LA CROISSANCE DES DÉPENSES DE CONSOMMATION EST REVUE EN LÉGÈRE BAISSÉ.

Par rapport au compte provisoire, la croissance des **dépenses de consommation totales** en 2014 est révisée à la hausse en valeur (+ 0,1 point) et à la baisse en volume (- 0,1 point).

LES DÉPENSES DE CONSOMMATION DES MÉNAGES EN VOLUME SONT LÉGÈREMENT PLUS DYNAMIQUES QU'AU COMPTE PROVISOIRE.

En 2014, les dépenses de consommation des ménages augmentent de + 0,8 % en valeur et de + 0,7 % en volume, soit une révision par rapport au compte provisoire de + 0,2 point en valeur et + 0,1 point en volume. En valeur, les révisions par rapport au compte provisoire (+ 2,3 Md€) s'expliquent par :

- l'intégration des évolutions issues des nouveaux indices de chiffres d'affaires pour 2014 (indices dits harmonisés, + 2,7 Md€), rendue nécessaire pour assurer la convergence des différentes approches du PIB. Elle touche particulièrement les services (hébergement et restauration, services aux ménages) et également les produits agro-alimentaires) ;
- la prise en compte des informations disponibles dans les équilibres ressources emplois (+ 1,6 Md€ en valeur et - 0,1 Md€ en volume). Outre le solde territorial, qui est révisé à la baisse de 0,6 Md€ suite aux nouvelles données de la balance des paiements, les principales révisions portent sur les dépenses en hébergement médico-social (+ 0,8 Md€) et en action sociale sans hébergement (- 0,3 Md€) ainsi que sur les dépenses en assurances (+ 1,5 Md€ en valeur et - 2,0 Md€ en volume). La révision des assurances résulte à la fois de la prise en compte de données non disponibles au provisoire et de la mise en place d'une nouvelle méthode d'estimation des marges financières des assureurs-vie (appliquée depuis le compte définitif 2013) ;
- l'intégration d'informations non disponibles au compte provisoire (- 1,4 Md€), principalement pour les dépenses en habillement (- 0,9 Md€) et celles en produits pétroliers (- 0,4 Md€) ;
- l'actualisation de sources (- 0,7 Md€), en particulier du compte satellite du logement qui révisé la consommation en loyers réels et en loyers imputés en raison de l'actualisation du parc de logements ;
- la mise en place de nouvelles méthodes pour mesurer la consommation des ménages (+ 0,1 Md€) ;

- la prise en compte des estimations sur la consommation commercialisable (+ 0,1 Md€), issues de la division commerce, avec des impacts notamment sur les produits agricoles et agro-alimentaires et les équipements automobiles,

Ces révisions des dépenses en valeur ne se retranscrivent que partiellement en volume. Le déflateur des dépenses de consommation des ménages est en effet révisé de 0,1 point à la hausse pour s'établir à +0,1 %. Les déflateurs de la consommation par produit sont en général quasi inchangés entre le compte provisoire et le compte semi-définitif, car assis pour la plupart sur les indices de prix à la consommation (IPC), déjà disponibles précédemment et non révisés.

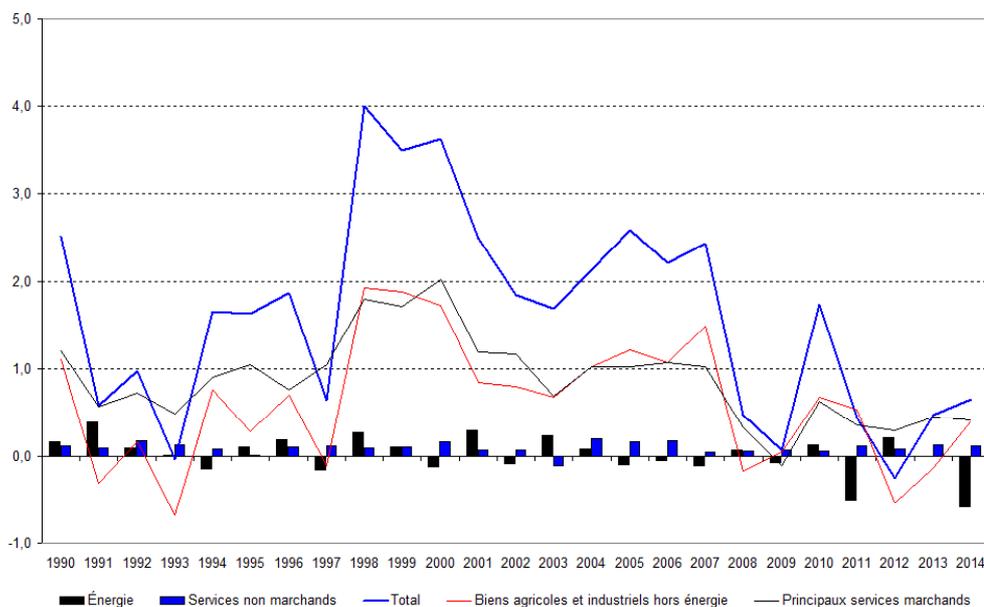
Toutefois, pour certains produits, le déflateur retenu n'est pas l'IPC, en général parce que ces produits ne sont pas dans le champ de l'IPC (Services d'intermédiation financière indirectement mesurés -Sifim-, loyers imputés, assurance-vie) ou sont mesurés selon des concepts différents (assurance-dommage, crédits d'impôt). En particulier, la révision en valeur des dépenses de consommation en assurance, liée en particulier à la nouvelle méthode d'estimation des suppléments de prime, se traduit entièrement par une révision du prix des assurances (voir annexe 1 pour les écarts entre le déflateur de la consommation et l'IPC).

Tableau B.4 : révisions des dépenses de consommation des ménages par produit

	2013	2014				2014				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	% SD - PROV_CT		
	DEF	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT	SD - PROV_CT	SD - PROV_CT
Ensemble	1 132	6,7	7,4	0,6%	0,7%	6,3	8,6	0,6%	0,8%	0,1%	0,2%	0,1%
Agriculture	33	0,7	0,8	2,0%	2,6%	-0,8	-0,6	-2,3%	-1,7%	0,0%	0,0%	0,0%
Energie, eau, déchets	54	-4,7	-4,9	-8,7%	-9,0%	-2,9	-3,1	-5,4%	-5,7%	0,0%	0,0%	0,0%
Industrie agro-alimentaire	173	-0,4	-0,7	-0,2%	-0,4%	0,5	0,2	0,3%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Cokéfaction et raffinage	49	-1,0	-1,7	-2,1%	-3,4%	-3,0	-3,6	-6,1%	-7,3%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Biens d'équipement	32	2,5	2,7	7,6%	8,3%	0,1	0,3	0,4%	0,8%	0,0%	0,0%	0,0%
Matériels de transport	59	-0,1	0,1	-0,2%	0,2%	0,9	1,1	1,6%	1,9%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres branches industrielles	145	1,9	1,7	1,3%	1,2%	1,2	1,0	0,8%	0,7%	0,0%	0,0%	0,0%
Construction	17	-0,2	-0,1	-1,0%	-0,7%	0,5	0,5	2,8%	3,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Commerce	13	-0,3	-0,3	-2,0%	-2,0%	0,1	0,1	0,6%	0,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Transport	37	0,1	0,2	0,2%	0,5%	0,8	0,9	2,1%	2,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Hébergement-restauration	73	-0,7	0,4	-0,9%	0,6%	1,3	2,4	1,8%	3,3%	0,1%	0,1%	0,0%
Information-communication	49	0,0	-0,2	0,0%	-0,3%	-1,1	-1,2	-2,2%	-2,5%	0,0%	0,0%	0,0%
Services financiers	60	0,8	1,2	1,2%	2,1%	-2,8	-0,9	-4,6%	-1,4%	0,0%	0,2%	0,1%
Services immobiliers	218	2,8	2,4	1,3%	1,1%	4,7	4,3	2,1%	2,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux entreprises	23	0,4	0,5	1,9%	2,2%	0,7	0,8	3,0%	3,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Services non marchands	65	1,0	1,3	1,5%	2,0%	1,6	1,9	2,4%	3,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux ménages	41	-0,2	0,4	-0,4%	1,0%	0,4	1,0	0,9%	2,5%	0,1%	0,1%	0,0%
Produits consommés hors du territoire national	-10	4,1	3,5	-40,6%	-35,1%	4,1	3,5	-40,6%	-35,1%	-0,1%	-0,1%	0,0%

Au total, les dépenses de consommation des ménages accélèrent légèrement en volume en 2014 (+0,7 % après +0,5 % en 2013). Les dépenses en biens agricoles et industriels hors énergie accélèrent (du fait notamment de l'automobile qui se stabilisent après deux années de forte contraction) malgré l'accentuation de la baisse de la consommation en volume de produits pétroliers ; les dépenses énergétiques chutent, l'année 2014 étant la plus douce jamais enregistrée en France ; les dépenses en services marchands et non marchands décélèrent légèrement (graphique B.3).

Graphique B.3 : dépenses de consommation, principales contributions à l'évolution en volume



Note de lecture : Le poste « énergie » comprend deux niveaux A10 de la Naf rev. 2 : l'énergie, l'eau et les déchets d'une part et la cokéfaction et le raffinage d'autre part.

LA CROISSANCE DES DÉPENSES DE CONSOMMATION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (APU) EST RÉVISÉE EN BAISSÉ.

En 2014, les dépenses de consommation des administrations publiques progressent de 1,6 % en valeur, comme lors du compte provisoire (cf. tableau B.5) ,et de + 1,2 % en volume (contre + 1,5 % auparavant).

Les dépenses individualisables progressent ainsi de 2,3 % en valeur (+ 0,3 point, révision imputable aux données de la DGFIP) et de 1,8 % en volume (- 0,1 point). La révision à la baisse des volumes est liée à la modification du partage volume-prix de l'éducation et de la santé non marchande : pour ces produits, l'indice de volume est mesuré par une méthode « output¹ » et ce n'est que lors du compte semi-définitif, les informations du compte de la santé et du compte de l'éducation sont intégrées.

Les dépenses collectives augmentent de + 2,3 % en valeur (contre + 0,7 % au compte provisoire) et de + 1,9 % en volume (contre + 0,8 % au compte provisoire). Le partage volume / prix des dépenses collectives est effectué selon une méthode dite « input ». La révision en hausse des volumes s'explique par la révision des prix des consommations intermédiaires et de la FBCF des produits consommés par les administrations publiques.

Tableau B.5 : révisions des dépenses de consommation des administrations publiques par produit

	2013	2014		2014				2014				Révision de la contribution		
	VAL	VALEUR		VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	révision	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
DEF	SD	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT			
Consommation individualisable	327	334	0,8	6,3	6,0	1,9%	1,8%	6,7	7,5	2,0%	2,3%	-0,1%	0,2%	0,2%
dont produits marchands	114	117	-0,1	3,7	3,6	3,3%	3,2%	3,3	3,3	2,9%	2,9%	0,0%	0,0%	0,0%
dont santé	51	52	-0,1	1,6	1,5	3,1%	2,9%	1,6	1,5	3,1%	3,0%	0,0%	0,0%	0,0%
dont industrie pharmaceutique	25	26	0,2	1,5	1,7	6,0%	7,0%	0,6	0,8	2,3%	3,3%	0,1%	0,0%	0,0%
dont autres	38	39	-0,2	0,7	0,4	1,8%	1,0%	1,2	0,9	3,1%	2,4%	-0,1%	-0,1%	0,0%
dont produits non marchands	213	218	0,9	2,6	2,4	1,2%	1,1%	3,4	4,3	1,6%	2,0%	0,0%	0,2%	0,2%
dont santé	64	66	0,6	1,3	1,6	2,0%	2,4%	1,4	2,0	2,2%	3,2%	0,1%	0,1%	0,1%
dont éducation	93	95	1,2	0,4	0,9	0,5%	1,0%	0,9	1,9	1,0%	2,0%	0,1%	0,2%	0,1%
dont administration publique	19	19	-0,3	0,2	-0,3	1,1%	-1,8%	0,2	-0,3	0,8%	-1,6%	-0,1%	-0,1%	0,0%
dont autres	37	37	-0,5	0,6	0,3	1,7%	0,7%	0,9	0,7	2,4%	1,8%	-0,1%	0,0%	0,0%
Consommation collective	181	181	-1,1	1,5	-0,1	0,8%	-0,1%	1,2	0,5	0,7%	0,3%	-0,3%	-0,1%	0,2%
dont administration publique	169	170	-1,0	1,2	-0,4	0,7%	-0,2%	0,9	0,2	0,5%	0,1%	-0,3%	-0,1%	0,2%
dont autres	12	12	-0,1	0,3	0,3	2,7%	2,4%	0,3	0,2	2,7%	2,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Consommation totale	508	516	-0,3	7,8	5,9	1,5%	1,2%	7,9	8,0	1,6%	1,6%	-0,4%	0,0%	0,4%

LES DÉPENSES DE CONSOMMATION DES ISBLSM PROGRESSED MOINS RAPIDEMENT QU'AU COMPTE PROVISOIRE.

En 2014, les dépenses de consommation des ISBLSM progressent de 2,1 % en valeur (contre + 2,7 % au compte provisoire, cf. tableau B.6) et de 1,8 % en volume (contre + 1,9 % au compte provisoire). La révision en valeur s'explique par la prise en compte de données non disponibles au compte provisoire, notamment les Statistiques et Indicateurs de la Santé et du Social (STATISS) de la Drees et son enquête sur l'aide sociale départementale.

Tableau B.6 : révisions des dépenses de consommation des ISBLSM par produit

	2013	2014				2014				Révision de la contribution			
		en Md€	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
			DEF	PROV_CT	SD	%	PROV_CT	SD	%	SD	%	SD - PROV_CT	%
Ensemble	43	1	1	1,9%	1,8%	1,1	0,9	2,7%	2,1%	-0,1%	-0,5%	-0,4%	
Services non marchands	26	0,3	0,5	1,3%	1,9%	0,5	0,5	2,1%	1,8%	0,3%	-0,2%	-0,5%	
Services aux ménages	17	0,5	0,3	2,7%	1,7%	0,6	0,4	3,5%	2,6%	-0,4%	-0,4%	0,1%	

B.2.2. LA FBCF EST REVUE EN NETTE HAUSSE, SAUF POUR LES ENF.

En 2014, la FBCF totale ne recule que légèrement au compte semi-définitif (- 0,3 % en volume, cf. tableau B.7), alors que la baisse était très prononcée au provisoire (- 1,2 %). Le recul de la FBCF des ménages est en effet fortement atténué : elle diminue de 2,0 % en valeur et de 3,5 % en volume, contre - 3,9 % en valeur et - 5,3 % en volume au compte provisoire. Au compte provisoire, la FBCF des ménages, pour l'essentiel de la FBCF en construction ou en frais liés à la construction, s'appuie notamment sur les estimations du Soes, à partir des mises en chantier. Au compte semi-définitif, une analyse fine des équilibres ressources-emplois est réalisée pour la construction, à partir des premières données issues d'Ésane, confrontées aux informations sur les indices de chiffres d'affaires, notamment. Cette analyse conduit à revoir à la hausse la FBCF de la construction dans son ensemble et en particulier pour les ménages.

La FBCF des entreprises non financières progresse de + 1,4 % en valeur en 2014 et de +1,6 % en volume, contre + 1,7 % en valeur et +2,0 % en volume au compte provisoire. Pour un compte semi-définitif, la donnée Ésane n'est pas suffisamment stabilisée pour estimer un montant de FBCF corporelle des SNFEI. La FBCF des entreprises non financières résulte donc des évolutions des ressources et des emplois par produits à un niveau fin, et est en particulier affectée par les révisions de la FBCF sur les autres secteurs institutionnels.

Il se trouve que l'évolution de la FBCF des entreprises financières est révisée en forte hausse en valeur comme en volume au compte semi-définitif suite à la prise en compte des informations de l'autorité des marchés financiers, non disponibles au compte provisoire. La chute de la FBCF des administrations publiques est en outre atténuée suite notamment à la révision de la production pour emploi final propre en R&D (qui a pour contrepartie de la FBCF), en lien avec la prise en compte des dernières données de la DGFIP

Tableau B.7 : principales révisions de la FBCF par secteur institutionnel

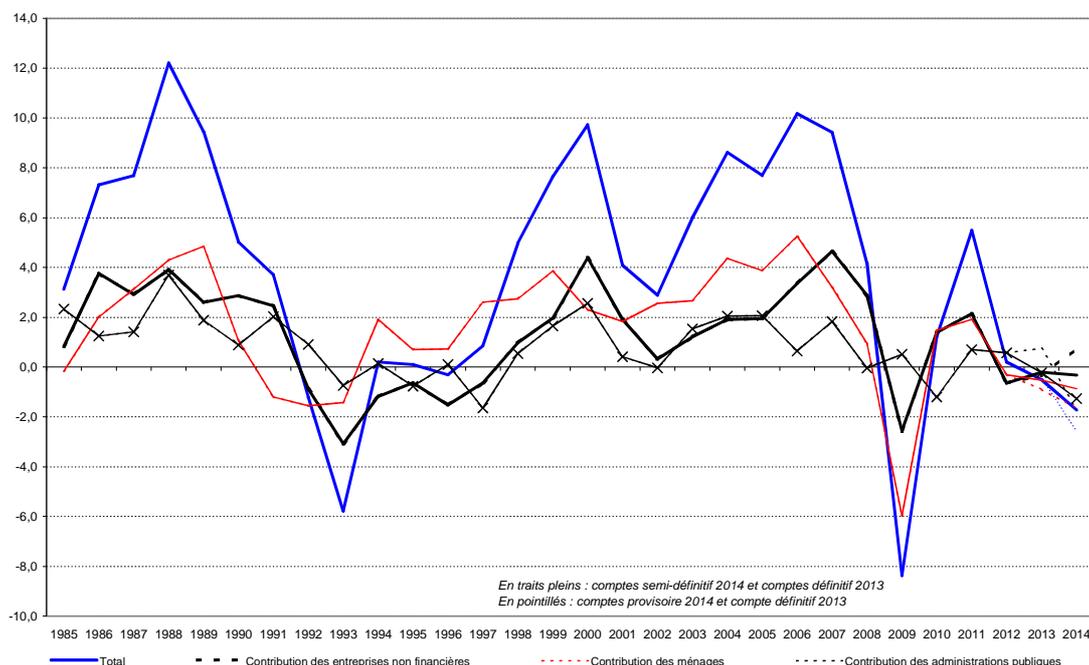
	2013	2014		2014				2014				Révision de la contribution			
		en Md€	VALEUR		VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
			DEF	SD	révision	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	SD - PROV_CT	%
Ménages	110	108	3,0	-5,8	-3,9	-5,3%	-3,5%	-4,3	-2,2	-3,9%	-2,0%	0,4%	0,4%	0,0%	
Entreprises non financières	253	256	-2,0	5,0	3,9	2,0%	1,6%	4,2	3,4	1,7%	1,4%	-0,2%	-0,2%	0,1%	
Administrations publiques	84	79	0,7	-5,9	-4,8	-6,9%	-5,7%	-6,2	-4,9	-7,3%	-5,8%	0,2%	0,3%	0,1%	
Autres (IF notamment)	19	22	1,7	1,1	3,2	5,4%	16,7%	0,8	3,0	4,2%	15,5%	0,5%	0,5%	0,0%	
Ensemble	467	466	3,4	-5,6	-1,6	-1,2%	-0,3%	-5,5	-0,8	-1,2%	-0,2%	0,8%	1,0%	0,2%	

Par produits, ces révisions s'expliquent essentiellement par la révision de la FBCF en construction (+ 1,4 Md€ sur l'évolution 2013/2014). Pour autant le message d'une accentuation en 2014 du repli de la FBCF en produits immobiliers (construction et frais liés), amorcé en 2013 demeure valide (graphique B.4). La FBCF en biens d'équipement croît elle aussi plus fortement qu'au compte provisoire. La progression de la FBCF en logiciel est également accentuée au compte semi-définitif.

Tableau B.8 : principales révisions de la FBCF par produit

	2013	2014				2014				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
	DEF	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT		
Ensemble	467	-5,6	-1,6	-1,2%	-0,3%	-5,5	-0,8	-1,2%	-0,2%	0,8%	1,0%	0,2%
Agriculture	1	0,0	0,1	2,5%	10,2%	0,1	0,1	4,3%	8,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Biens d'équipement	34	0,9	1,5	2,6%	4,3%	0,0	0,7	0,0%	2,1%	0,1%	0,2%	0,0%
Matériels de transport	29	-0,3	-0,2	-1,1%	-0,7%	-0,5	0,2	-1,7%	0,8%	0,0%	0,2%	0,1%
Autres branches industrielles	33	0,5	0,6	1,4%	1,7%	0,5	0,7	1,5%	2,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Construction	220	-7,5	-6,1	-3,4%	-2,8%	-6,8	-5,4	-3,1%	-2,5%	0,3%	0,3%	0,0%
Information-communication	58	1,3	2,3	2,2%	4,0%	1,1	1,9	1,9%	3,3%	0,2%	0,2%	0,0%
Services immobiliers	5	0,0	0,0	0,5%	-0,9%	0,0	-0,1	-0,4%	-1,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux entreprises	84	-0,5	0,2	-0,6%	0,2%	0,1	0,9	0,1%	1,1%	0,2%	0,2%	0,0%
Services aux ménages	2	0,0	0,1	1,5%	2,8%	0,0	0,1	1,8%	3,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Graphique B.4 : investissement en produits liés à l'immobilier (en valeur)



B.2.3. LES ENTREPRISES RECONSTITUENT LEURS STOCKS AU COMPTE SEMI-DÉFINITIF

Après deux années de restockage modeste (+ 1,6 Md€ en valeur en 2013), Les entreprises accroissent fortement leurs stocks en 2014 (+10,5 M€ en valeur, un chiffre revu en hausse de près de 5 Md€ par rapport au provisoire). En conséquence, la contribution des variations de stock à la croissance est revue en nette hausse en valeur comme en volume. En particulier elle passe de + 0,2 point en volume au compte provisoire à + 0,5 point au compte semi-définitif.

Contrairement au compte provisoire où les variations de stocks sont pour l'essentiel déterminées par solde dans les équilibres ressources-emplois, l'exploitation de la statistique d'entreprise É sane permet au compte semi-définitif d'avoir de premières estimations de variations de stocks pour les entreprises non financières. Les données de stocks issues d'É sane doivent toutefois faire l'objet d'une correction statistique dite d'appréciation sur stocks pour que les stocks soient valorisés aux prix de marché estimés en moyenne annuelle, conformément aux concepts de comptabilité nationale : l'impact de cette correction statistique est important en 2014 du fait de la baisse des prix en fin d'année de certaines matières premières stockables (pétrole notamment). La révision à la baisse des variations de stocks de l'agriculture (- 1,8 Md€ en contribution), non prises en compte dans l'estimation d'É sane, atténue cependant légèrement la révision en forte hausse des stocks liée à la prise en compte d'É sane.

A l'exception de l'agriculture, les variations de stocks sont ainsi revues en hausse pour la plupart des produits. Le partage volume / prix des variations de stocks est révisé du fait principalement des variations de prix de l'agriculture.

Tableau B.9 : principales révisions des variations de stocks par produit

	2013	2014				2014				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
	DEF	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT		
Ensemble	5	4,3	11,3	0,2%	0,5%	5,9	10,5	0,3%	0,5%	0,3%	0,2%	-0,1%
Agriculture	-0,1	2,1	2,5	0,1%	0,1%	2,9	2,1	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	-0,1%
Energie, eau, déchets	0	0,1	0,6	0,0%	0,0%	0,1	0,5	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Industrie agro-alimentaire	-1	0,2	3,3	0,1%	0,2%	0,5	3,0	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%
Cokéfaction et raffinage	0	0,7	1,0	0,0%	0,0%	0,7	0,9	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Biens d'équipement	2	-1,1	-0,2	-0,1%	0,0%	-1,0	-0,3	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Matériels de transport	0	2,8	1,8	0,2%	0,1%	2,8	1,8	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres branches industrielles	4	0,0	2,0	0,0%	0,1%	0,2	2,1	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%
Construction	0	-0,3	0,0	0,0%	0,0%	0,0	0,0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Information-communication	0	-0,1	0,4	0,0%	0,0%	-0,1	0,4	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux entreprises	0	-0,2	-0,1	0,0%	0,0%	-0,2	-0,1	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

% en contribution du PIB

B.2.4. LA PROGRESSION DES EXPORTATIONS EST RÉVISÉE EN FORTE HAUSSE.

En 2014, le taux de croissance des exportations en valeur est revu à la hausse entre le compte provisoire et le compte semi-définitif (respectivement + 1,1 % et + 2,4 %).

Cette révision à la hausse de l'évolution d'environ 6 Md€ est pour l'essentiel imputable aux données de la balance des paiements. Ceci affecte l'évolution des exportations de services (qui passe de + 3,7 % à + 7,2%, soit une révision de 6 Md€) et à un degré moindre l'évolution des exportations de biens sous forme de négoce international ou de travail à façon pour lesquelles les données de la balance des paiements sont mobilisées. Toutefois, il convient de noter que pour le compte semi-définitif les données de l'enquête ECEIS (enquête complémentaire sur les échanges internationaux de services) ne sont pas encore disponibles : les estimations d'exportations 2014 pour la partie enquêtée sont donc effectuées en appliquant au niveau 2013 les taux d'évolution 2014/2013 observés sur la partie exhaustive (déclarants directs généraux). Les exportations des entreprises de la partie enquêtée sont donc susceptibles d'être substantiellement révisées pour le compte définitif, qui mobilisera les résultats de l'enquête ECEIS 2014.

Tableau B.10 : principales révisions des exportations par produit

	2013	2014				2014				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
	DEF	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT		
Ensemble	605	14,2	20,2	2,0%	3,3%	8,6	14,3	1,1%	2,4%	1,0%	0,9%	0,0%
Agriculture	17	0,1	0,0	0,7%	-0,1%	-1,6	-1,8	-9,7%	-10,4%	0,0%	0,0%	0,0%
Energie, eau, déchets	10	1,6	1,6	19,8%	15,2%	0,6	0,6	9,4%	5,8%	0,0%	0,0%	0,0%
Industrie agro-alimentaire	44	-0,7	-0,6	-1,4%	-1,3%	-0,2	-0,1	-0,3%	-0,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Cokéfaction et raffinage	18	0,3	-0,3	-0,4%	-1,9%	-1,0	-1,6	-7,8%	-9,2%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Biens d'équipement	81	1,5	1,3	2,0%	1,6%	0,9	1,1	1,2%	1,3%	0,0%	0,0%	0,1%
Matériels de transport	96	0,4	0,6	0,2%	0,6%	0,5	0,6	0,2%	0,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres branches industrielles	176	5,9	6,0	3,5%	3,4%	3,9	4,2	2,4%	2,4%	0,0%	0,0%	0,0%
Commerce	5	0,6	0,7	11,0%	14,9%	0,6	0,8	12,1%	16,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Transport	29	1,3	1,1	0,3%	3,8%	1,0	0,9	-0,7%	3,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Information-communication	13	0,7	1,6	9,5%	12,2%	0,5	1,3	7,3%	10,1%	0,1%	0,1%	0,0%
Services financiers	12	-0,2	1,2	-6,8%	9,6%	0,5	1,0	-1,2%	8,0%	0,2%	0,1%	-0,1%
Services aux entreprises	55	4,0	7,0	4,3%	12,8%	4,4	7,4	5,2%	13,4%	0,5%	0,5%	0,0%
Services non marchands	1	0,0	-0,2	-0,1%	-18,3%	0,0	-0,1	0,0%	-18,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux ménages	4	-0,5	-0,4	5,7%	-8,9%	-0,4	-0,3	6,5%	-8,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Correction territoriale	43	-1,0	0,6	-2,1%	1,3%	-1,0	0,6	-2,1%	1,3%	0,3%	0,3%	0,0%

La révision des exportations est également imputable, mais dans une moindre mesure, à des remontées tardives moins nombreuses qu'à l'accoutumée dans les données des douanes : les révisions à venir sont en effet modélisées lors du compte provisoire, sur la base des révisions passées ; cette modélisation a surestimé la révision effective de l'ordre de 1 Md€ sur l'année 2014. Les révisions sur les exportations totales de biens sont toutefois très faibles, car les révisions liées au négoce international ainsi qu'au travail à façon jouent en sens inverse de l'erreur commise sur l'anticipation des révisions des données douanières.

En volume, la progression des exportations totales est également revue en forte hausse par rapport au compte provisoire (à +3,3 %, contre +2,0 % auparavant). Le partage volume / prix n'est quasiment pas modifié.

B.2.5. LE TAUX DE CROISSANCE DES IMPORTATIONS EST RÉVISÉ EN FORTE HAUSSE EN 2014.

En 2014, le taux de croissance des importations en valeur est revu à la hausse entre le compte provisoire et le compte semi-définitif (respectivement +0,9 % et +2,6 %).

Comme pour les exportations, les révisions (+8,5 Md€ en valeur) s'expliquent principalement par celles de la balance des paiements (+8 Md€). L'erreur d'anticipation sur les remontées tardives des données des douanes ne contribue qu'à hauteur de +0,6 Md€ à la révision de la croissance des importations.

En revanche, par produits, les révisions des importations de biens sont parfois significatives. En particulier, les importations aéronautiques ont été revues en forte hausse suite à la détection par les Douanes à l'été 2015 d'un oubli de déclaration par Airbus d'importations de morceaux d'avions pour un montant de l'ordre de 3 Md€. Mais cette révision massive sur l'aéronautique est en grande partie compensée par des révisions de sens opposé sur d'autres produits industriels.

Du fait des révisions de la balance des paiements, la croissance des importations de services passe de +8,3 % au compte provisoire à +13,5 % au compte semi-définitif. L'impact est particulièrement important sur les services aux entreprises et la correction territoriale. Comme pour les exportations, les importations de services sont susceptibles d'être substantiellement révisées au compte définitif, avec la prise en compte des résultats de l'enquête ECEIS sur l'année 2014.

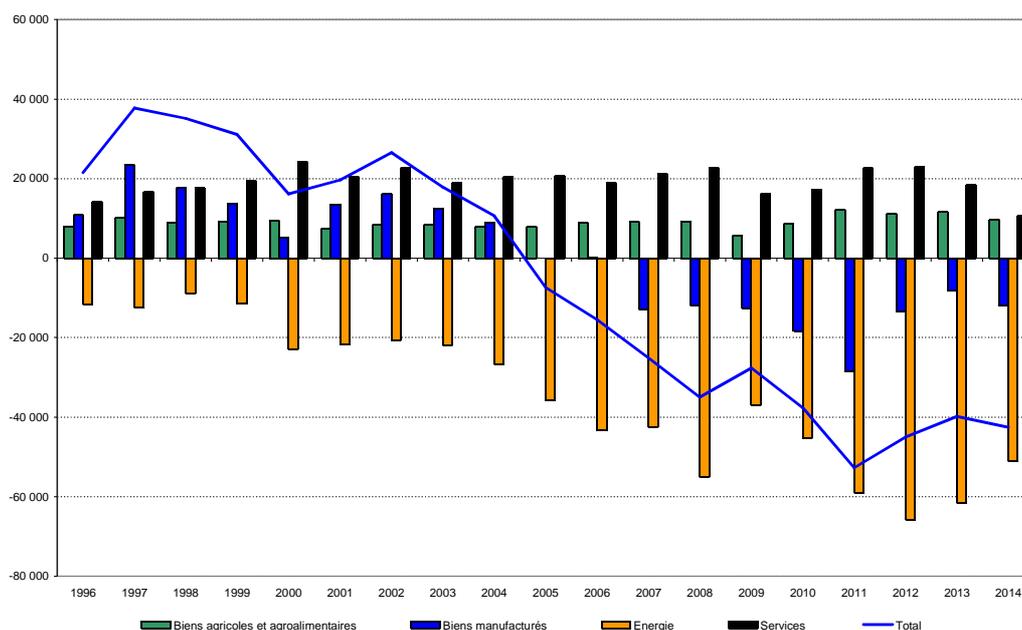
La révision du taux de croissance des importations en volume est également importante (+4,7 % au lieu de +3,4%), mais un peu atténuée par rapport à la révision en valeur car les prix d'importation sont revus en hausse sur les produits énergétiques et aéronautiques.

Tableau B.11 : principales révisions des importations par produit

	2013	2014				2014				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%			
	DEF	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT		
Ensemble	645	24,4	30,6	3,4%	4,7%	8,5	17,0	0,9%	2,6%	1,0%	1,3%	0,4%
Agriculture	12	0,2	0,1	2,0%	1,2%	-0,1	-0,2	-0,8%	-1,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Energie, eau, déchets	58	-2,6	-4,0	-4,5%	-6,9%	-9,0	-9,1	-15,6%	-15,6%	-0,2%	0,0%	0,2%
Industrie agro-alimentaire	38	0,7	0,6	1,9%	1,6%	0,3	0,1	0,6%	0,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Cokéfaction et raffinage	31	0,4	0,3	1,1%	0,9%	-2,4	-2,5	-7,7%	-7,9%	0,0%	0,0%	0,0%
Biens d'équipement	102	4,2	2,9	3,2%	2,9%	0,9	-0,1	0,0%	-0,1%	-0,2%	-0,2%	0,0%
Matériels de transport	68	1,5	4,2	1,3%	6,2%	1,3	4,7	1,0%	6,9%	0,4%	0,5%	0,1%
Autres branches industrielles	192	8,1	7,8	3,1%	4,1%	5,7	4,9	1,9%	2,6%	0,0%	-0,1%	-0,1%
Commerce	7	1,0	1,4	17,4%	19,4%	1,1	1,5	18,7%	20,8%	0,1%	0,1%	0,0%
Transport	41	2,1	1,8	0,8%	4,3%	2,0	1,7	0,5%	4,0%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Information-communication	17	0,9	1,8	6,3%	10,7%	0,6	1,5	4,7%	9,1%	0,1%	0,1%	0,0%
Services financiers	5	0,2	0,1	2,2%	1,6%	-0,2	0,2	-5,2%	3,9%	0,0%	0,1%	0,1%
Services aux entreprises	53	4,8	9,2	12,1%	17,3%	5,2	9,6	12,8%	18,0%	0,7%	0,7%	0,0%
Services non marchands	1	0,0	0,1	-0,2%	20,4%	0,0	0,1	0,0%	20,7%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux ménages	3	0,4	0,6	27,4%	17,9%	0,4	0,6	28,3%	18,8%	0,0%	0,0%	0,0%
Correction CAF/FAB	-16	-0,7	-0,3	-0,5%	2,0%	-0,5	-0,1	-1,8%	0,4%	0,1%	0,1%	0,0%
Correction territoriale	33	3,1	4,1	9,5%	12,5%	3,1	4,1	9,5%	12,5%	0,1%	0,1%	0,0%

Au total, le déficit de la balance des biens et services en valeur est légèrement aggravé par rapport au compte provisoire de sorte que sa contribution à la croissance en valeur du PIB s'établit désormais à -0,1 point alors qu'elle était nulle au provisoire. L'importante diminution du déficit énergétique entre 2013 et 2014 est en effet plus que compensée par le creusement du déficit sur les biens manufacturés et la baisse de l'excédent sur l'agriculture et les services (graphique B.5).

Graphique B.5 : balance commerciale des biens et services (en valeur)



B.3. LE POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES EST RÉVISÉ EN BAISSÉ, LE TAUX DE MARGE DES SNF EN TRÈS FORTE HAUSSE

Entre les comptes provisoire et semi-définitif, la valeur ajoutée (VA) de l'ensemble des secteurs est revue de + 0,4 point (soit + 9,0 Md€, cf. tableau B.12). Elle progresse ainsi de +1,0 % (contre +0,6 % précédemment), après +1,3 % en 2013.

Les impôts nets des subventions sur les produits restent eux inchangés, de sorte que la révision de la VA se retrouve sur l'évolution du PIB en valeur, revu à +1,2 % contre +0,8 % au compte provisoire. La valeur ajoutée des entreprises non financières est revue en hausse, à +0,6% dans le compte semi-définitif, contre + 0,2% lors du compte provisoire. Sur la seule année 2014, la révision est de 5,1 Md€ en niveau (avec +10 Md€ pour les sociétés non financières et -4,9 Md€ pour les entrepreneurs individuels).

Ce changement tient essentiellement à l'intégration, dans le compte semi-définitif, d'informations issues de la statistique structurelle d'entreprises. Cette année l'intégration d'Ésane a nécessité des investigations qui n'ont pas pu être toutes menées jusqu'à leur terme, et qui seront poursuivies lors du compte définitif. En particulier les agrégats issus des estimateurs composites n'ont pas été repris du fait d'un écart important avec l'évolution issue de l'agrégation des données individuelles. Le compte des SNF a donc été estimé à partir des données individuelles. D'autres corrections ont été apportées par les comptables nationaux sur les liasses fiscales imputées. Le partage SNF/EI est lui repris des données Ésane. Il conduit à dégrader légèrement l'évolution de la VA des entrepreneurs individuels et à améliorer sensiblement celle des SNF par rapport au provisoire.

Au total, la VA des entreprises non financières issue de l'approche revenu progresse spontanément de +0,8 % (après passage aux comptes). Le travail réalisé sur les équilibres ressources-emplois (ERE) n'a toutefois pas permis à l'approche demande de converger complètement sur l'approche revenu. Compte tenu des incertitudes pesant sur l'estimation de la VA dans Ésane au compte semi-définitif (liasses imputées encore nombreuses, délais très contraints pour analyser la donnée) le choix a été fait d'arbitrer de 2,7 Md€ à la baisse le PIB en valeur issu de l'approche revenu. L'arbitrage a porté intégralement sur les ENF, si bien que leur VA ne progresse in fine que de 0,6 % en 2014 dans le compte semi-définitif. L'évolution de la VA des SNF est revue en hausse de 0,5 point à +0,8 %, celle des entrepreneurs individuels à la baisse de 0,5 point, à -1,0 %.

La VA des sociétés financières est également revue en hausse (+4,2 %, contre +0,1 % lors du compte provisoire), en particulier celle des assurances (-3,8 % au semi-définitif, contre -27,4 % au provisoire). Cette révision provient des changements de méthodes introduits en évolution dans le

compte des assurances, et de l'exploitation des états comptables des assureurs, non disponibles au moment de l'établissement du compte provisoire.

La VA des administrations publiques (APU) est revue en très légère hausse (+1,6 % lors du compte semi-définitif, contre +1,5 % auparavant), essentiellement du fait d'un reclassement entre la charge d'intérêt et les consommations intermédiaires..

Tableau B.12 : révision de la valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels (en valeur)

	2014 SD en niveau	Evolutions (en %)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2014_PROV	2014_SD	Révisions	Total	2013DEF	2014SD
Sociétés non financières	1083,6	0,3	0,8	0,5	5,0	5,0	10,0
Sociétés financières	96,1	0,1	4,2	4,1	3,8	-1,7	2,1
Administrations publiques	360,8	1,5	1,6	0,2	0,6	0,0	0,6
Ménages	343,5	0,5	0,4	-0,1	-0,2	-4,9	-5,1
dont EI	129,0	-0,5	-1,0	-0,5	-0,6	-4,2	-4,8
ménages purs	214,5	1,1	1,2	0,2	0,4	-0,6	-0,3
ISBLSM	33,8	2,1	1,7	-0,3	-0,1	0,1	0,0
Total des secteurs institutionnels	1917,8	0,6	1,0	0,5	9,0	-1,4	7,6
Impôts nets de subventions sur les produits	222,3	2,3	2,3	0,0	0,0	0,1	0,1
Produit intérieur brut	2140,1	0,8	1,2	0,4	9,0	-1,3	7,6

B.3.1. LE TAUX DE MARGE DES SNF PROGRESSE FORTEMENT EN 2014

L'intégration des données Ésane dans les comptes de secteurs 2014 n'a pas été aisée. Après passage aux concepts de comptabilité nationale, l'écart spontané avec l'approche demande, beaucoup plus basse, ne permettait pas d'envisager une convergence suffisante en fin de campagne. On a donc procédé à un examen détaillé de la source Ésane. Les choix suivants découlent de cette analyse :

- Dans la livraison Ésane du 25 janvier, la valeur ajoutée des SNFEI augmentait de 0,42% dans les agrégats, contre +0,16% sur les données individuelles non corrigées par l'estimateur composite ; cet écart a semblé trop élevé et il a été décidé de baser le compte sur les données individuelles plutôt que sur les agrégats Ésane, comme cela avait déjà été fait pour le compte semi-définitif 2012. La VA des SNFEI a été donc abaissée de 2,7 Md€.
- L'évolution des impôts sur la production semblait un peu basse au regard de la source DGFIP, du fait notamment des imputations Ésane : -7,0% pour les unités légales imputées contre +1,7% pour les unités légales non imputées. L'effet des imputations a été gommé : l'évolution des impôts des unités légales non imputées a été appliquée aux unités légales imputées. Le même traitement a été appliqué aux subventions sur la production. Par le jeu des écarts sur impôts et sur subventions, la valeur ajoutée des SNFEI a été revue à la baisse de 500 M€.
- D'autres analyses de la donnée Ésane ont été menées, sans déboucher sur des corrections : analyses des entreprises les plus contributrices aux différents éléments de la valeur ajoutée, analyse du différentiel entre la valeur ajoutée issue des liasses fiscales et celle issue de la réconciliation avec les données d'enquête, analyse de l'impact des imputations et des effets de la démographie d'entreprise.

Le partage entre SNF et sociétés financières de la taxe professionnelle a été par ailleurs revu : initialement, la Banque de France indiquait une diminution des impôts sur la production des sociétés financières, du fait notamment d'une baisse de 500 M€ sur un grand établissement. Les impôts sur la production des SNF étant calculés par solde, on aboutissait à une hausse de 2,5 Md€ des impôts acquittés par les SNF, contre + 1,0 Md€ à partir d'autres sources (Ésane notamment). La baisse des impôts sur cet établissement bancaire, non confirmée par l'entreprise, a été annulée afin de réduire les incohérences du partage S11 / S12 sur la taxe professionnelle.

La contribution de l'appréciation sur stocks à la hausse de la valeur ajoutée était initialement de l'ordre de 9 Md€. Elle était due en partie aux stocks de pétrole, dont le prix a fortement baissé en 2014, mais de manière non linéaire, ce qui peut fausser le calcul de l'appréciation. Le prix du pétrole a de ce fait été lissé pour le calcul de l'appréciation sur stocks (on a fait l'hypothèse que les stocks en comptabilité d'entreprise étaient valorisés sur la base du prix moyen des 4 derniers mois de l'année et non sur le seul prix du mois de décembre), ainsi que celui des hydrocarbures et des produits chimiques de base et matières plastiques (dernier trimestre au lieu du dernier mois). Au total, l'appréciation sur stocks a

été amenée à 4,3 Md€, soit une contribution de l'ordre de 0,3 point à l'évolution de la valeur ajoutée des SNFEI.

Au total, l'évolution de la valeur ajoutée des SNFEI après passage au compte a été ramenée à +0,8%, contre +1,2% initialement. Ceci n'a cependant pas suffi pour que l'approche demande (spontanément beaucoup plus basse) puisse se caler sur l'approche revenu. Un arbitrage final de 2,7 Md€ à la baisse a été réalisé, compte tenu des révisions encore possibles d'Ésane d'ici le compte définitif 2014.

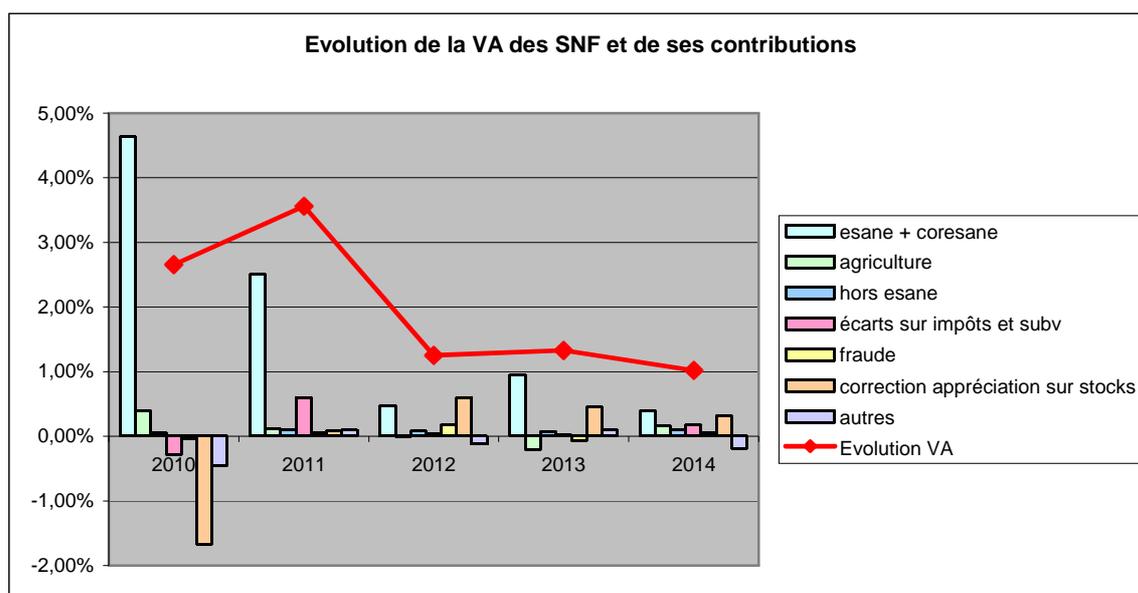
Par ailleurs le traitement du CICE a également posé des difficultés particulières. Pour le compte 2013 l'exercice consistait à répartir le montant total déclaré dans les liasses entre moindres cotisations et moindre IS, les deux postes sur lesquels le CICE avait pu être imputé par les entreprises. En effet, en 2013, le CICE n'était pas encore intégré dans le compte des APU, l'exercice pour les SNF a donc simplement consisté à en annuler les effets afin d'assurer la cohérence d'ensemble des comptes de secteurs. A partir de 2014, le CICE intégré par les entreprises dans leur compte 2014 doit à nouveau être annulé pour être remplacé par l'information émanant de la DGFIP (prise en compte du CICE en subventions sur rémunérations) pour les créances de CICE apparues en 2014 (au titre des rémunérations versées en 2013).

Or en 2014, l'information sur le montant de CICE demandé par l'entreprise disparaît de la liasse brute et fait désormais l'objet d'un imprimé à part auquel l'Insee n'a pas accès (et par ailleurs les données figurant sur cet imprimé seraient de mauvaise qualité). On a donc dû à la fois calculer un montant théoriquement présent dans les liasses, puis le répartir entre moindres cotisations et moindre IS. Pour la première opération on tient compte à la fois de l'augmentation de la masse salariale et du changement de taux du CICE (passage de 4 % à 6 %). Pour la deuxième opération on reconduit la clef de répartition de 2013 entre comptabilisation en moindres cotisations et moindre IS. Au total, 12 Md€ sont réintégrés dans les liasses fiscales, 8 Md€ en cotisations sociales (et donc in fine en salaires) et 4 Md€ en IS.

Au final, sur le champ des sociétés non financières (SNF), la croissance de la valeur ajoutée est revue de +0,5 point par rapport au compte provisoire (cf. tableau B.13), à +0,8 % (après +1,3 % en 2013). La contribution de la donnée source (Ésane et Corésane) est de +0,4 %. L'agriculture, contribue pour 0,16 point à la croissance de la VA : la production a été soutenue par les volumes de la production végétale qui ont bénéficié d'une météo favorable et par la production animale, la perspective de la suppression des quotas laitiers ayant entraîné l'abattage de vaches de réforme. La baisse des prix a par ailleurs tiré les consommations intermédiaires à la baisse, après plusieurs années de hausse.

Parmi les corrections de sources, l'écart sur subventions, qui remet en ventes de biens et services l'excédent de subvention déclaré dans les liasses en comparaison avec la source APU, contribue pour + 0,16 point à l'évolution de la VA.

Graphique B.6 : Évolution de la VA des SNF en valeur et de ses contributions



En parallèle la rémunération des salariés est revue à la baisse de -0,5 pt d'évolution par rapport au compte provisoire 2014. Elle augmente en 2014 de +1,3 %. Les salaires et traitements bruts sont sensiblement révisés à la baisse (-0,8 pt). Ils n'augmentent donc que très modérément en 2014 (+0,8 %). Les impôts nets sur la production sont très légèrement revus à la baisse en lien avec les modifications des Qui à Qui des impôts introduites au compte définitif. Ils évoluent de -7,6 % en raison de l'impact du CICE. Les révisions opposées de la VA et des salaires conduisent à revoir significativement l'évolution de l'EBE qui augmente de +2,2 % au compte semi-définitif 2014, alors qu'il baissait légèrement au compte provisoire. En conséquence, le taux de marge des SNF se redresse en 2014 de +0,4 pt et s'établit à 30,4 %. Il baissait dans le compte provisoire.

Tableau B.13 : compte des sociétés non financières

	2014 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2014_PROV	2014_SD	Révisions	Total	2013DEF	2014SD
Valeur ajoutée	1 083,6	0,3	0,8	0,5	5,0	5,0	10,0
Rémunération des salariés	719,8	1,7	1,3	-0,5	-3,5	1,3	-2,1
<i> dont salaires et traitements bruts</i>	<i>540,6</i>	<i>1,6</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,8</i>	<i>-4,0</i>	<i>0,7</i>	<i>-3,3</i>
Impôts nets sur la production	34,8	-7,2	-7,6	-0,3	-0,3	-0,8	-1,1
Excédent brut d'exploitation	329,0	-0,6	2,2	2,7	8,8	4,4	13,2
Revenus nets de la propriété versés	76,6	-13,0	4,2	17,2	12,6	0,6	13,2
Revenus de la propriété versés	276,3	-2,2	2,8	5,0	13,5	-0,6	12,9
Intérêts versés	64,6	-19,9	-0,6	19,3	12,6	0,0	12,6
Dividendes versés	206,5	3,4	4,6	1,2	2,2	-1,7	0,5
Revenus de la propriété reçus	199,7	1,7	2,2	0,5	0,9	-1,2	-0,3
Intérêts reçus	34,0	-4,4	-2,1	2,3	0,8	-0,9	-0,1
Dividendes reçus	156,0	3,0	2,4	-0,6	-0,9	1,1	0,2
Impôts sur le revenu et le patrimoine	39,4	2,4	-3,9	-6,4	-2,6	0,9	-1,7
Transferts courants versés (nets des reçus)	25,8	2,3	2,5	0,3	0,1	0,1	0,1
Epargne brute	187,3	3,4	2,7	-0,7	-1,3	2,8	1,6
Formation brute de capital fixe	246,9	1,7	1,6	-0,1	-0,3	-0,7	-1,0
Variations de stocks (Md€)	15,0	5,7	10,6	4,9	4,9	1,1	6,0
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	19,5	0,5	0,9	0,4	0,4	-1,5	-1,1
Capacité/besoin de financement (Md€)	-55,4	-3,6	-9,6	-6,1	-6,1	1,2	-4,9

La croissance de la FBCF, telle qu'évaluée dans les équilibres ressources-emplois, est presque inchangée à +1,6 %, contre +1,7 % au compte provisoire. La valeur ajoutée étant elle revue à la hausse, l'évolution du taux d'investissement est abaissé de 0,1 pt. Il s'établit à 22,8 % en 2014 au compte semi-définitif.

Au compte semi-définitif la plupart des revenus de la propriété des différents secteurs est donnée par une source comptable ou, à tout le moins, exogène. C'est le cas par exemple pour la grande majorité du secteur des institutions financières (exploitation des états comptables des banques et des assurances), pour les APU (comptabilité publique) ou pour le reste du monde (donnés par la Balance des paiements). L'évaluation des intérêts versés et reçus par les SNF, comme des dividendes (versés par les SNF, reçus par les SNF et les ménages) doit être réalisée en confrontant différentes sources qu'il s'agit d'arbitrer. On dispose ainsi :

- d'une estimation de l'évolution du total des produits financiers des SNF dans la source É sane
- d'une estimation de la charge d'intérêts ainsi que des dividendes versés par les SNF, également données par la source É sane.
- exceptionnellement pour ce compte semi-définitif, d'une transmission par GF3C (DGFIP) de la déclaration 2042 des ménages permettant d'évaluer les dividendes reçus par les ménages
- des encours du tableau des opérations financières (TOF) permettant de calculer des taux apparents pour lesquels on s'assure qu'ils sont cohérents d'un secteur à l'autre, et avec les évolutions économiques connues par ailleurs.

La construction du Qui à Qui des revenus de la propriété en reprenant l'intégralité des données É sane conduit à deux difficultés : un défaut de bouclage sur le total intérêts versés et reçus dans l'économie de 1,8 Md€ ; une forte révision à la baisse des dividendes reçus par les ménages (-8,8 Md€), par ailleurs en contradiction avec la source 2042 (IRPP).

On retient donc pour la construction du Qui à Qui l'évolution des dividendes reçus par les ménages reconstruite à partir de la 2042, ce qui fixe le solde des dividendes des SNF. Le partage entre dividendes versés et reçus des SNF est fait en privilégiant l'information sur les versés, réputée plus

fiable, en veillant cependant à ne pas trop réviser les dividendes reçus par les SNF. Le tableau ci-dessous synthétise les choix faits pour le compte semi-définitif.

Évolutions 2013-2014 des agrégats D41G et D421 en milliards d'euros

Intérêts bruts reçus

	2014PROV	2014SD
Evolution Esane	-	2,8
Evolution S11 finale	-0,9	0,1

Intérêts bruts versés

	2014PROV	2014SD
Evolution Esane	-	3,2
Evolution S11 finale	-11,5	2,2

Dividendes reçus

	2014PROV	2014SD
Evolution Esane	-	13,2
Evolution S11 finale	4,7	3,8

Dividendes versés

	2014PROV	2014SD
Evolution Esane	-	8,1
Evolution S11 finale	6,7	9

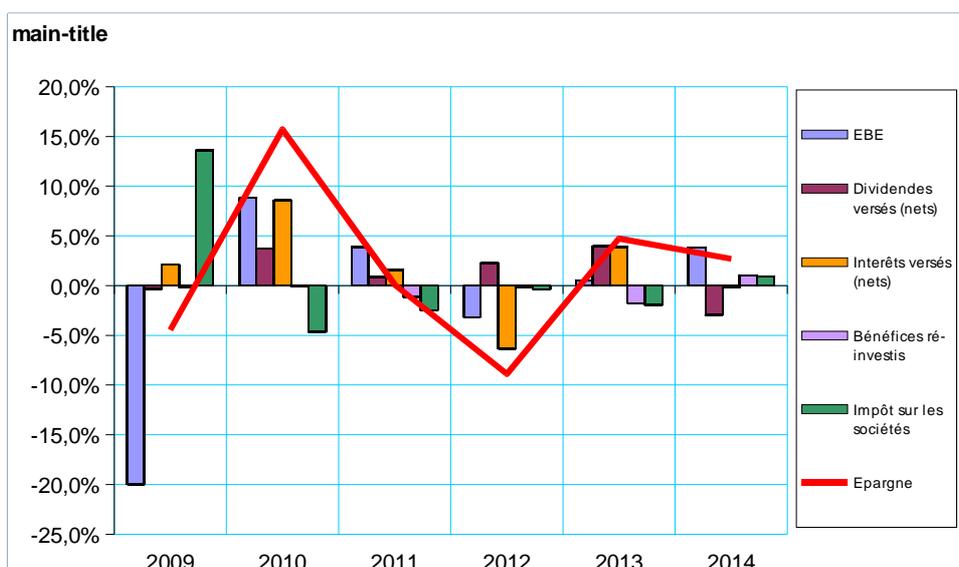
La faible révision sur les dividendes reçus par les SNF se fait donc au prix d'un écart important avec la source Ésane. La principale révision porte sur les intérêts versés par les SNF (+13,7 Md€) dont l'évolution est globalement reprise d'Esane. On vérifie en analysant les taux apparents que la révision n'induit pas de contradiction avec les informations disponibles par ailleurs. En particulier, ce nouveau scénario indique que les taux d'intérêts alors payés par les SNF passent de 2.5 % en 2013 à 2.6 % en 2014. Ceci est en ligne avec les chiffres fournis par la Banque de France sur webstat : les taux sur crédits hors découverts de moins de 2 ans payés par les SNFEI aux établissements de crédit passent en effet de 1.85 % en 2013 à 1.91 % en 2014.

Avec cette nouvelle évaluation, le solde des revenus de la propriété des sociétés non financières est dégradé de 12,5 Md€ par rapport au compte provisoire. La mécanique de construction du Qui à Qui conduit en effet à faire porter les révisions de la balance des paiements (-9,6 Md€) sur les SNF. L'impôt sur le revenu acquitté par les SNF est lui revu à la baisse (-2,6 Md€ sur l'évolution 2014) en lien avec le changement de méthode de construction du Qui à Qui introduit au compte définitif 2013. L'ensemble de ces révisions conduit à revoir l'épargne des SNF à la baisse (-1,3 Md€). L'investissement étant très peu révisé, l'évolution du taux d'autofinancement est dégradée par rapport au compte provisoire de 0,4 pt. En 2014 il augmente de +0,8 point et s'établit à 75,9 %.

Tableau B.14 : principaux ratios du compte des sociétés non financières

	2014 SD en niveau	Evolutions (en points)			Rev en niveau (en pts)	
		2014_PROV	2014_SD	Révisions	2013DEF	2014SD
Taux de marge des SNF : EBE / VA	30,4	-0,3	0,4	0,7	0,3	0,9
Taux d'investissement : FBCF / VA	22,8	0,3	0,2	-0,1	-0,2	-0,3
Taux d'autofinancement : Epargne / FBCF	75,9	1,3	0,8	-0,4	1,4	0,9

Graphique B.7 : contribution à l'évolution de l'épargne des SNF



B.3.2. LA CAPACITÉ DE FINANCEMENT DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS SE DÉTÉRIORE EN 2014

En 2014, la croissance de la VA des sociétés financières (SF) est revue en hausse de +3,8 Md€ lors du compte semi-définitif : son taux de croissance atteint +4,2 %, contre +0,1 % lors du compte provisoire. Cette révision tient en partie aux changements méthodologiques apportés au compte des assurances qui induisent également une révision à la baisse de la VA au définitif 2013, et à la première utilisation des états comptables des assureurs (non disponibles au provisoire).

Les assurances

Lors du compte provisoire, seules certaines informations fournies par le syndicat professionnel FFSA (Fédération française des sociétés d'assurances) sont disponibles pour évaluer l'activité des assureurs vie et non-vie. Elles ne couvrent pas de manière exhaustive le champ des assurances et ne permettent pas de reconstituer la totalité des éléments des comptes. En particulier, des hypothèses sont nécessaires pour estimer les revenus financiers des assureurs vie et non-vie, ainsi que l'essentiel de la partie réassurance.

Lors du compte semi-définitif, les états comptables des assureurs fournis par l'ACPR et la Drees peuvent être exploités. On rappelle également que le compte des assurances a été entièrement revu et amélioré, à la fois dans le but de lisser la production d'assurance vie et pour adapter la chaîne de production du compte à la nouvelle nomenclature du SEC. Tout cela conduit à revoir l'évolution de la valeur ajoutée de +4,1 Md€, principalement du fait d'une hausse de la production (+4,3 Md€). Les consommations intermédiaires sont très peu revues du fait de révisions qui, in fine, se compensent.

Le solde des revenus de la propriété des assurances est amélioré au compte semi-définitif. Du côté des reçus (révision de +2,9 Md€) la principale révision s'explique par la prise en compte des nouvelles données des assurances (+3 Md€ sur les intérêts reçus par les assureurs). Les revenus de la propriété versés sont également revus à la hausse mais dans une moindre mesure (+1,9 Md€) du fait du changement de méthode sur le calcul de la marge financière des assureurs vie (qui entraîne une hausse des revenus attribués aux assurés de +2,5 Md€), atténué par l'intégration des données sources.

Au total le solde des revenus primaires est révisé de 5,2 Md€, en lien principalement avec la révision de la valeur ajoutée. Le changement de méthode de calcul des indemnités ajustées conduit à revoir la différence primes moins indemnités de -1 Md€. En outre, depuis l'élaboration du compte définitif 2013, l'évolution des impôts acquittés par le S12 est donnée par les états comptables, plutôt que par la reconduction d'une clef fixe imposant la répartition de l'impôt par secteur contrepartie. A ce titre, l'impôt sur le revenu est révisé de +1,1 Md€. Notons enfin que l'investissement est également rehaussé de 0,9 Md€, en lien avec les différents changements de méthodes (notamment l'amélioration du partage France / hors France) et l'intégration des nouvelles données sources. Il en résulte une révision à la hausse du B9 des assureurs de +2,4 Md€.

Les auxiliaires financiers

Le compte des auxiliaires financiers est revu au SD suite à l'intégration des données É sane qui conduit à revoir l'évolution de la valeur ajoutée à la baisse (+ 3,5 % contre + 5,6 % au provisoire), de même que les rémunérations (+ 5,0 % en 2014 contre +2,1 % au provisoire) et les salaires (révision de l'évolution de +3,3 points).

Les intermédiaires financiers

L'évolution de la valeur ajoutée des intermédiaires financiers est peu révisée pour ce compte provisoire mais cela masque des mouvements plus importants, notamment sur la production. En effet, la production marchande des institutions de dépôts est révisée en 2014 à la hausse de + 1 Md€, celle des fonds d'investissements non monétaires de +0,2 Md€ et celle des autres intermédiaires financiers à hauteur de +0,7Md€. Ces révisions proviennent des données de la Banque de France qui revoit également la production de Sifim des institutions de dépôts à la baisse (-0,9 Md€). En prenant en compte les révisions observées lors de la construction du compte 2013 définitif l'évolution de la production marchande des intermédiaires financiers est revue de +1 Md€ (à +4,5 % contre +3,8 % au compte provisoire). On observe une révision de même ampleur sur les consommations intermédiaires, de sorte que la valeur ajoutée des banques n'est revue que de -0,1 Md€.

Le compte d'exploitation est peu revu. La nouvelle évolution reprend l'information contenue dans les états comptables des banques mais une cale de +500 M€ a malgré tout été introduite pour limiter la baisse spontanée des impôts. Cette cale est motivée par la cohérence avec le compte des SNF (dont les impôts, par solde, augmentaient sensiblement).

L'évolution 2013-2014 du solde des revenus primaires est révisée de +2,3 Md€ dont +1,8 Md€ dus à une révision de l'évolution des revenus de la propriété reçus, à savoir :

- les intérêts bruts reçus (anciennement hors correction Sifim) sont révisés dans les données sources du Sesof de -1,9 Md€ au compte 2013 définitif et de + 1,0 Md€ au 2014 semi définitif. Au total, l'évolution des intérêts bruts est révisée de + 3 Md€.
- Les dividendes reçus sont également révisés en évolution de -1,4 Md€, (révision de la source Banque de France).

La révision de l'évolution des revenus de la propriété versés (-0,8 Md€) résulte d'une baisse des intérêts bruts versés au semi définitif 2014 (-0,4 Mds€) et d'une révision à la baisse plus marquée enregistrée dans le compte définitif 2013 (-1,1 Md€). L'évolution des dividendes versés est également revue à la baisse (- 1,0 Md€), en lien avec la révision enregistrée au compte définitif 2013.

Tableau B.15 : comptes des sociétés financières

	2014 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2014_PROV	2014_SD	Révisions	Total	2013DEF	2014SD
Valeur ajoutée	96,1	0,1	4,2	4,1	3,8	-1,7	2,1
Institutions financières	69,9	6,4	6,2	-0,2	-0,1	0,0	-0,2
Assurances	15,0	-27,4	-3,8	23,6	4,1	-1,7	2,5
Auxiliaires financiers	11,2	5,6	3,5	-2,1	-0,2	0,0	-0,2
Rémunération des salariés	51,4	0,6	1,3	0,6	0,3	-0,5	-0,2
Revenus de la propriété versés	231,4	-4,4	-3,3	1,1	2,6	-0,7	1,9
Intérêts versés	127,5	-6,0	-5,7	0,3	0,5	-1,1	-0,6
Dividendes versés	26,0	1,8	-0,6	-2,4	-0,6	0,7	0,0
Rev. de la prop. attribués aux assurés	77,5	-3,5	0,3	3,9	3,0	-0,5	2,5
Revenus de la propriété reçus	233,9	-4,9	-3,6	1,3	3,3	-1,6	1,7
Intérêts reçus	172,3	-8,1	-5,6	2,5	4,5	-0,4	4,1
Dividendes reçus	41,1	4,9	-1,2	-6,0	-2,5	0,2	-2,3
Impôts sur le revenu et le patrimoine	15,4	-12,3	1,9	14,2	2,3	-1,2	1,1
Primes nettes d'assurance dommage	64,1	3,5	-2,8	-6,3	-4,2	-0,1	-4,3
Indemnités d'assurance dommage	64,8	2,1	-2,6	-4,8	-3,2	-0,3	-3,5
Prestations sociales versées	31,9	2,3	5,0	2,7	0,8	0,6	1,4
Epargne brute	18,3	-11,7	-6,5	5,1	1,3	-2,2	-1,0
Formation brute de capital fixe	17,7	4,8	19,6	14,9	2,2	-0,5	1,6
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	1,8	1,1	0,5	-0,6	-0,6	0,4	-0,2
Capacité de financement (Md€)	2,1	-2,2	-3,8	-1,6	-1,6	-1,3	-2,9

B.3.3. LE POUVOIR D'ACHAT DU RDB DES MÉNAGES SE REDRESSE MOINS FORTEMENT QU'AU COMPTE PROVISOIRE

La croissance du revenu disponible est moins soutenue dans le compte semi-définitif que dans le compte provisoire (respectivement +0,8 % et +1,1 %) :

- la progression des salaires nets reçus est fortement révisée (-0,7 point, soit -4,9 Md€) du fait de l'intégration de la statistique d'entreprise. Cette révision est un peu atténuée par celle du revenu mixte des entrepreneurs individuels qui est revu à la hausse (-1,0 % au SD contre -1,2 % au provisoire, soit +0,2 Md€ en évolution) ;
- l'évolution du solde des revenus de la propriété est révisé en hausse (+2,5 Md€ sur l'année 2014), essentiellement du fait des revenus attribués aux assurés, en lien avec les modifications apportées au compte des assurances ;
- l'évolution des transferts courants nets reçus est révisée en 2014 de -1,1 Md€, principalement du fait de la révision au définitif 2013 par la balance des paiements.

Tableau B.16 : compte des ménages

	2014 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2014_PROV	2014_SD	Révisions	Total	2013DEF	2014SD
Revenus d'activité nets (1)	797,3	1,1	0,5	-0,6	-4,8	-3,4	-8,2
Revenu mixte	85,8	-1,2	-1,0	0,2	0,2	-4,1	-3,9
Salaires reçus	711,4	1,3	0,6	-0,7	-4,9	0,7	-4,3
Revenus du patrimoine (2)	282,1	-0,4	0,7	1,1	3,1	-3,2	0,0
EBE des ménages purs	171,9	0,7	1,2	0,4	0,7	-0,5	0,2
Revenus de la propriété reçus	126,7	-4,5	-3,0	1,4	2,0	-2,6	-0,7
Revenus de la propriété versés	16,4	-16,8	-19,1	-2,3	-0,5	0,0	-0,4
Cotisations sociales des salariés et non salariés	148,5	3,0	3,1	0,0	0,1	0,4	0,4
Cotisations sociales APU	120,0	3,1	3,2	0,1	0,1	0,2	0,3
Cotisations sociales hors APU	28,5	2,8	3,3	0,4	-0,1	0,2	0,1
Prestations sociales en espèces reçues (3)	468,3	2,3	2,2	-0,1	-0,6	0,6	0,0
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (4)	212,4	1,4	1,5	0,2	0,4	1,2	1,6
<i>Impôts sur le revenu</i>	189,0	0,9	1,1	0,2	0,4	1,2	1,6
Transfert courants reçus nets (Md€) (5)	-2,4	-0,2	-1,3	-1,1	-1,1	1,6	0,5
Revenu disponible brut	1 332,9	1,1	0,8	-0,3	-3,7	-5,7	-9,4
Dépense de consommation finale	1 140,9	0,6	0,8	0,2	2,3	-0,5	1,9
Transferts sociaux en nature reçus	378,6	2,1	2,3	0,2	0,6	0,1	0,7
<i>Transferts sociaux en nature marchands</i>	127,9	2,8	2,7	-0,1	-0,1	0,0	-0,1
<i>Transferts sociaux en nature non-marchands</i>	250,7	1,8	2,1	0,3	0,7	0,2	0,9
Consommation finale effective	1 519,5	0,9	1,1	0,2	3,0	-0,3	2,6
Épargne brute	192,1	4,3	1,2	-3,1	-6,0	-5,2	-11,2
Formation brute de capital fixe	117,4	-3,5	-2,2	1,3	1,5	0,5	2,0
<i>EI</i>	9,2	1,1	-4,5	-5,6	-0,5	-0,5	-1,0
<i>ménages purs</i>	108,2	-3,9	-2,0	1,9	2,1	1,0	3,0
Capacité de financement (en Md€)	69,5	11,2	4,0	-7,3	-7,3	-5,0	-12,3

RDB = (1) + (2) + (3) - (4) + (5)

Au total, en 2014, le revenu disponible brut (RDB) des ménages est revu de 9,4 Md€ entre les comptes provisoire et semi-définitif. Compte tenu des révisions apportées également sur 2013, le RDB progresse de +0,8 % (contre +1,1 % lors du compte provisoire).

Dans le même temps, en 2014, la dépense de consommation des ménages est révisée de +2,3 Md€ par rapport au compte provisoire (cf. note sur le TES), de sorte que l'évolution du taux d'épargne est revue de -0,4 point à 14,4 %, cf. tableau B.17). En conséquence, le taux d'épargne est en très légère hausse alors qu'il se redressait vigoureusement dans la campagne de comptes précédente.

Le prix des dépenses de consommation finale des ménages étant également revu à la hausse, l'évolution du pouvoir d'achat du RDB est plus basse de 0,4 point au compte semi-définitif, mais reste positive (+0,7 %). Par unité de consommation, le pouvoir d'achat du RDB augmente en 2014 de +0,3 %, contre +0,7 % au compte définitif.

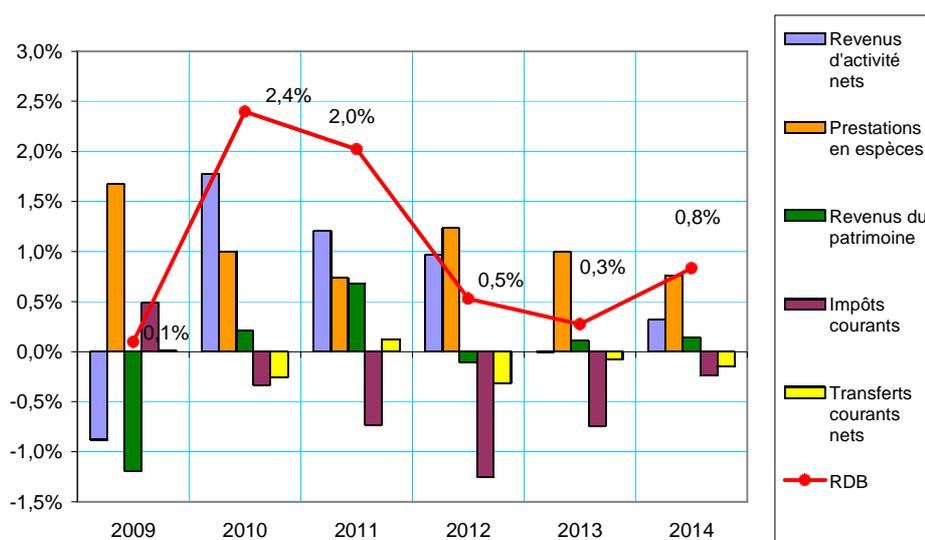
Graphique B.8 : Contributions à l'évolution du revenu disponible brut


Tableau B.17 : principaux ratios du compte des ménages

	2014 SD en niveau	Evolutions (en points)			Rev en niveau (en pts)	
		2014_PROV	2014_SD	Révisions	2013DEF	2014SD
Taux d'épargne (En %)	14,4	0,5	0,1	-0,4	-0,3	-0,7
Taux d'épargne financière (En %)	5,2	0,8	0,3	-0,5	-0,4	-0,9
Pouvoir d'achat du RDB (en évol)	0,7	1,1	0,7	-0,4		
Pouvoir d'achat du RDB par UC (en évol)	0,3	0,7	0,3	-0,4		

B.3.4. LE DÉFICIT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EST LÉGÈREMENT DÉGRADÉ

En 2014, le besoin de financement des administrations publiques (APU) est accru de 0,7 Md€ par rapport à la notification EDP d'octobre 2015. Le besoin de financement des administrations centrales augmente ainsi de 0,6 Md€, celui des APUL baisse de 0,1 Md€ et celui des administrations de sécurité sociale est presque inchangé. En part de PIB, le déficit notifié des APU atteint 4,0 %, contre 3,9 % lors de la notification EDP d'octobre 2015.

Administrations centrales

Le besoin de financement de l'État est dégradé de 577 M€. La révision s'explique principalement par les créances au titre du CICE (revues de +380 M€) et du CIR (+240 M€), légèrement contrebalancées par la dépense fiscale rehaussée de +270 M€ depuis le dernier PLF. Depuis le changement de SEC en effet, les crédits d'impôts doivent être enregistrés en dépense plutôt qu'en moindre impôt comme c'était le cas auparavant. Pour les crédits d'impôts reportables, comme le CIR et le CICE, on inscrit donc en dépense la créance fiscale acquise par les entreprises. La dépense fiscale de l'Etat est elle utilisée pour estimer l'impôt qui aurait été perçu par l'État en l'absence du crédit d'impôt Il en ressort donc un impact négatif sur le solde public. Au total, l'impact des crédits d'impôt est de 478 M€ sur la révision du déficit de l'État.

A cela s'ajoute une révision sur les remises de dettes (-185 M€, au titre des C2D), une correction de droit constaté sur l'AFITF (-138 M€), et, à l'inverse +128 M€ due aux transferts entre l'État et le CEA.

Sur les ODAC les révisions se compensent de sorte que la révision totale est minime.

Administrations de sécurité sociale

Le déficit des administrations de sécurité sociale est très peu revu depuis la notification d' octobre 2015, la petite partie du champ non couverte par le SD avancé ayant très peu d'impact sur le déficit.

Administrations publiques locales

Le besoin de financement est dégradé de 130 M€. Les principales révisions portent sur l'investissement (+556 M€) du fait d'une révision de la correction crédit bail (correction INSEE) et de la livraison d'un PPP (collège en Seine St Denis), compensée en partie par l'intégration de la Société du Grand Paris dans le champ des ODAL (neutre sur le B9 des APU) qui vient réduire le déficit des APUL de 200 M€.

Tableau B.18 : ratios et soldes des administrations publiques

	Niveaux 2014		Rév 2014	Niveaux 2013		Rév 2013
	SD	SDA		DEF	SD	
Capacité ou besoin de financement (Md€)	-84,8	-84,1	-0,7	-85,4	-86,4	1,0
Administrations publiques centrales (Md€)	-72,4	-71,8	-0,5	-68,2	-68,7	0,5
Administrations publiques locales (Md€)	-4,6	-4,5	-0,1	-8,3	-8,5	0,2
Administrations de sécurité sociale (Md€)	-7,9	-7,8	0,0	-8,8	-9,1	0,3
Taux de PO (%)	44,8	44,9	-0,1	44,8	44,7	0,1
Déficit / PIB (%)	-4,0	-3,9	0,0	-4,0	-4,1	0,0

B.3.5. LE BESOIN DE FINANCEMENT DE LA NATION SE CREUSE EN 2014

La prise en compte d'informations plus récentes en provenance des douanes et de la balance des paiements conduit à revoir le solde des échanges extérieurs à la baisse en 2014 (-2,8 Md€, à -42,5 Md€), du fait d'une révision à la hausse du niveau des importations en 2014 supérieure à celle des exportations en valeur.

Le solde des opérations de répartition est également dégradé au compte semi-définitif, du fait des révisions enregistrées sur les revenus de la propriété. L'évolution du solde des revenus de la propriété est en effet revue de -9,6 Md€, ce qui s'explique par une révision à la baisse des intérêts nets reçus (-8,3 Md€) et des dividendes nets reçus (-5,5 Md€), compensée par une révision à la hausse des bénéfices réinvestis d'investissements directs à l'étrangers (+2,4 Md€). Au total, alors que le solde des opérations de répartitions croissait de +6,9 % au compte provisoire, il se dégrade de -6,7 % au compte semi-définitif. Il en résulte une révision du besoin de financement de la nation de -9,7 Md€, à -62,6 Md€ (soit -2,9 % de PIB, après -2,5 %). Le besoin de financement de la nation reste donc élevé alors qu'il diminuait au compte provisoire.

Tableau B.19 : quelques éléments issus du compte du reste du monde (vision secteur résident)

	2014 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2014_PROV	2014_SD	Révisions	Total	2013DEF	2014SD
Solde des échanges extérieurs (Md€)	-42,5	0,1	-2,7	-2,8	-2,8	-0,5	-3,3
Exportations	619,5	1,4	2,4	0,9	5,8	1,9	7,6
Exportations de biens (FAB)	446,1	0,7	0,7	0,0	0,0	-0,3	-0,3
Importations	662,0	1,3	2,6	1,3	8,6	2,4	10,9
Importations de biens (FAB)	483,0	-0,8	-0,5	0,3	1,6	2,9	4,5
Solde des opérations de répartition (Md€)	-26,8	6,9	-6,7	-13,6	-13,6	-3,6	-17,2
Rémunérations des salariés (Md€)	16,8	1,3	0,7	-0,6	-0,6	0,9	0,3
Subventions nettes d'impôts (Md€)	6,3	-0,3	-0,2	0,1	0,1	0,0	0,0
Revenus de la propriété (Md€)	5,3	8,0	-1,6	-9,6	-9,6	-4,5	-14,0
Cotisations et prestations sociales (Md€)	-11,2	-0,3	0,6	-0,3	-0,3	-0,5	-0,8
Impôts et autres transferts courants (Md€)	-42,8	-1,8	-3,4	-1,6	-1,6	0,1	-1,5
Transferts en capital (Md€)	-1,1	0,1	-1,5	-1,6	-1,6	0,4	-1,2
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (Md€)	-69,2	7,0	-9,3	-16,3	-16,3	-4,0	-20,3
<i>En % du PIB (évolution en points)</i>	<i>-3,2</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,7</i>			

C. Principales révisions intervenues sur le compte provisoire 2015 par rapport à la première estimation des comptes trimestriels pour le 1^{er} trimestre 216

Tableau C.1 : fiche de PIB en volume, révisions du compte 2015

	Niveaux au SD 2014 Md€ courants	PE du T1 2016 (%) CJO	Prov. 2015 (%) CJO	Ecart (pt)	Prov. 2015 (%) non CJO
PIB	2 141,4	1,2	1,2	0,0	1,3
Importations	663,5	6,4	6,4	-0,1	6,6
Dépenses de consommation des ménages	1 141,8	1,4	1,5	0,1	1,5
Dépenses de consommation des APU	515,7	1,5	1,4	-0,1	1,4
FBCF totale	466,2	0,0	0,9	0,9	1,0
dont ménages	108,2	-2,7	-0,8	1,9	-0,8
dont ENF	256,3	2,1	2,7	0,6	2,8
dont sociétés financières	17,8	-1,0	6,4	7,4	6,5
dont APU	79,4	-3,0	-3,8	-0,8	-3,8
Exportations	620,4	6,1	6,0	-0,2	6,1
Contributions à l'évolution du PIB :					
Demande intérieure hors stocks		1,1	1,3	0,2	1,3
<i>Consommation des ménages</i>		0,7	0,8	0,0	0,8
<i>Consommation des APU</i>		0,4	0,3	0,0	0,3
<i>FBCF totale</i>		0,0	0,2	0,2	0,2
Variations de stocks		0,3	0,1	-0,2	0,1
Commerce extérieur		-0,3	-0,3	0,0	-0,3

Tableau C.2 : fiche de PIB en valeur, révisions du compte 2015

	Niveaux au SD 2014 Md€ courants	PE du T1 2016 (%) CJO	Prov. 2015 (%) CJO	Ecart (pt)	Prov. 2015 (%) non CJO
PIB	2 141,4	2,4	1,9	-0,6	1,9
Importations	663,5	3,3	3,2	-0,1	3,5
Dépenses de consommation des ménages	1 141,8	1,3	1,3	0,0	1,3
Dépenses de consommation des APU	515,7	1,3	1,2	-0,1	1,2
FBCF totale	466,2	0,0	0,6	0,6	0,7
dont ménages	108,2	-2,1	-0,6	1,5	-0,6
dont ENF	256,3	2,2	2,5	0,3	2,6
dont sociétés financières	17,8	-0,9	6,5	7,4	6,6
dont APU	79,4	-3,9	-5,2	-1,2	-5,1
Exportations	620,4	6,2	5,5	-0,7	5,7
Contributions à l'évolution du PIB :					
Demande intérieure hors stocks		1,1	1,2	0,1	1,2
<i>Consommation des ménages</i>		0,7	0,7	0,0	0,7
<i>Consommation des APU</i>		0,3	0,3	0,0	0,3
<i>FBCF totale</i>		0,0	0,1	0,1	0,2
Variations de stocks		0,6	0,1	-0,5	0,1
Commerce extérieur		0,8	0,6	-0,2	0,6

C.1. SOURCES DE RÉVISION DU PIB AU COMPTE PROVISOIRE PAR RAPPORT À LA PREMIÈRE ESTIMATION DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

Les comptes trimestriels publiés lors de la première estimation du 1^{er} trimestre 2016 (publiés le 29 avril 2016) ont fourni une estimation de la croissance de l'activité en 2015. Ils étaient fondés sur des relations d'étalonnages, construites entre des indicateurs conjoncturels annualisés et les comptes annuels correspondant sur longue période (dans leur version publiée le 13 mai 2015) en base 2010.

Chaque année lors de la confection d'un compte provisoire, trois sources habituelles conduisent à des révisions significatives. En premier lieu, les relations d'étalonnages sont ré-estimées en intégrant les deux derniers points annuels : les comptes définitif et semi-définitif de la campagne en cours (soit dans le cas présent les comptes définitif 2013 et semi-définitif 2014). Ceci modifie la dynamique des agrégats macro-économiques sur la fin de période.

Outre ces révisions liées aux ré-estimations des modèles économétriques, le compte provisoire intègre chaque année un calage sur certaines données annuelles : le compte des administrations publiques, celui des sociétés financières, celui des institutions sans buts lucratifs au service des ménages (ISBLSM), ainsi que le compte de l'agriculture.

Enfin, le compte provisoire intègre les résultats d'une concertation avec les comptables annuels. Elle se fait dans un premier temps sur les données de consommation, avec la section consommation de la division Synthèses des biens et services. Elle se fait ensuite sur les équilibres ressources-emplois (ERE) avec les responsables secteurs-produits (RSP). Cette concertation est l'occasion d'intégrer des informations non prises en compte en période courante, en essayant d'anticiper au mieux les méthodes d'évaluation qui sont employées lors d'un compte semi-définitif. Elle permet aussi de veiller, davantage que ce n'est le cas en période courante, à la cohérence d'ensemble des ERE en volume et en prix.

C.1.1. LE PIB EN VOLUME DANS LA MÉCANIQUE DE CONSTRUCTION DU COMPTE

La croissance en volume est rehaussée de 0,03 point en 2015

La révision est précisément de +0,03 point en données CJO (cf. tableau C.3). Pour comparer la nouvelle estimation à celle de la première estimation (PE) du 29 avril 2016, on suit la mécanique de construction du PIB dans les comptes trimestriels, qui mélange trois approches (en première approximation : approche production pour les biens, approche demande pour les services et approche revenus pour l'administration publique). Pour l'année 2015, la composante « biens » révisé à la hausse et les deux autres à la baisse.

Les équilibres ressources-emplois de type « biens » (agriculture, industrie manufacturière, transports) sont construits dans l'optique « production » et soldés sur les variations de stocks (ainsi que sur les marges de transport pour le produit « transports »). Ils contribuent à hauteur de +0,10 pt à la révision du PIB.

Pour ces produits, la réestimation des modèles d'étalonnage ainsi que la concertation avec les RSP ont conduit à rehausser la production de 0,04 pt (arrondi inchangé à + 0,5 %). Les consommations intermédiaires dans ces produits n'ont quasiment été révisées. Cumulées, les révisions de la production et des consommations intermédiaires en « biens » contribuent donc à la révision du taux de croissance du PIB à hauteur de +0,05 pt.

Par ailleurs Les marges de commerce sur les « biens » sont fortement révisées et contribuent à hauteur de +0,08 pt à la révision du taux de croissance du PIB : cette révision des marges de commerce est à relier à celle de la consommation en biens (cf. infra). Enfin les révisions des marges de transport et des impôts nets des subventions sur produits contribuent marginalement à la baisse à la révision du taux de croissance du PIB (-0,01 pt dans les deux cas).

Les ERE de type « services » (services hors administration et transports, mais y compris construction et eau, gaz et électricité) sont construits selon l'approche « demande » et soldés sur la production. Ils contribuent à hauteur de -0,06 point à la révision du PIB. Les révisions portent principalement sur la FBCF et les échanges extérieurs, à un degré moindre sur la consommation.

- Les révisions apportées aux dépenses de consommation des ménages en « services » sont globalement faibles, elles contribuent à hauteur de -0,04 pt la révision du PIB.
- La FBCF, dont la majeure partie correspond à la construction, est révisée en hausse sensible et contribue à la révision du PIB à hauteur de +0,19 pt. La révision est particulièrement importante sur le logement.
- Les révisions des échanges extérieurs de « services » sont également importantes, avec l'intégration de nouvelles informations de la Balance des Paiements. Exportations et importations sont révisées en baisse, mais la révision est plus forte sur les exportations de sorte que la révision du solde contribue à hauteur de -0,20 pt à celle du PIB. Les échanges extérieurs de services demeurent toutefois très dynamiques.

Enfin, l'**ERE du produit administration**, qui relève de l'approche « revenus » (production estimée par la somme des coûts : rémunérations, consommations intermédiaires et consommation de capital fixe), ne contribue qu'à hauteur de -0,01 point à la révision de la croissance du PIB.

Tableau C.3 : contributions, dans l'approche construction du PIB, des différentes opérations à l'évolution du PIB en volume (CJO)

	PE du T1 2016 (%)	Prov. 2015 (%)	Révision (%)
PIB	1,19	1,21	0,03
Approche « biens »	0,61	0,72	0,10
Production	0,49	0,54	0,04
Emplois intermédiaires	-0,49	-0,49	0,00
Impôts nets des subventions sur produits	0,14	0,13	-0,01
Marges de transport	0,01	0,00	-0,01
Marges commerciales	0,46	0,54	0,08
Approche « services »	0,49	0,42	-0,06
Consommation finale effective des ménages	0,52	0,48	-0,04
Consommation collective effective (hors administration)	0,01	0,01	0,00
FBCF	-0,10	0,09	0,19
Variations de stocks	-0,02	-0,04	-0,02
Solde extérieur	0,07	-0,12	-0,20
Approche « revenus »	0,08	0,07	-0,01
Consommation collective effective en administration	0,09	0,07	-0,02
Consommation individuelle effective en administration	0,00	0,01	0,01

C.1.2. LE DÉFLATEUR DU PIB DANS LA MÉCANIQUE DE CONSTRUCTION DU COMPTE

Le déflateur du PIB est en revanche revu en baisse sensible (- 0,6 pt, à + 0,6 %). La révision provient en grande partie des « biens » (-0,48 pt de contribution), et plus précisément des prix des consommations intermédiaires en biens (contribution de -0,40 pt) qui ont été révisés à la hausse. En approche demande, cette révision en hausse du prix des consommations intermédiaires en biens a pour contrepartie une révision à la baisse du prix des stocks. Les révisions en prix sur les marges commerciales comme sur les impôts nets des subventions sur les produits jouent également à la baisse (-0,04 pt de contribution dans les deux cas).

Les « services » expliquent également une partie de la révision du déflateur du PIB, certes plus faible (-0,13 pt de contribution), via principalement la révision en baisse du déflateur de la consommation de services d'assurance-vie (elle-même liée à la prise en compte d'informations indiquant une diminution plus marquée qu'anticipé des rendements des contrats d'assurance-vie) et du déflateur de la FBCF en construction.

Tableau C.4 : contributions, dans l'approche construction du PIB, des différentes opérations à l'évolution du PIB en prix (CJO)

Opération	PE du T1 2016 (%)	Prov. 2015 (%)	Révision (%)
PIB	1,18	0,58	-0,60
Approche « biens »	1,04	0,56	-0,48
Production	-0,69	-0,70	-0,01
Emplois intermédiaires	1,85	1,45	-0,40
Impôts nets des subventions sur produits	0,07	0,03	-0,04
Marges de transport	0,00	0,00	0,00
Marges commerciales	-0,18	-0,22	-0,04
Approche « services »	0,23	0,10	-0,13
Consommation finale effective des ménages	0,24	0,19	-0,05
Consommation collective effective (hors administration)	0,01	0,00	-0,01
FBCF	-0,03	-0,08	-0,04
Variations de stocks	0,01	-0,01	-0,02
Solde extérieur	-0,01	-0,01	0,00
Approche « revenus »	-0,03	-0,01	0,01
Consommation collective effective en administration	-0,03	-0,01	0,01
Consommation individuelle effective en administration	0,00	0,00	0,00

C.1.3. LE PIB EN VALEUR DANS LA MÉCANIQUE DE CONSTRUCTION DU COMPTE

La croissance du PIB en valeur révisé de 0,6 pt à la baisse, de +2,4 % à +1,9 %.

C.2. DANS L'APPROCHE DEMANDE : RÉVISIONS EN HAUSSE DE LA DEMANDE INTÉRIEURE, EN BAISSÉ DES VARIATIONS DE STOCKS

La contribution de la demande intérieure hors stocks est révisée en hausse (à + 1,3 pt au lieu de + 1,1 pt), tandis que celle des stocks est révisée de -0,2 pt. Celle du commerce extérieur (- 0,3 pt) est inchangée.

C.2.1. DÉPENSES DE CONSOMMATION DES MÉNAGES RÉVISÉES EN LÉGÈRE HAUSSE

Par rapport à la première estimation du T1 2016, la hausse des dépenses de consommation en volume des ménages en 2015 est légèrement accentuée : + 1,5 % au lieu de + 1,4 %.

Les révisions en 2015 résultent de l'intégration de nouvelles informations, qui ne peuvent pour la plupart pas l'être en période courante.

Les principales révisions concernent (cf. tableau C.5) :

- Les produits agricoles, dont la baisse de la consommation est atténuée (- 0,3 % au lieu de - 2,5 %).
- Les produits agro-alimentaires (+ 1,5 % au lieu de + 1,8 %). Pour ces produits comme pour les produits agricoles, les comptes trimestriels sont construits en valeur à partir d'indicateurs de la Banque de France puis déflatés par l'indice des prix à la consommation.
- Les services financiers (- 0,8 % au lieu de + 1,0 %), du fait de nouvelles données disponibles pour estimer la consommation de Sifim (qui correspond aux marges des banques sur les taux des crédits à la consommation consentis aux ménages).
- Les autres services marchands (+ 1,4 % au lieu de + 0,9 %) : la consommation en restauration est notamment revue à la hausse du fait de la prise en compte des indices TVA « rénovés » publiés en mars par l'Insee, qui prennent mieux en compte la démographie des entreprises petites et moyennes.

Tableau C.5 : Dépense de consommation des ménages par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD	PE du T1 2016	Prov. 2015 (%)	Contrib écart	SD 2014 (%)	Prov. 2015 (%)
	2014	(%)		total		
	Md€ courants	CJO	CJO		non CJO	non CJO
Produits agricoles	32,2	-2,5	-0,3	0,1	2,6	-0,3
Produits agro-alimentaires	173,2	1,8	1,5	0,0	-0,4	1,5
Énergie	96,8	1,7	1,4	0,0	-6,4	1,7
Biens fabriqués	239,4	2,5	2,7	0,0	1,9	2,8
Construction	17,8	-0,7	-0,8	0,0	-0,7	-0,8
Commerce	12,7	-0,5	-0,5	0,0	-2,0	-0,2
Transport	37,9	0,7	1,5	0,0	0,5	1,6
Services financiers	59,3	1,0	-0,8	-0,1	2,1	-0,8
Services immobiliers	222,2	1,3	1,2	0,0	1,1	1,2
Autres services marchands	190,2	0,9	1,4	0,1	0,6	1,5
Services non marchands	66,7	1,0	0,7	0,0	2,0	0,8
Correction territoriale	-6,5	-3,7	-11,3	0,0	-35,1	-11,3
Total	1 141,8	1,4	1,5	0,1	0,7	1,5

Le déflateur des dépenses de consommation est révisé de -0,1 pt (-0,07 pt précisément) : il s'établissait à -0,1 % lors de la première estimation du 1^{er} trimestre, contre -0,2 % dans le compte provisoire. La baisse est principalement imputable aux services financiers (assurance-vie). En revanche le déflateur de la dépense de consommation d'autres services marchands est revu en hausse, notamment sur les services de télécommunication : il s'établit maintenant à +0,7 % au lieu de -0,1 %.

Au final, le déflateur de la consommation des ménages diminue de 0,2 %, tandis que l'indice des prix à la consommation (IPC) est stable (0,0 %) en moyenne annuelle. Un écart de 0,2 pt est très fréquent.

C.2.1. LES DÉPENSES DE CONSOMMATION DES APU SONT REVUES EN LÉGÈRE BAISSÉ

La hausse des dépenses de consommation des APU est abaissée de 0,1 pt, à +1,4 % (cf. tableau C.6). Cette révision s'explique essentiellement par la consommation collective en services non marchands, qui représente environ 85 % du total de la consommation totale des administrations publiques. La consommation en services non marchands est égale à la production non marchande correspondante, calculée conventionnellement comme la somme de ses coûts : rémunérations, consommations intermédiaires et consommation de capital fixe. Les révisions sont sur ce compte de faible ampleur, en particulier parce que l'évolution annuelle des dépenses de consommations intermédiaires des APU avait été correctement anticipée par les comptes trimestriels.

Tableau C.6 : Dépense de consommation des APU par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD	PE du T1 2016	Prov. 2015 (%)	Contrib écart	Prov. 2015 (%)
	2014	(%)		total	
	Md€ courants	CJO	CJO		non CJO
Produits fabriqués	29,4	5,5	5,1	0,0	5,2
Transports	3,1	2,6	2,7	0,0	2,7
Services immobiliers	15,4	0,6	1,3	0,0	1,3
Autres services marchands	32,7	2,3	1,8	0,0	1,8
Services non marchands	434,7	1,2	1,1	-0,1	1,1
dont collective	170,5	1,1	0,9	-0,1	0,9
dont individualisable	264,1	1,2	1,2	0,0	1,2
Total	516,0	1,5	1,4	-0,1	1,4

C.2.3. LA FBCF EST NETTEMENT REVUE À LA HAUSSE

Alors qu'il stagnait en 2015 lors de la première estimation du 1^{er} trimestre 2016, l'investissement est maintenant orienté à la hausse : + 1,0 % en données brutes.

Par produit, la contraction de l'investissement dans la construction est globalement atténuée, du fait notamment des nouvelles estimations relatives à la construction de logements neufs. La prise en compte de ces nouvelles données, ainsi que de la forte reprise des transactions immobilières à partir du printemps 2015 (dont les frais liés, comme les droits de mutation à titre onéreux, les frais d'agences immobilières ou les honoraires d'architectes, sont comptabilisés en FBCF en services aux entreprises), explique la révision en nette hausse de la FBCF des ménages (- 0,8 % au lieu de - 2,7 % CJO).

En revanche, malgré un investissement en construction mieux orienté (notamment du fait de la prise en compte de la livraison du site « Balard », nouveau siège du Ministère de la défense), la contraction de la FBCF des APU est accentuée (- 3,8 % au lieu de -3,0 % CJO) avec la prise en compte des informations sur les achats de matériels de transport (principalement des équipements militaires).

Enfin, le dynamisme de la FBCF des ENF est accentué (+ 2,7 % au lieu de + 2,1 % CJO). Pour les ENF, la révision n'est pas imputable à la construction, mais à la FBCF en produits manufacturés et en services aux entreprises.

Tableau C.7 : FBCF par secteur institutionnel et par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD	PE du T1 2016		Contrib écart total	Prov. 2015 (%) non CJO
	2014 Md€	(%) CJO	Prov. 2015 (%) CJO		
Entreprises non financières	256,1	2,1	2,7	0,3	2,8
<i>dont biens fabriqués</i>	85,3	2,1	3,0	0,2	3,2
<i>dont BTP</i>	67,2	0,5	-0,3	-0,1	-0,3
<i>dont "services aux entreprises"</i>	103,6	3,1	4,3	0,3	4,3
Ménages	108,2	-2,7	-0,8	0,4	-0,8
<i>dont bâtiment</i>	88,8	-4,3	-3,1	0,2	-3,1
<i>dont services aux entreprises</i>	19,4	4,7	9,8	0,2	9,8
Administrations publiques	79,4	-3,0	-3,8	-0,1	-3,8
<i>dont matériels de transports</i>	4,7	9,8	-11,6	-0,2	-11,6
<i>dont BTP</i>	48,7	-6,7	-4,7	0,2	-4,7
<i>dont services aux entreprises</i>	21,8	2,2	0,3	-0,1	0,3
Sociétés financières	17,8	-1,0	6,4	0,3	6,5
Total	465,9	0,0	0,9	0,9	1,0

L'investissement des sociétés financières est fortement révisé à la hausse (+6,4 % au lieu de -1,0 % CJO) avec l'intégration de leur compte provisoire. L'information demeure très parcellaire sur ce secteur institutionnel. L'amplitude de la révision sur l'année 2015 n'a rien d'exceptionnel.

C.2.4. DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS TOUJOURS DYNAMIQUES

Les échanges extérieurs contribuaient négativement à la croissance du PIB dans l'estimation précédente, à hauteur de 0,3 pt ; c'est toujours le cas au compte provisoire.

Les révisions sont d'origines diverses. Elles reposent notamment sur celles des sources en valeur :

- Les données des Douanes en valeur, relatives aux échanges de biens, sont globalement peu révisées ;
- Les données de la balance des paiements indiquaient des échanges de services en valeur sensiblement moins dynamiques, principalement sur les exportations. Compte tenu du caractère parcellaire de l'information dont dispose la balance des paiements pour un compte provisoire (en particulier, les informations disponibles se limitent au champ des déclarants directs généraux - DDG - c'est-à-dire aux entreprises de grande taille), seule une partie de la révision a été intégrée dans les flux en valeur d'exportations et d'importations de services des comptes nationaux.

A ces révisions en valeur s'ajoutent quelques révisions en prix, principalement à la baisse sur les exportations (ce qui contribue à limiter en volume la révision à la baisse des exportations).

Malgré ces révisions, les importations comme les exportations demeurent dynamiques en 2015, notamment par comparaison avec un commerce mondial en ralentissement.

Tableau C.8 : Exportations par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD	PE du T1 2016	Prov. 2015 (%)	Contrib écart total	Prov. 2015 (%)
	2014 Md€	(%) CJO	CJO		non CJO
Produits agricoles	15,4	6,3	6,8	0,0	7,0
Produits agro-alimentaires	44,2	2,6	3,1	0,0	3,3
Énergie	27,0	11,3	8,1	-0,1	8,2
Biens d'équipement	82,6	3,7	4,8	0,2	5,0
Matériels de transport	97,0	10,5	10,6	0,0	10,7
Autres biens	180,8	2,3	5,1	0,8	5,4
Commerce	5,5	10,9	9,9	0,0	9,9
Transport	30,0	7,2	4,7	-0,1	4,7
Services financiers	13,4	25,0	9,2	-0,3	9,2
Autres services marchands	80,6	12,4	9,6	-0,4	9,6
Services non marchands	0,7	4,0	0,0	0,0	0,0
Correction territoriale	43,2	-0,9	-4,4	-0,2	-4,4
Total	620,4	6,1	6,0	-0,2	6,1

Tableau C.9 : Importations par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD	PE du T1 2016	Prov. 2015 (%)	Contrib écart total	Prov. 2015 (%)
	2014 Md€	(%) CJO	CJO		non CJO
Produits agricoles	12,2	1,9	1,3	0,0	1,5
Produits agro-alimentaires	37,8	2,8	3,6	0,0	4,1
Énergie	78,1	4,5	5,1	0,1	5,2
Biens d'équipement	102,6	5,0	7,6	0,4	8,1
Matériels de transport	72,4	14,3	11,1	-0,3	12,0
Autres biens	197,6	4,4	4,9	0,1	5,1
Commerce	8,5	9,9	8,9	0,0	8,9
Transport	42,6	7,6	3,8	-0,2	3,8
Services financiers	5,5	6,7	14,4	0,1	14,4
Autres services marchands	85,0	11,2	11,4	0,0	11,4
Services non marchands	0,8	15,6	0,0	0,0	0,0
Correction territoriale	36,7	-0,4	-3,1	-0,1	-3,1
Total	663,5	6,4	6,4	-0,1	6,6

C.2.5. UNE CONTRIBUTION LÉGÈREMENT POSITIVE DES VARIATIONS DE STOCKS

La première estimation du 1^{er} trimestre 2016 faisait état d'une contribution positive des variations de stocks à la croissance en volume, à hauteur de +0,3 pt. Dans le compte provisoire, le stockage est confirmé, mais sa contribution en volume n'est plus que de +0,1 pt. Les révisions sur les variations de stocks découlent des concertations avec les RSP et du calage sur les exogènes

C.2.6. PRODUCTION, VALEUR AJOUTÉE ET PRODUCTIVITÉ APPARENTE DU TRAVAIL

La hausse de la production totale est confirmée (+ 1,4 % en données brutes)

La production totale des branches en volume progresse de +1,4 % en données brutes. En données CJO, l'évolution de la production est révisée en très légère baisse (arrondi toutefois inchangé à + 1,3 %).

L'estimation de la production est très peu révisée dans les branches de biens. La baisse de la production dans la construction est quelque peu atténuée (- 2,2 % au lieu de - 2,8 % CJO). Dans les services, la révision à la baisse de la production en volume de services financiers (Sifim principalement) l'emporte sur les révisions à la hausse dans les branches commerce et transports. Sauf pour les services financiers, les révisions proviennent des nouvelles relations d'étalonnage intégrant les révisions des comptes annuels et de la concertation avec les RSP, dont les ERE sont élaborés à un niveau plus détaillé que dans la mécanique des comptes trimestriels.

Tableau C.10 : Production par branches (volumes chaînés)

	Niveaux au SD	PE du T1 2016	Prov. 2015 (%)	Contrib écart total	Prov. 2015
	2014	(%)	CJO		(%)
	Md€	CJO	CJO		non CJO
Produits agricoles	87,7	-0,7	-2,2	0,0	-2,2
Produits agro-alimentaires	159,2	0,5	0,9	0,0	0,9
Énergie	194,2	2,5	2,6	0,0	2,7
Biens d'équipement	79,8	1,2	0,9	0,0	1,3
Matériels de transport	111,6	3,3	3,1	0,0	3,5
Autres biens	343,2	1,2	1,0	0,0	1,2
Construction	275,5	-2,8	-2,2	0,0	-2,1
Commerce	392,1	2,5	3,0	0,1	3,2
Transports	187,7	-0,9	0,2	0,1	
Services financiers	215,0	3,7	0,0	-0,2	0,0
Services immobiliers	301,3	1,3	1,4	0,0	1,4
Autres services marchands	861,0	2,1	2,3	0,0	2,3
Services non marchands	577,1	1,1	1,0	0,0	1,1
Total	3 785,3	1,3	1,3	-0,1	1,4

La croissance de la valeur ajoutée est revue en hausse de + 0,1 pt, à + 1,1 %

L'évolution en volume de la valeur ajoutée dans les services financiers est revue en nette baisse (- 1,2 % au lieu de + 3,6 %) du fait principalement des nouvelles estimations de Sifim. La révision est également à la baisse dans l'agriculture (- 4,4 % au lieu de - 0,9 %). En revanche, hors agriculture et services financiers, la croissance de la valeur ajoutée est revue en hausse, aussi bien dans les branches manufacturières que dans la construction et les services (commerce et transports principalement).

Tableau C.11 : Valeur ajoutée par branches (volumes chaînés)

	Niveaux au SD	PE du T1 2016	Prov. 2015 (%)	Contrib écart total	Prov. 2015
	2014	(%)	CJO		(%)
	Md€	CJO	CJO		non CJO
Produits agricoles	33,2	-0,9	-4,4	-0,1	-4,4
Produits agro-alimentaires	44,5	0,0	2,2	0,1	2,2
Énergie	52,7	1,6	1,6	0,0	1,7
Biens d'équipement	29,0	2,2	0,6	0,0	1,0
Matériels de transport	20,1	1,9	9,8	0,1	10,2
Autres biens	118,1	1,4	1,6	0,0	1,8
Construction	111,1	-3,8	-2,9	0,1	-2,9
Commerce	195,1	1,7	2,6	0,1	2,8
Transports	87,7	-0,1	1,4	0,1	1,5
Services financiers	87,6	3,6	-1,2	-0,2	-1,2
Services immobiliers	246,3	1,1	1,4	0,0	1,4
Autres services marchands	450,0	1,4	1,5	0,0	1,6
Services non marchands	443,6	0,7	0,8	0,0	0,9
Total	1 919,1	0,9	1,1	0,1	1,1

Des gains de productivité plus soutenus

Le tableau C.12 illustre l'évolution de la productivité apparente du travail (estimée ici en rapportant la valeur ajoutée en volume à l'emploi en personnes physiques). Les gains de productivité des sociétés non financières sont révisés en hausse (à + 1,2 % au lieu de + 0,9 %), en accélération par rapport à 2014. Sur les trois dernières années, la productivité apparente du travail des SNF croît à un rythme assez stable de l'ordre de + 1,0 % par an. Ce constat global masque de fortes hétérogénéités sectorielles avec notamment des pertes répétées de productivité dans la construction, dans un contexte conjoncturel très dégradé pour cette branche d'activité. Par contre, les gains de productivité apparente du travail sont très soutenus en 2015 dans les branches industrielles (+ 3,2 %), retrouvant des valeurs proches de leur tendance historique.

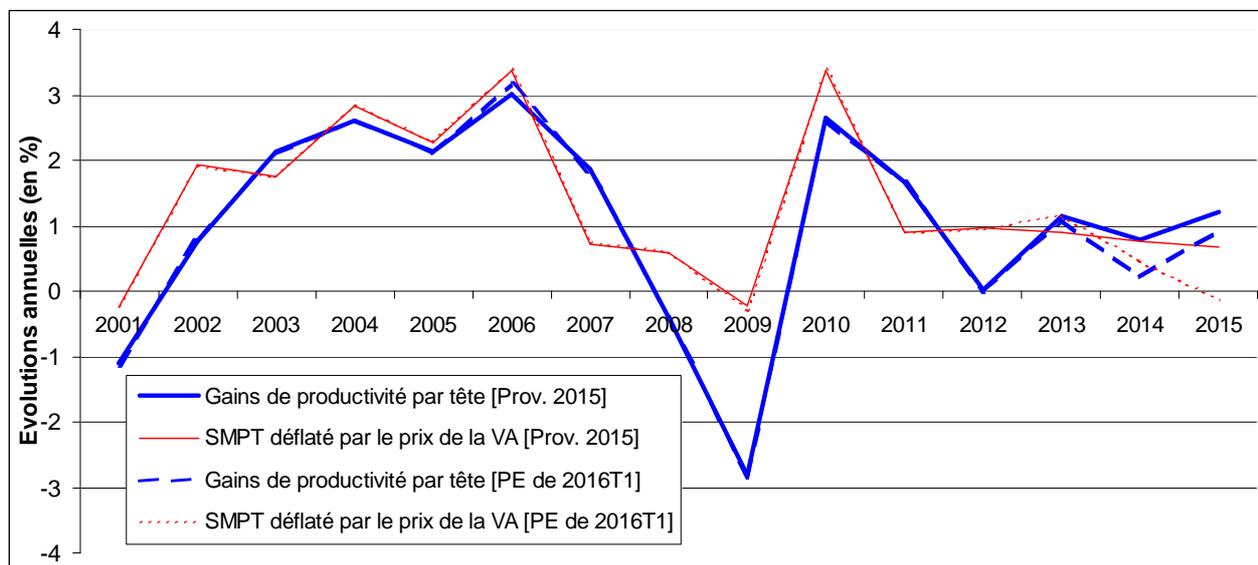
Tableau C.12 : Gains de productivité par tête dans les différentes branches (valeur ajoutée en volumes chaînés rapportée à l'emploi total)

	Moyenne 2001-2013	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
		Prov 2015 (%)				PE de 2016T1 (%)			
Industrie	2,3	1,2	1,6	0,6	3,2	1,1	1,9	0,3	2,5
Construction	-1,8	-4,8	0,6	-1,0	-0,6	-4,9	1,2	-1,7	-1,2
Services marchands	0,6	0,2	0,5	0,4	0,4	0,2	0,9	0,1	0,5
Sociétés non financières*	1,1	0,0	1,1	0,8	1,2	0,0	1,1	0,2	0,9

*Pour l'agrégat sociétés non-financières, la valeur ajoutée est calculée en volumes aux prix constants de l'année de base, et non en volumes chaînés.

Sur le champ des SNF, la productivité apparente du travail ralentit fortement (de +1,1 % à +0,2 %). Sur ce même champ, le salaire moyen par tête « réel » (déflaté par le prix de la valeur ajoutée) décélère légèrement (+ 0,7 % après + 0,8 %), et progresse cette année nettement moins vite que la productivité (cf. graphique C.1).

Graphique C.1 - Productivité par tête et SMPT déflaté par le prix de valeur ajoutée, champ des sociétés non financières



C.3. LES HAUSSES DU POUVOIR D'ACHAT ACHAT DES MÉNAGES ET DU TAUX DE MARGE DES SNF SONT LÉGÈREMENT ATTÉNUÉES

En 2015, la valeur ajoutée (VA) en valeur de l'ensemble des secteurs institutionnels progresse de 1,7%, après +1,0 % en 2014 (cf. tableau C.13). La croissance de la VA est tirée par les sociétés non financières. La VA des sociétés financières est elle en léger recul du fait d'évolutions contrastées entre banques et assurances.

La croissance de la VA passe de +2,2 % (donnée corrigée des jours ouvrables) dans a première estimation du T1 à +1,6 % (CJO) dans le compte provisoire (soit -0,5 point de révision). Le taux de croissance du PIB nominal est ramené de +2,3 % (CJO) dans la première estimation du T1, à +1,9 % (CJO) dans le compte provisoire.

Tableau C.13 : révision de la valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels (en valeur)

	2015 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %		
		2014SD	2015PROV	2014SD	2015PROV	RD-T4	PROV	révision
Sociétés non financières	1109,8	8,3	26,2	0,8	2,4	2,9	2,3	-0,5
Sociétés financières	95,8	3,8	-0,3	4,2	-0,3	1,7	-0,3	-2,0
Administrations publiques	363,6	5,8	2,8	1,6	0,8	1,1	0,8	-0,3
Ménages	345,9	1,3	2,4	0,4	0,7	1,2	0,6	-0,5
dont EI	130,1	-1,3	1,2	-1,0	0,9	0,1	0,8	0,7
ménages purs	215,7	2,6	1,2	1,2	0,6	1,9	0,6	-1,3
ISBLSM	34,7	0,4	1,0	1,3	2,9	2,2	2,9	0,7
Total des secteurs institutionnels	1949,8	19,8	32,1	1,0	1,7	2,2	1,6	-0,5
Impôts nets de subventions sur les produits	231,2	4,9	8,9	2,3	4,0	3,5	4,0	0,5
Produit intérieur brut	2181,1	24,7	41,1	1,2	1,9	2,3	1,9	-0,4

La VA des sociétés non financières augmente de 0,8 % après +0,3 % en 2014. En 2015, son évolution est révisée de 0,5 point à la baisse entre la première estimation du T1 et le compte provisoire et s'établit à +2,4 % en 2015 (données brutes). Le rythme de croissance de la VA des sociétés financières est en légère baisse: il atteint -0,3 % après +4,2 % en 2014. La VA des assurances décroît plus fortement en 2015 qu'en 2014 (-16,1 % en 2015 après -3,8 %) du fait de la baisse des rendements de l'assurance vie, qui touche à la fois les contrats en euros et en unité de compte. Inversement, celle des institutions financières reste dynamique, même si elle ralentie par rapport à l'année précédente (+3,0 % en 2015 après +6,2 %), la baisse des taux d'intérêt interbancaires continuant d'alimenter la hausse des marges d'intermédiation dégagées par les banques.

La VA des APU ralentit en 2015, passant de +1,8 % en 2014 à +0,8 %. Ce fléchissement tient principalement aux branches non marchandes dont les consommations intermédiaires sont en forte hausse à +1,9 %, après une stabilisation en 2014 (-0,1 %), tandis que la production croît plus modérément en 2015 (+0,9 % après +1,2 %). La production non marchande est tirée vers le bas par une baisse de la consommation de capital fixe (-1,0 %), en lien avec la forte baisse de l'investissement des APU en 2015. Ainsi la production non marchande progresse peu, ce qui s'explique aussi par le ralentissement des salaires (+1,0 % en 2015 après +2,0 %).

La VA des ménages accélère légèrement (+0,7 % après +0,4 %) Cette accélération est portée par les entrepreneurs individuels (+0,9 %, après -1,0 % en 2014), tandis que la VA des ménages purs ralentie (+0,6 % en 2015, +1,2 % en 2014). Sur l'ensemble des ménages, la valeur ajoutée est revue à la baisse par rapport à la première estimation du T1, de -0,5 point en données CJO. Enfin, la VA des ISBLSM repart (+2,9 % après +1,3 %), sous l'effet principalement de la branche activités sportives et de celle des activités des organisations associatives.

C.3.1. LE TAUX DE MARGE ET LE TAUX D'AUTOFINANCEMENT DES SNF SE REDRESSENT NETTEMENT

Sur le champ des sociétés non financières (SNF), la valeur ajoutée croît fortement à +2,4 % après +0,8 % en 2014 (cf. tableau C.14). Son taux d'évolution 2015 est néanmoins revu de 0,5 point à la baisse par rapport à la première estimation du T1.

En 2015, les salaires et traitements bruts versés par les SNF sont également plus dynamiques qu'en 2014 (+1,8 % après +0,8 %) mais ils augmentent moins vite que la valeur ajoutée. L'évolution de la

masse salariale se fonde sur ce qu'indique l'assiette CSG de l'Acoss, une fois ramenée au champ des sociétés financières, de sorte que soit conservée l'évolution du SMPT de l'Acoss.

Les impôts nets de subventions baissent par ailleurs fortement en 2015 (-14,6 %) :

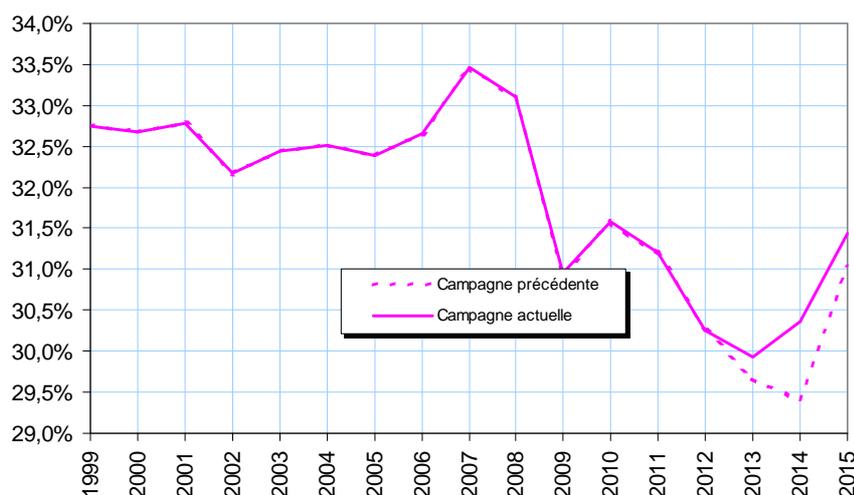
- Les impôts sur la production reviennent à un rythme de croissance assez faible après une augmentation de +2,1 % en 2014. Les deux années précédentes (2012 et 2013) avaient été marquées par une très forte hausse du forfait social qui expliquait l'augmentation des impôts sur les salaires et la main d'œuvre⁶.
- Parallèlement, les subventions augmentent continuent d'augmenter en 2015 suite au changement de taux du CICE qui passe de 4% à 6 %.

Tableau C.14 : compte des sociétés non financières

	2015 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %		
		2014SD	2015PROV	2014SD	2015PROV	RD-T4	PROV	révision
Valeur ajoutée	1 109,8	8,3	26,2	0,8	2,4	2,9	2,3	-0,5
Rémunération des salariés	731,1	8,9	11,3	1,3	1,6	1,5	1,6	0,1
<i>dont salaires et traitements bruts</i>	<i>550,2</i>	<i>4,4</i>	<i>9,6</i>	<i>0,8</i>	<i>1,8</i>	<i>1,8</i>	<i>1,8</i>	<i>0,0</i>
Impôts nets sur la production	29,7	-7,6	-5,1	-17,9	-14,6	-16,9	-14,6	2,3
Excédent brut d'exploitation	349,0	7,0	20,0	2,2	6,1	8,3	5,7	-2,6
Revenus nets de la propriété versés	64,8	3,1	-11,4	4,2	-14,9	-5,5	-14,9	-9,4
Revenus de la propriété versés	268,9	7,9	-7,4	2,9	-2,7	0,0	-2,7	-2,6
Intérêts versés	50,6	-0,4	-14,1	-0,6	-21,8	-15,0	-21,8	-6,8
Dividendes versés	212,8	9,5	6,2	4,8	3,0	3,6	3,0	-0,6
Revenus de la propriété reçus	204,1	4,8	4,0	2,4	2,0	1,7	2,0	0,3
Intérêts reçus	31,8	-0,7	-2,3	-2,1	-6,7	-8,4	-6,7	1,7
Dividendes reçus	162,8	4,1	6,3	2,7	4,1	3,8	4,1	0,2
Impôts sur le revenu et le patrimoine	38,9	-1,6	-0,5	-3,9	-1,2	1,0	-1,2	-2,2
Transferts courants versés (nets des reçus)	26,5	0,6	0,7	2,5	2,8	-3,6	2,8	6,4
Epargne brute	218,9	4,9	31,1	2,7	16,6	16,2	15,9	-0,3
Formation brute de capital fixe	253,7	3,9	6,7	1,6	2,7	2,2	2,6	0,4
Variations de stocks (Md€)	19,8	10,6	4,8					
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	19,0	0,9	-0,5					
Capacité/besoin de financement (Md€)	-35,5	-9,7	19,5					

Dans ce contexte, la hausse de l'excédent brut d'exploitation est importante (+6,1 % après 2,2 % en 2014) et le taux de marge augmente (+1,1 point, cf. tableau C.15 et graphique C.2). Il atteint ainsi 31,4%. Dans le compte provisoire, le taux de marge se redresse moins fortement que dans la première estimation du T1, mais en partant d'un niveau plus haut du fait des révisions apportées sur les comptes 2013 et 2014.

Graphique C.2 : le taux de marge des SNF



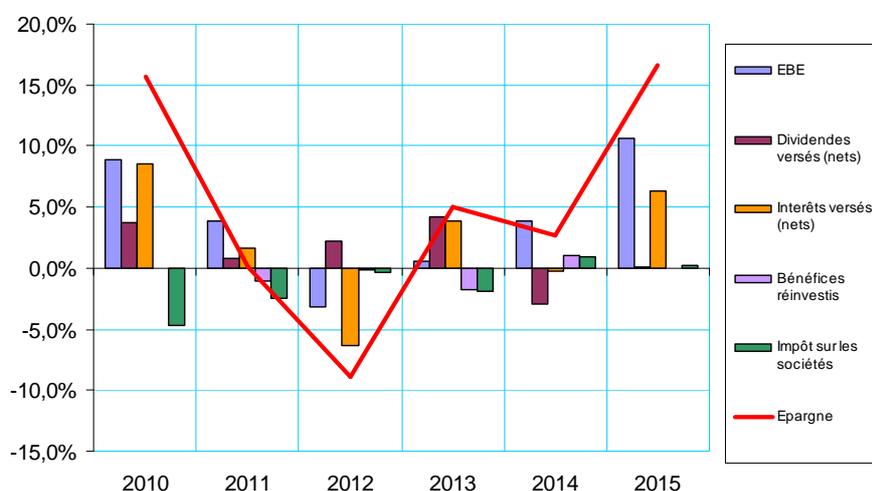
⁶ Le forfait social est une contribution à la charge de l'employeur qui concerne, sauf exceptions, les éléments de rémunération ou gains qui sont exonérés de cotisations de sécurité sociale tout en étant assujettis à la CSG ou ceux qui ne remplissent pas ces conditions mais qui sont assujettis de par la loi. Initialement établi à un taux de 2 % en 2009, il est passé à un taux de 4 % pour l'année 2010, 6 % pour l'année 2011, 8 % du 1er janvier au 30 juillet 2012, et 20 % depuis.

Parallèlement, le solde des revenus de la propriété s'améliore du fait de la poursuite de la baisse des taux d'intérêt qui joue sur les intérêts reçus nets des versés (-11,8 Md€ entre 2014 et 2015). Les sociétés non financières versent par ailleurs plus de dividendes en 2015 qu'en 2014, mais elles en reçoivent également davantage. Au total, le solde des revenus de la propriété s'améliore en 2015 de 11,4 Md€ (après une légère dégradation de 3,1 Md€ en 2014). Lors d'un compte provisoire, les informations disponibles sur les revenus de la propriété se limitent à celles de la balances des paiements, fragiles, et celles portant sur les institutions financières. Les revenus de la propriété des SNF sont obtenus par solde en recherchant une cohérence temporelle et inter-secteurs institutionnels (notamment en termes de rendements financiers associés à chaque actif). La prise en compte de ces informations conduisent à améliorer globalement le solde des revenus de la propriété des SNF par rapport à la première estimation du T1 (+7,9 Md€ de révision en données CJO).

L'impôt sur les sociétés (calculé en comptabilité national avant imputation des crédits d'impôt restituables) se stabilise (-1,2 %, après -3,9 % en 2014).

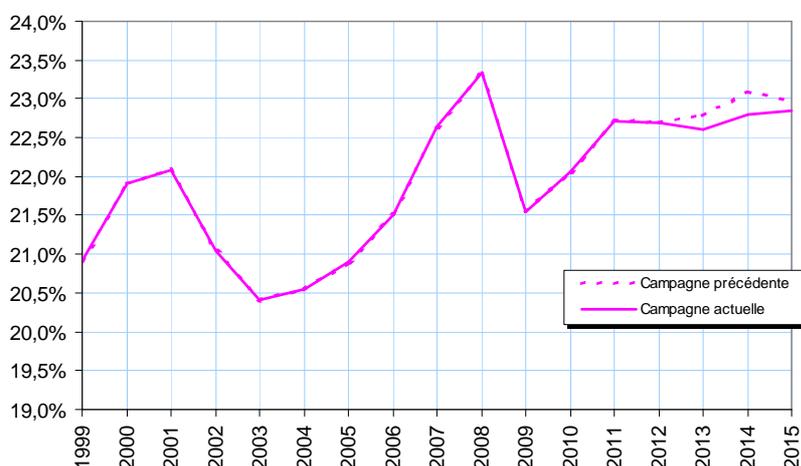
Dans ce contexte, l'épargne s'améliore nettement (+16,6 % en 2015 après +2,7 % en 2014). En 2015, l'épargne des SNF est portée par l'excédent brut d'exploitation et le solde des intérêts, les SNF bénéficiant de la baisse des taux d'intérêt (cf. graphique C.3).

Graphique C.3 : Contributions à l'évolution de l'épargne des SNF



Parallèlement, l'investissement accélère en 2015 (+2,7 % après +1,6 % en données brutes), un peu plus que dans la première estimation du T1 (soit une révision de +0,4 point en données CJO). Le taux d'investissement continue de croître légèrement (+0,1 point), pour atteindre 22,9 % (graphique C.X). Quant aux variations de stocks des sociétés non financières, elles restent positives en 2015 mais moins qu'en 2014 (4,8 Md€ après +10,6 Md€).

Graphique C.4 : le taux d'investissement des SNF



L'épargne étant beaucoup plus dynamique en 2015 que l'investissement, le taux d'autofinancement croît fortement (+10,3 point en 2015 après +0,8 point), pour atteindre 86,3 % (cf. graphique C.X).

Graphique C.5 : le taux d'autofinancement des SNF

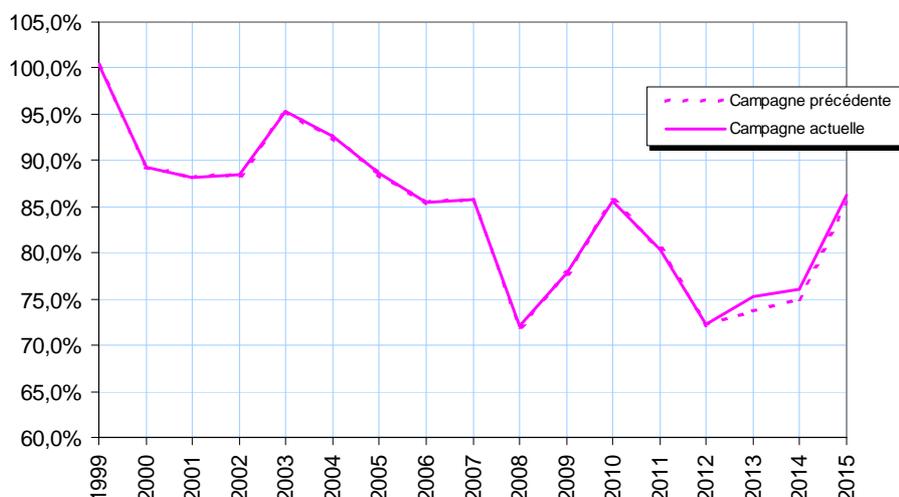


Tableau C.15 : principaux ratios du compte des sociétés non financières

	2015 PROV en niveau	évolutions en points		évol. des CT (CJO) en points		
		2014SD	2015PROV	RD-T4	PROV	révision
Taux de marge des SNF : EBE / VA	31,4	0,4	1,1	1,6	1,0	-0,5
Taux d'investissement : FBCF / VA	22,9	0,2	0,1	-0,1	0,1	0,2
Taux d'autofinancement : Epargne / FBCF	86,3	0,8	10,3	10,3	9,9	-0,4

C.3.2. LES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS BÉNÉFICIENT DE LA BAISSÉ DES TAUX INTERBANCAIRES, LES ASSUREURS EN PÂTISSENT

En 2015, la VA des sociétés financières (SF) est en légère baisse (-0,3 %, cf. tableau C.16) après avoir augmentée en 2014.

Tableau C.16 : comptes des sociétés financières

	2015 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %		
		2014SD	2015PROV	2014SD	2015PROV	RD-T4	PROV	révision
Valeur ajoutée	95,8	3,8	-0,3	4,2	-0,3	1,7	-0,3	-2,0
Institutions financières	72,0	4,1	2,1	6,2	3,0			
Assurances	12,6	-0,6	-2,4	-3,8	-16,1			
Auxiliaires financiers	11,3	0,4	0,0	3,5	0,3			
Rémunération des salariés	51,1	0,7	-0,3	1,3	-0,5	2,2	-0,5	-2,7
Revenus de la propriété versés	210,0	-7,9	-21,8	-3,3	-9,4	-4,7	-9,4	-4,7
Intérêts versés	107,8	-7,7	-19,7	-5,7	-15,5	-8,8	-15,5	-6,6
Dividendes versés	27,8	-0,2	1,3	-0,6	5,1	4,9	5,1	0,2
Rev. de la prop. attribués aux assurés	74,0	0,2	-3,5	0,3	-4,5	-1,1	-4,5	-3,4
Revenus de la propriété reçus	204,9	-8,7	-29,0	-3,6	-12,4	-9,1	-12,4	-3,3
Intérêts reçus	139,7	-10,3	-32,6	-5,6	-18,9	-14,0	-18,9	-4,9
Dividendes reçus	45,2	-0,5	4,0	-1,2	9,8	3,8	9,8	6,0
Impôts sur le revenu et le patrimoine	15,9	0,3	0,5	1,8	3,1	1,6	3,1	1,4
Primes nettes d'assurance dommage	86,0	-4,0	1,6	-4,5	1,9	2,1	1,9	-0,1
Indemnités d'assurance dommage	88,4	-0,2	-2,4	-0,2	-2,7	2,0	-2,7	-4,7
Prestations sociales versées	32,7	1,5	0,7	5,0	2,3	2,0	2,3	0,4
Epargne brute	14,7	-1,3	-3,2	-6,7	-17,7	-50,5	-17,8	32,7
Formation brute de capital fixe	18,9	2,9	1,2	19,6	6,6	-1,0	6,5	7,5
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	0,3	0,5	-1,5					
Capacité de financement (Md€)	-4,1	-3,8	-5,8					

Cette stabilité masque des situations opposées : alors que la VA des intermédiaires financiers continue d'augmenter (+3,0 % après +6,2 %), celle des assurances baisse plus fortement qu'en 2014

(-16,1 %, après -3,8 %). L'épargne des sociétés financières reste orientée à la baisse (-17,7 % après -6,7 % en 2014). La capacité de financement du secteur se transforme en besoin de financement, une première depuis 1999, à hauteur de 4,1 Md€.

Assurances

Lors du compte provisoire, seules certaines informations publiées par la fédération française des (FFSA) sont disponibles pour évaluer l'activité des assureurs. Elles ne couvrent pas de manière exhaustive le champ des assurances et ne permettent pas de reconstituer la totalité des éléments des comptes. Ainsi par exemple, l'activité des auxiliaires financiers n'est pas prise en considération et, dans le cas de l'assurance vie, toutes les informations nécessaires au calcul de la production ne sont pas disponibles.

Production d'assurance vie

La production de l'assurance-vie correspond au montant des cotisations reçues nettes des prestations versées, auquel est retranché celui des variations de provisions, puis ajouté le montant perçu au titre des revenus des placements.

L'assurance vie est restée attractive en 2015 avec des taux de rendements compétitifs par rapport aux autres instruments d'épargne (PEL à 2 %, livret A à 0,9 %). Elle enregistre de fait une collecte nette positive en 2015, à hauteur de 24,6 milliards d'euros. Cependant, les taux de rendement des contrats d'assurance vie continuent de baisser : les contrats en supports euros sont passés d'un rendement moyen de 2,5 % en 2014 à 2,3 % en 2015. Or les revenus attribués aux assurés entrent directement dans le calcul de la production de services d'assurance vie : en conséquence, la valeur estimée de ces services a diminué de 1,2 milliard d'euros en 2015.

Production d'assurance dommages

L'entrée en vigueur de la loi Hamon en 2014 a continué de favoriser la concurrence chez les assureurs cette année, notamment grâce à l'assouplissement des procédures de résiliation des contrats d'assurance. La hausse des cotisations d'assurance de biens et de responsabilité a donc été contenue en 2015 pour les particuliers : + 2,5 % par rapport à 2014. Ainsi, le risque automobile connaît une augmentation limitée de ses cotisations (+ 1,5 %) malgré la forte progression des immatriculations de voitures neuves en 2015 (+ 6,8 %). Parallèlement, l'environnement économique et financier incertain pèse sur les entreprises. Le secteur professionnel connaît ainsi un léger repli : - 0,5 % sur les cotisations de biens et de responsabilité. Ces deux effets, bien que limités, s'opposent, entraînant une stabilité globale de la production d'assurance dommages.

Compte de l'ensemble des sociétés d'assurance

Les consommations intermédiaires des sociétés d'assurance, pour l'essentiel des commissions de courtage et de réassurance, augmentent de façon limitée (+ 2,4 %). Au total, la valeur ajoutée dégagée par les sociétés d'assurance diminue de 2,4 milliards d'euros. Les salaires et cotisations versés ont quant à eux continué d'augmenter en 2015 (+ 2,2 %). Les revenus de la propriété reçus par les assureurs (intérêts, revenus tirés des fonds d'investissement et dividendes) diminuent fortement en 2015 (- 5,6 milliards d'euros). La baisse est principalement imputable aux intérêts reçus (- 4,4 milliards d'euros), qui proviennent pour l'essentiel d'obligations souveraines. Les revenus de la propriété attribués aux assurés continuent de leur côté de baisser, comme indiqué plus haut : 3,1 milliards d'euros. Au final, le secteur de l'assurance creuse son besoin de financement de 3,8 milliards d'euros. Ce dernier atteint 7,1 milliards d'euros en 2015.

Institutions financières

Le compte provisoire des institutions financières est établi à partir des informations transmises par la Banque de France, qui dispose de données comptables portant sur une grande partie du champ, à l'exception toutefois de certaines unités, notamment au sein des fonds d'investissement.

En 2015, la valeur ajoutée des intermédiaires financiers poursuit sa progression (+ 3,0 % par rapport à 2014 dont + 4,7 % pour les seuls établissements de crédit). Cette hausse provient principalement de la production de services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim ; + 6,1 %). La légère augmentation de la marge globale d'intermédiation (+ 2 points de base) se conjugue à la progression des encours de crédits et de dépôts. Dans un contexte de baisse des taux, le coût moyen de refinancement des banques en 2015, qui sert de référence pour le calcul de la marge d'intermédiation, diminue de 31 points de base par rapport à 2014. Cette diminution du coût de refinancement n'est pas complètement répercutée par les banques sur les taux appliqués à la clientèle pour leur crédit : la diminution de 17 points de base du taux d'intérêt moyen sur les crédits conduit à augmenter la marge d'intermédiation sur les crédits de 14 points de base. À l'inverse, la

marge d'intermédiation sur les dépôts se contracte de 13 points de base du fait d'une baisse du taux moyen de rémunération des dépôts de 18 points de base. La production facturée mesurée par les commissions diminue en revanche légèrement (- 1,2 %) de sorte que la hausse de la production totale des intermédiaires financiers se limite à +1,7 %. Les consommations intermédiaires étant quasi stables (+ 0,4 %) et les frais de personnel diminuant (- 1,9 %), le taux de marge, au sens de la comptabilité nationale, se renforce de 2,4 points de pourcentage en 2015 et atteint 46,8 %.

Les flux d'intérêts, ajustés de la production de Sifim, continuent de baisser (- 22,2 % pour les intérêts reçus et - 15,7 % pour les intérêts versés, contre respectivement - 7,1 % et - 6,0 % en 2014), en lien avec la baisse des taux. En niveau, les intérêts versés (102,0 milliards d'euros) sont supérieurs aux intérêts reçus (98,4 milliards d'euros). En revanche, les dividendes reçus progressent davantage que les dividendes versés. La hausse marquée des « autres transferts courants » nets (amélioration du solde de +3,5 milliards d'euros entre 2014 et 2015) s'explique par le contrecoup du paiement d'une amende exceptionnelle en 2014 aux autorités des États-Unis par le groupe BNP Paribas.

Au total, la capacité de financement continue de diminuer à 3,3 milliards d'euros en 2015 après 5,2 milliards d'euros en 2014, essentiellement en raison de la forte dégradation du solde des intérêts.

Les Sifim n'ont pas d'impact sur le solde des revenus primaires des intermédiaires financiers, mais permettent de faire remonter dans la valeur ajoutée des banques leurs marges sur les intérêts qui s'apparentent à de la production. Quand les taux des crédits ou des dépôts proposés aux clients des banques demeurent inchangés, toute baisse du taux de refinancement entraîne une hausse de la marge de taux des banques sur les crédits et une baisse de cette marge sur les dépôts. Ainsi la marge des banques sur les crédits a augmenté en 2015 de 14 points de base quand la marge sur les dépôts a diminué de 13 points. En 2015, les Sifim sur crédits ont donc augmenté de 5,5 Md€ et les Sifim sur les dépôts diminué de 2,2 Md€.

C.3.3. LE POUVOIR D'ACHAT DU RDB DES MÉNAGES SE REDRESSE

En 2015, le revenu disponible brut des ménages accélère (+1,4 % après +0,8 %, cf. tableau C.17).

Tableau C.17 : compte des ménages

	2015 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO en %)		
		2014SD	2015PROV	2014SD	2015PROV	RD-T4	PROV	révision
Revenus d'activité nets (1)	809,9	3,3	12,8	0,4	1,6	1,5	1,6	0,1
Revenu mixte	89,0	-0,9	3,2	-1,0	3,7	0,8	3,5	2,7
Salaires reçus	721,0	4,2	9,7	0,6	1,4	1,5	1,4	-0,2
Revenus du patrimoine (2)	281,0	1,9	-1,2	0,7	-0,4	1,8	-0,4	-2,2
EBE des ménages purs	172,1	2,0	0,2	1,2	0,1	1,9	0,1	-1,8
Revenus de la propriété reçus	122,3	-4,0	-4,4	-3,0	-3,5	-0,8	-3,5	-2,7
Revenus de la propriété versés	13,4	-3,9	-3,1	-19,1	-18,6	-16,3	-18,6	-2,3
Cotisations sociales des salariés et non salariés	151,5	4,4	3,0	3,1	2,0	2,0	2,0	0,0
Cotisations sociales APU	122,4	3,7	2,4	3,2	2,0	2,0	2,0	0,0
Cotisations sociales hors APU	29,2	0,9	0,6	3,3	2,7	2,2	2,7	0,5
Prestations sociales en espèces reçues (3)	477,3	10,1	8,9	2,2	1,9	1,7	1,9	0,2
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (4)	215,9	3,2	3,5	1,5	1,7	1,2	1,7	0,5
Impôts sur le revenu	191,9	2,1	3,0	1,1	1,6	1,0	1,6	0,6
Transfert courants reçus nets (Md€) (5)	-0,2	-1,3	2,2					0,0
Revenu disponible brut	1 352,0	10,9	19,2	0,8	1,4	1,7	1,4	-0,2
Dépense de consommation finale	1 156,0	8,6	15,1	0,8	1,3	1,3	1,3	0,0
Transferts sociaux en nature reçus	384,7	8,4	6,1	2,3	1,6	1,6	1,6	-0,1
Transferts sociaux en nature marchands	130,7	3,4	2,7	2,7	2,1			
Transferts sociaux en nature non-marchands	254,0	5,1	3,4	2,1	1,3			
Consommation finale effective	1 540,7	17,1	21,2	1,1	1,4	1,4	1,3	0,0
Épargne brute	196,0	2,2	4,1	1,2	2,1	3,8	2,4	-1,4
Formation brute de capital fixe	116,7	-2,7	-0,7	-2,3	-0,6	-1,8	-0,6	1,2
EI	9,1	-0,5	0,0	-5,1	-0,4	1,6	-0,5	-2,1
ménages purs	107,6	-2,2	-0,6	-2,0	-0,6	-2,1	-0,6	1,5
Capacité de financement (en Md€)	74,6	3,9	5,2					

RDB = (1) + (2) + (3) - (4) + (5)

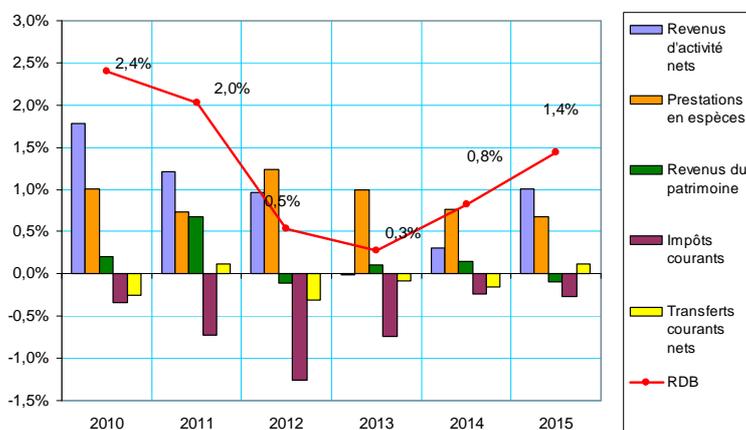
Cette accélération de 1,4 point se décompose comme suit (cf. graphique C.6) :

- Les revenus nets d'activité y contribuent pour +1,0 point. Les salaires nets accélèrent (+1,4 % après +0,6 %), en lien avec ceux versés par les sociétés non financières et la moindre hausse des cotisations salariales (+2,0 % après +3,2 %). Le revenu mixte net des entrepreneurs individuels est également dynamique (+3,7 % après -1,0 %).
- Les revenus du patrimoine y contribuent pour -0,1 point. L'évolution du solde des revenus du patrimoine s'explique par la dégradation des revenus de la propriété attribués aux assurés qui

poursuivent leur baisse (-2,7 Md€, après -1,2 Md€ en 2014), en lien avec la chute des rendements de l'assurance vie.

- Les impôts courants y contribuent pour -0,3 point. En particulier, l'impôt sur le revenu progresse de +1,6 %, contre +1,1 % en 2013. D'un côté les ménages bénéficient de la réforme du barème de l'IRPP, du prélèvement à la source non libératoire et de la réforme de l'imposition des plus-values. De l'autre ils acquittent plus de CSG que l'année précédente.
- Les prestations en espèces ralentissent (+ 1,9 % après +2,2 %) mais contribuent toujours à la hausse du RDB pour +0,7 point. Le repli des prestations familiales est principalement dû aux mesures d'économie sur la politique familiale. Les prestations vieillesse ralentissent et la progression des dépenses d'indemnités journalières versées par l'assurance maladie est contenue (+ 2,0 %). En revanche, les prestations d'assurance chômage de l'Unédic accélèrent (+ 3,2 % contre + 1,3 % l'an dernier).
- De façon plus marginale, les autres transferts courants nets (reçus moins versés) y contribuent pour +0,1 point, alors qu'ils contribuaient à hauteur de -0,2 point en 2014. Les transferts courants reçus augmentent tandis que les transferts versés restent stables. (respectivement +3,8 % et +0,6 %) Ce phénomène est le reflet de ce qu'indiquent les données de la BdP sur les transferts avec le reste du monde.

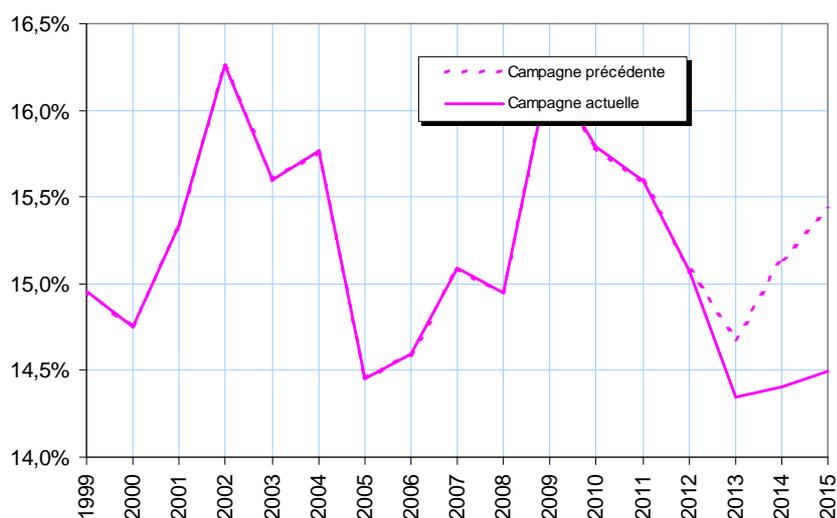
Graphique C.6 : Contributions à l'évolution du RDB des ménages



Par rapport à la première estimation du T1, l'évolution du RDB est revue de 0,2 point à la baisse. La révision s'explique par les revenus de la propriété attribués aux assurés, en lien avec la baisse de rendements de l'assurance vie, ainsi que par la baisse de l'EBE des ménages purs. La baisse de l'EBE des ménages purs s'explique par la hausse des consommations intermédiaires des ménages purs pour la production de services de logements, en lien avec la hausse de la production de SIFIM. Ces révisions à la baisse sont partiellement compensées par des révisions opposées sur les revenus d'activité et les transferts courants (données de la balance des paiements).

Alors que le RDB augmente de 1,4 %, les dépenses de consommation des ménages s'accroissent de 1,3 %. Il en résulte une légère hausse du taux d'épargne de 0,1 point, moins marquée que celle de la première estimation du T1. Le taux d'épargne atteint ainsi 14,5 %.

Graphique C.7 : le taux d'épargne des ménages



Les transferts sociaux en nature, bien qu'en décélération, continuent d'augmenter en 2015 (+ 1,6 % après + 2,3 % en 2014). Cette hausse est plus marquée sur la partie marchande (+ 2,1 % après + 2,7 %), en lien notamment avec les remboursements de médicaments, que sur les dépenses non marchandes comme les services de santé ou d'éducation (+ 1,3 % après + 2,1 %). La FBCF des ménages décroît faiblement (-0,6 % après -2,3 %). Au total, le taux d'épargne financière augmente légèrement plus que le taux d'épargne (+0,3 point) pour atteindre 5,5 %.

Tableau C.18 : principaux ratios du compte des ménages

	2014 PROV en niveau	évolutions en points		évol. des CT (CJO) en points		
		2013SD	2014PROV	RD-T4	PROV	révision
Taux d'épargne (En %)	15,1	-0,4	0,5	0,4	0,4	0,0
Taux d'épargne financière (En %)	6,1	-0,3	0,8	0,9	0,8	-0,1
Pouvoir d'achat du RDB (en évol)	1,1	-0,1	1,1	1,1	1,1	0,1
Pouvoir d'achat du RDB par UC (en évol)	0,7	-0,5	0,7	0,7	0,7	0,1

Par ailleurs, le déflateur de la consommation des ménages décroît pour la première fois depuis 2008 (+0,2 % après +0,1 % en 2014), de sorte que le pouvoir d'achat du RDB progresse plus vite que le RDB, de +1,6 %. Par unité de consommation, le rebond est également important puisqu'il atteint +1,1 % en 2015, après avoir été stable en 2014 (+0,1 %) et surtout en baisse les trois années précédentes. En 2015, le pouvoir d'achat du RDB est révisé comme le RDB, de -0,2 point (CJO) par rapport à la première estimation du T1.

Graphique C.8 : évolution du pouvoir d'achat du RDB des ménages



C.3.4 LE DÉFICIT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EST INCHANGÉ PAR RAPPORT À LA NOTIFICATION DE MARS, MAIS LE RATIO DÉFICIT SUR PIB EST DÉGRADÉ DU FAIT DE LA RÉVISION DU PIB EN VALEUR (-3,6 % DU PIB, CONTRE -3,5 % EN MARS)

Exprimé en points de PIB, le déficit atteint 3,6 %, ce qui constitue une amélioration de 0,4 point par rapport à l'année 2014. La dette exprimée en points de PIB est revue à la hausse de 0,5 point, à 96,2 % en lien avec la révision à la baisse du PIB en valeur.

Du fait de la modification du PIB, le taux de prélèvements obligatoires en points de PIB est légèrement revu (il atteint 44,5 %, alors qu'il était à 44,3 % lors de notification), de même que les taux de recettes (revu de +0,3 point) et de dépenses (revu de +0,2 point), qui s'établissent respectivement à 53,5 % et 57,5 %.

Tableau C.19 : ratios et soldes des administrations publiques

Montants	EDP	Mai	REV
Deficit	-77 427	-77 499	-72
PIB	2 190 122	2 180 546	-9 576
Ratio FIPU			
Deficit	-3,5	-3,6	-0,1
PO	44,5	44,7	0,2
Dette brute	95,7	96,2	0,5
Dette nette	86,9	87,3	0,4
Recettes publiques	53,2	53,5	0,3
Dépenses publiques	56,8	57	0,2

Le solde public pour 2014 s'établit à -77,5 Md€, soit -3,6 % du PIB, contre -4,0 % du PIB en 2014. En part de PIB, les recettes progressent de 0,1 point, de 53,4% à 53,5% du PIB alors que les dépenses perdent 0,3 point, passant de 57,3% à 57,0% du PIB. Le taux de PO diminue de 0,1 point en 2015, il s'établit à 44,7 % du PIB principalement du aux mesures nouvelles du Pacte de responsabilité et de solidarité, qui vise à alléger la charge fiscale des entreprises et des ménages (allègement de cotisations sociales, suppression d'une première tranche de la C3S -contribution sociale de solidarité des sociétés, montée en charge du CICE, réductions d'impôt sur le revenu).

La réduction du déficit des administrations publiques en 2014 est essentiellement imputable aux collectivités locales (+5,3 Md€) et, dans une moindre mesure, aux administrations de sécurité sociale (+2,1 Md€). Le déficit des administrations centrales est stable (-0,1 Md€).

C.3.5. LE BESOIN DE FINANCEMENT DE LA NATION S'AMÉLIORE

Par rapport à 2014, le solde des échanges extérieurs s'améliore (+12,5 Md€, à -30,0 Md€). Il est légèrement dégradé par rapport aux premiers résultats du T1 du fait de la prise en compte d'informations plus récentes en provenance des douanes et de la BdP. (-1,6 Md€ en données CJO, cf. tableau C.20), du fait d'une révision à la baisse des exportations (-3,6 Md€) plus forte que sur les importations (-2,0 Md€).

Le solde des opérations de répartition est lui aussi meilleur en 2015 qu'en 2014, de 13,8 Md€, et atteint -13,0 Md€, du fait d'une nette amélioration du solde des revenus de la propriété (+5,8 Md€) et, dans une moindre mesure, des transferts courants qui bénéficient du contrecoup de l'amende BNP Paribas acquittée en 2014.

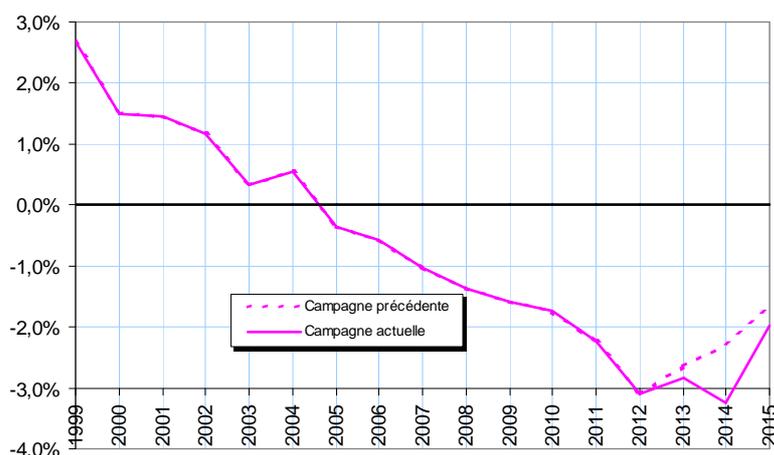
Par rapport aux premiers résultats du T1, le solde des opérations de répartition est revu fortement à la hausse (+14,3 Md€) principalement du fait d'une révision de +8,3 Md€ sur le solde des revenus de la propriété et des transferts courants (+5,1 Md€).

Au total, le besoin de financement de la nation atteint -43,1 Md€ en données brutes (soit -2,0 % de PIB, après -3,2 % en 2014). Par rapport aux premiers résultats du T1, il se redresse plus fortement entre 2014 et 2015 (+27,0 Md€ contre +14,3 Md€ précédemment en données cjo).

Tableau C.20 : quelques éléments issus du compte du reste du monde (vision secteur résident)

	2015 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %		
		2014SD	2015PROV	2014SD	2015PROV	RD-T4	PROV	révision
Solde des échanges extérieurs (Md€)	-30,0	-2,7	12,5					
Exportations	654,9	14,3	35,5	2,4	5,7	6,2	5,5	-0,7
Exportations de biens (FAB)	472,2	2,9	26,1	0,7	5,8	5,3	5,6	0,3
Importations	685,0	17,0	23,0	2,6	3,5	3,6	3,2	-0,4
Importations de biens (FAB)	493,4	-2,2	10,3	-0,5	2,1	1,5	1,7	0,3
Solde des opérations de répartition (Md€)	-13,0	-6,7	13,8					
Rémunérations des salariés (Md€)	18,4	0,7	1,6					
Subventions nettes d'impôts (Md€)	6,0	-0,2	-0,3					
Revenus de la propriété (Md€)	11,1	-1,6	5,8					
Cotisations et prestations sociales (Md€)	-11,4	-0,6	0,2					
Impôts et autres transferts courants (Md€)	-36,9	-3,4	6,0					
Transferts en capital (Md€)	-0,1	-1,5	0,9					
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (Md€)	-43,1	-9,4	26,3					
En % du PIB (évolution en points)	-2,0			-0,4	1,3	0,7	1,3	0,6

Graphique C.9 : Évolution du besoin de financement de la nation (% du PIB)



En 2015, l'amointrissement du besoin de financement de la nation provient surtout des SNF (+19,5 Md€) et, dans une moindre mesure, des administrations publiques (+7,3 Md€) et des ménages et ISBLSM (+5,3 Md€). A l'inverse les sociétés financières ont en 2015 un besoin de financement alors qu'elles étaient en situation de capacité de financement en 2014.